CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

5e Législature

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1973-1974

COMPTE RENDU INTEGRAL — 12e SEANCE

2e Séance du Jeudi 11 Octobre 1973.

SOMMAIRE

1. — **Orientation du commerce et de l'artisanat.** — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 4297).

L'article 20 est réservé.

Après l'article 20 :

Amendement n° 47 de la commission spécicale : MM. Charles Bignon, rapporteur de la commission spéciale, pour les aspects économiques ; Royer, ministre du commerce et de l'artisanat. — Rejet.

Avant l'article 21 :

Amendement n° 48 de la commission spéciale : MM. Charles Bignon, rapporteur ; le ministre du commerce et de l'artisanat. — Adoption.

Art. 21 :

MM. Guermeur, le président.

Amendement n° 144 rectifié de M. Bardol : MM. Jans, Charles Bignon, rapporteur ; le ministre du commerce et de l'artisanat. — Rejet.

Amendements nos 49 rectifié de la commission spéciale, 389 du Gouvernement et 271 de M. Besson : MM. Charles Bignon, rapporteur ; le ministre du commerce et de l'artisanat, Besson, Foyer, Claudius-Petit, Le Pensec, Marette, Guermeur. — Retrait de l'amendement n° 49 rectifié ; adoption du sous-amendement n° 271 et de l'amendement n° 389 modifié et sous-amendé.

Amendement n° 394 de M. Marie : MM. Marie, Charles Bignon, rapporteur ; le ministre du commerce et de l'artisanat. — Retrait.

Explications de vote : MM. Claudius-Petit, Hamel.

MM. Cot, Peyret, président de la commission spéciale.

Réserve de l'article 21.

Art. 23 :

M. Guermeur.

Amendement n° 148 de M. Bardol : MM. Jans, Charles Bignon, rapporteur ; le ministre du commerce et de l'artisanat, Neuwirth.

Amendements nos 127 de M. Julia, 58 de la commission spéciale, 171 de M. Poperen, 59 de la commission spéciale et 293 de M. Guillermin.

L'amendement n° 127 n'est pas soutenu.

MM. Charles Bignon, rapporteur ; Poperen, Guillermin, Jans. — Retrait de l'amendement n° 148.

MM. le rapporteur, Fanton, le ministre du commerce et de l'artisanat, Guermeur, Flornoy. — Adoption de l'amendement n° 58.

MM. le ministre du commerce et de l'artisanat, Chinaud, Cot. Adoption de l'amendement n° 171.

MM. Charles Bignon, rapporteur ; le ministre du commerce et de l'artisanat, Besson. — L'amendement n° 59 rectifié est adopté ; l'amendement n° 293 n'a plus d'objet.

Amendement n° 60 de la commission spéciale : MM. Charles Bignon, rapporteur ; le ministre du commerce et de l'artisanat, Chinaud, Flornoy, Foyer. — Rejet.

Amendement n° 149 de M. Jans : M. Jans. — Retrait.

Amendement n° 172 de M. Poperen : M. Capdeville. — Retrait.

Amendement n° 397 du Gouvernement : MM. le ministre du commerce et de l'artisanat, Charles Bignon, rapporteur. — Adoption.

Explications de vote : MM. Jans, le ministre du commerce et de l'artisanat, Ducoloné, Delong, Claudius-Petit, Guermeur.

Adoption de l'article 23 modifié.

Art. 21 (précédemment réservé) :

MM. le ministre du commerce et de l'artisanat, Chinaud, Claudius-Petit. — Adoption par scrutin de l'article 21 modifié.

Art. 22 :

M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

Renvoi de la suite de la discussion.

2. — **Dépôt d'une proposition de loi constitutionnelle** (p. 4312).

3. — **Dépôt d'un rapport supplémentaire** (p. 4312).

4. — **Ordre du jour** (p. 4312).

PRESIDENCE DE M. MARCEL ANTHONIOZ, vice-président.

La séance est ouverte à vingt et une heures trente.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

ORIENTATION DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (nos 496, 640).

A la fin de sa précédente séance, l'Assemblée nationale a adopté l'article 19.

A la demande de la commission, l'article 20 est réservé jusqu'à l'examen de l'amendement n° 113, après l'article 44.

Après l'article 20.

M. le président. M. Charles Bignon, rapporteur au nom de la commission spéciale, a présenté un amendement n° 47 ainsi libellé :

« Après l'article 20, insérer le nouvel article suivant :

« Il est créé au sein de chaque chambre de commerce et d'industrie une section du commerce. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Charles Bignon, rapporteur. Monsieur le président, mes chers collègues, cet amendement a déjà été évoqué à la fin de cet après-midi lorsque fut discuté l'amendement n° 142 qui tendait à créer des chambres de commerce distinctes des chambres d'industrie.

L'Assemblée n'a pas adopté l'amendement n° 142, estimant préférable de maintenir l'unité de l'établissement public.

L'amendement n° 47 a justement pour objet de maintenir cette unité, tout en créant au sein de chaque chambre une section du commerce qui ait la possibilité d'agir sous cadre législatif.

Cette proposition devrait rencontrer l'agrément du Gouvernement dans la mesure où celui-ci proposera que les représentants des commerçants à la commission départementale d'urbanisme soient désignés par la chambre de commerce.

Il conviendrait que cette désignation puisse être opérée par l'intermédiaire d'une section du commerce institutionnelle, afin que ce ne soient pas des industriels qui soient consultés sur la désignation des représentants du commerce au sein des commissions départementales d'urbanisme. Les intéressés doivent être choisis par leurs pairs.

Une section du commerce présenterait, en outre, l'intérêt d'être le carrefour dans lequel les organisations professionnelles de commerçants pourraient se rencontrer avec les seuls représentants de leur profession dans les chambres de commerce et d'industrie. Puisque l'Assemblée a adopté à différentes reprises des dispositions permettant la liaison entre les organisations professionnelles et les chambres de commerce et d'industrie, nous souhaitons que cette liaison ait lieu par l'intermédiaire d'une section du commerce.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. Jean Royer, *ministre du commerce et de l'artisanat.* Le Gouvernement est défavorable à cet amendement pour des raisons qu'il a déjà exposées cet après-midi, et qui se fondent sur la nécessité de préserver l'unité des chambres de commerce, d'industrie et de services.

D'abord, cette unité correspond au désir des intéressés. L'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, dont j'ai eu l'honneur de rencontrer les membres par deux fois à Paris, a manifesté sur ce problème une tendance très nette.

Ensuite, à l'intérieur d'un bon nombre de chambres de commerce et d'industrie, il existe déjà des commissions du commerce qui sont plus spécialement chargées d'étudier les problèmes spécifiques du commerce en général et point n'est besoin de créer des sections spécialisées. D'ailleurs, si l'on créait de telles sections pour le commerce à l'intérieur des chambres, on introduirait l'embryon de la scission à l'intérieur même des chambres et l'on verrait un jour l'industrie, le commerce et les services se séparer.

Voilà pourquoi le Gouvernement, dans l'esprit qu'il a très franchement manifesté cet après-midi, est hostile à cet amendement.

M. le président. L'amendement est il maintenu, monsieur le rapporteur ?

M. Charles Bignon, *rapporteur.* Oui, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 47, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Avant l'article 21.

M. le président. Je donne lecture de l'intitulé du titre III et de l'intitulé du chapitre Ier :

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIERES AU COMMERCE

CHAPITRE Ier

Les équipements commerciaux et l'urbanisme commercial.

M. Charles Bignon, rapporteur, a présenté un amendement n° 48 rédigé comme suit :

« Avant l'article 21 :

« I. — Supprimer l'intitulé suivant :

« Titre III. — Dispositions particulières au commerce. »

« II. — Substituer aux mots : « Chapitre premier », les mots : « Chapitre II. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Charles Bignon, *rapporteur.* Monsieur le président, il s'agit d'un amendement de pure forme, conséquence de l'amendement n° 39 déjà adopté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement est d'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 48.

(L'amendement est adopté.)

Article 21.

M. le président. « Art. 21. — La commission départementale d'urbanisme commercial statue sur les demandes d'autorisation qui lui sont présentées en vertu des dispositions de l'article 22 ci-après.

« Dans l'exercice de ce pouvoir, elle doit s'inspirer notamment de l'état des structures du commerce et de l'artisanat, de l'évolution de l'appareil commercial dans le département, des orientations à moyen et à long terme des activités urbaines et rurales et de l'équilibre souhaitable entre les différentes formes de commerce. Elle est éclairée par les études effectuées par les chambres de commerce et d'industrie et les chambres de métiers. »

La parole est à M. Guermeur, inscrit sur l'article.

M. Guy Guermeur. Monsieur le président, qu'il me soit permais avant d'intervenir sur l'article 21, de faire un rappel au règlement.

Je déplore vivement les conditions de travail qui nous sont imposées. Je veux parler de l'obligation qui est pratiquement faite à chaque député d'être à la fois présent en commission et dans l'hémicycle. C'est ainsi que, cet après-midi, la commission de la production et des échanges s'est réunie pour entendre un membre du Gouvernement et pour examiner des rapports sur l'aménagement du territoire et le tourisme. Dans le même temps, les rapporteurs, qui avaient par ailleurs déposé des amendements sur le projet de loi d'orientation, auraient dû être en séance publique afin d'étudier ce texte fondamental pour un grand nombre de Français.

Je tiens à protester véhémentement contre un tel état de chose.

M. le président. Monsieur Guermeur, l'inconvénient que vous dénoncez résulte du fait que l'Assemblée doit à la fois discuter le projet de loi d'orientation et préparer la discussion budgétaire.

La réunion de commission à laquelle vous avez fait allusion entrait précisément dans le cadre de cette préparation de la discussion budgétaire, période difficile dans la forme et sur le fond.

Venez-en à l'article 21, monsieur Guermeur.

M. Guy Guermeur. Sur l'article 21, mon propos sera bref.

Cet article innove en droit public. La tradition du droit français est claire : l'administration, contrôlée par le Parlement, est juge de l'intérêt général, au-dessus des intérêts particuliers. Elle est seule habilitée à arbitrer des situations dans lesquelles des pressions pourraient s'exercer de part et d'autre.

Contre les excès de pouvoir de l'administration, les citoyens disposent des procédures d'appel et de recours. L'administration peut, par ailleurs, lorsqu'elle a une décision importante à prendre, consulter des commissions et solliciter leur avis.

Telle est actuellement, en droit public français, la règle générale.

L'article 21 nous propose une situation exactement inverse : c'est la commission composée des parties intéressées au premier chef — artisans, commerçants, consommateurs, représentants des élus — qui prend la décision ; c'est l'administration qui est chargée de l'informer et aussi de faire appel.

Certes, il faut bien changer le droit de temps en temps. Peut-être est-ce le moment. Mais j'appelle l'attention de l'Assemblée et aussi de l'opinion publique sur le fait que le changement serait en l'occurrence radical.

Je veux également indiquer que la procédure qui est proposée à l'article 21 peut présenter quelques dangers pour les commerçants eux-mêmes. Cela a déjà été relevé et je n'insisterai pas. Il suffira, en effet, qu'un décret modifie la composition de la commission départementale d'urbanisme commercial de telle manière que les représentants des grandes surfaces et des consommateurs y soient majoritaires, pour que les commerçants indépendants en subissent le contrecoup.

M. le ministre a assuré que ce ne serait pas le cas pour les commissions qui seront prochainement constituées. Mais la composition des commissions est fixée par décret et il faut savoir où nous allons.

Néanmoins, nous pouvons adopter cet article, parce que ceux qui auront la charge de prendre les décisions sont des commerçants et des artisans, que nous connaissons comme des hommes responsables, qui font la preuve d'une maturité certaine. Nous leur faisons confiance pour que, avec les moyens dont ils disposeront, ils ne dénaturent pas le sens des décisions que nous attendons d'eux.

C'est en quelque sorte un pari que nous prenons sur leur sens des responsabilités et sur leur maturité politique, économique et — pourquoi pas ? — morale.

M. le président. MM. Bardol, Houël, Vizet et Jans ont présenté un amendement n° 144 rectifié ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 21 :

« Le conseil général détermine la carte commerciale du département en liaison avec la commission départementale d'urbanisme commercial, les chambres de commerce et les chambres de métiers.

« La création, la construction et l'implantation des magasins comportant une surface de vente supérieure à 400 mètres carrés, sauf pour les coopératives de consommation, font l'objet d'une instruction particulière de la commission départementale d'urbanisme commercial. Celle-ci doit faire connaître dans le délai de trois mois à compter du dépôt de la demande son avis au conseil général qui statue.

« En cas d'un avis défavorable émis par la commission départementale d'urbanisme commercial et d'une autorisation donnée par le conseil général, il est sursis pendant deux ans à la création des magasins visés à l'alinéa précédent.

« A l'expiration de ce délai, la demande d'implantation fera l'objet d'un nouvel examen par la commission départementale d'urbanisme commercial puis d'une nouvelle délibération du conseil général qui décide en dernier ressort. »

La parole est à M. Jans.

M. Parfait Jans. Pour permettre de régulariser la concurrence et de promouvoir une politique d'urbanisme commercial conforme à l'intérêt de la population, il convient de réglementer l'implantation des magasins à grande surface de vente en renforçant les pouvoirs des commissions départementales d'urbanisme commercial. Comme l'indique le programme commun de gouvernement. (*Exclamations sur les bancs de l'union des démocrates pour la République...*)

Je vous remercie, messieurs, de saluer chaque fois ainsi le programme commun.

Comme l'indique le programme commun de gouvernement, le développement des grandes surfaces qui se réalise aujourd'hui dans l'anarchie doit être infléchi et contrôlé dans le sens de l'intérêt général, notamment dans le cadre des opérations de rénovation, avec la participation de tous les intéressés — commerçants, consommateurs et élus des collectivités locales.

M. Alexandre Bolo. Et des communistes !

M. Parfait Jans. La procédure que nous proposons d'instaurer est démocratique à un double titre.

D'abord, elle donne pouvoir de décision en matière d'acceptation ou de refus de la création d'une grande surface de plus de 400 mètres carrés au conseil général, donc à des élus du suffrage universel.

Ensuite, elle donne à la commission départementale d'urbanisme commercial, composée pour moitié de commerçants et d'artisans un pouvoir de délibération. La commission départementale instruit chaque dossier. Elle a un véritable pouvoir de décision puisque l'accord du conseil général et de la commission est nécessaire pour l'implantation d'une grande surface de plus de 400 mètres carrés.

Si le conseil général est favorable à l'implantation d'une grande surface que la commission refuse, il sera sursis pendant deux ans à la création de ce magasin. A l'expiration de ce délai, la demande d'implantation fera l'objet d'un nouvel examen par la commission départementale et le conseil général.

Cette procédure est beaucoup mieux à même d'empêcher la prolifération anarchique des grandes surfaces que celle qui est proposée dans le projet gouvernemental.

Ce dernier est très favorable aux supermarchés et hypermarchés.

D'abord, il prévoit l'intervention de la commission départementale pour les magasins ayant une surface de vente supérieure à 1.500 mètres carrés, contre 400 mètres carrés dans notre amendement.

Ensuite, il organise une procédure non démocratique qui donne seulement l'illusion de la participation des commerçants et artisans aux décisions qui les concernent.

Mon collègue M. Bardol a démontré cet après-midi que la composition de cette commission, telle qu'elle est prévue dans le projet de loi, ne donne pas une place prépondérante aux commerçants et aux artisans.

Il s'agit d'une déconcentration technocratique du pouvoir de décision puisque le préfet joue un rôle déterminant dans le fonctionnement de la commission.

Enfin, la possibilité d'appel auprès du ministre ouverte au préfet et au promoteur apporte toute garantie aux grandes sociétés commerciales pour faire admettre leur point de vue par le Gouvernement, d'autant que — nous le verrons plus loin — la commission nationale est loin d'être composée de la même manière que la commission départementale.

Notre amendement permet, au contraire, une réglementation efficace de l'implantation des magasins à grande surface, en donnant le pouvoir de décision aux élus du suffrage universel et aux représentants des artisans et des commerçants. (*Applaudissements sur les bancs des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Charles Bignon, *rapporteur.* La commission spéciale n'a pas accepté l'amendement n° 144 rectifié. Elle se trouvait, en effet, au moment de sa discussion, en présence d'un choix.

Les auteurs de cet amendement proposaient de faire appel au conseil général pour trancher les litiges. D'autres membres de la commission souhaitaient que la décision soit prise par arrêté préfectoral, après avis d'une commission qui n'aurait pas eu de pouvoir délibérant.

La commission spéciale s'est rangée à l'avis du Gouvernement et, dès lors qu'elle acceptait le principe posé par le premier alinéa de l'article 21, elle était obligée d'écarter toute autre formule. Logique avec elle-même, elle propose à l'Assemblée de repousser l'amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je voudrais d'abord m'excuser auprès de M. Guermeur pour avoir oublié de lui répondre à la fin de la discussion générale. Mais l'essentiel de son intervention était consacré aux pouvoirs de la commission départementale d'urbanisme commercial et il vient de dire en substance ce qu'il avait exposé l'autre soir.

Je tiens à remercier M. Guermeur de sa compréhension de la philosophie politique qui anime l'article 21 et de la confiance qu'il accorde aux commerçants et aux artisans pour le travail qu'ils accompliront au sein de la future commission.

Il sait — et je le dirai plus longuement en réponse aux auteurs de l'amendement n° 144 rectifié — que le législateur, par cet article 21, a voulu créer un équilibre réel entre les grandes et les petites surfaces, tout en évitant à la fois l'écueil du corporatisme et du malthusianisme et l'écueil de l'anarchie qui débouche inévitablement sur des situations de monopole.

Ayant ainsi en vue premièrement, la défense du consommateur, deuxièmement, l'équilibre des échanges économiques entre les plus petits et les plus grands, troisièmement, dans l'organisation de l'urbanisme de nos villes et de nos départements, un équilibre entre les équipements, je le remercie d'avoir apporté, en quelque sorte, sa caution de principe à l'article 21.

Je précise d'ailleurs que, sur les plans fiscal et social, je lui répondrai plus longuement à la fin du débat, lorsque le Gouvernement fera de nouvelles propositions à l'Assemblée nationale.

En ce qui concerne l'amendement n° 144 rectifié, le Gouvernement ne peut pas accepter la conception que se fait le groupe communiste de la responsabilité du conseil général dans ce domaine.

D'abord, parce que la loi du 10 août 1871 qui institue les conseils généraux ne leur a pas donné compétence pour trancher cette sorte de problème, et aussi parce que la nature même des équipements commerciaux et artisanaux n'a rien à voir avec celle des équipements publics. Les premiers sont des équipements privés qui sont parfois d'intérêt général, notamment pour répondre à des besoins objectifs exprimés par les représentants de la population, mais il ne sont pas de même nature que les seconds.

Les élus de la population doivent avoir un contrôle déterminant et un pouvoir de réalisation non moins déterminant en matière d'équipements publics, mais entre ceux-ci et les équipements privés ou privés parfois d'intérêt public, il y a plus qu'une nuance : c'est une différence de degré.

D'autre part, le fonctionnement du système que propose l'amendement n° 144 rectifié est à la fois artificiel et trop lent. Il faudrait en effet attendre deux ans en cas de désaccord entre la commission départementale d'urbanisme commercial et le conseil général pour que la nouvelle délibération de ce dernier puisse avoir lieu. Autrement dit, le conseil général soumettrait sa décision à l'avis de la commission, dans un domaine où s'impose un minimum de rapidité pour répondre et trancher.

Cette procédure est donc difficilement acceptable pour une question de délai.

Elle est également inacceptable car elle constitue une limite au pouvoir politique qui paraît incohérente avec les pouvoirs du conseil général lui-même.

J'ajoute que le conseil général se réunit quatre ou cinq fois par an, qu'il lui serait difficile en si peu de réunions d'examiner tous les dossiers, alors que la commission départementale d'urbanisme commercial, constituée par la loi du 31 décembre 1969, se réunit une fois par mois environ.

Donc, pour des raisons de fond, pour des raisons de fonctionnement et d'application pratique, la proposition du groupe communiste n'est pas acceptable.

De plus, dans le domaine économique, l'amendement va très loin, car ce que proposent ses auteurs ressemble fort à une carte commerciale.

A ce propos, je voudrais souligner combien le texte gouvernemental échappe au reproche de corporatisme et de malthusianisme.

En Grande-Bretagne, par exemple, où ce sont les communes qui, dans le cadre de leur plan directeur et pour ne pas hypothéquer le développement des espaces verts à la périphérie, réglementent strictement les grandes surfaces, les cartes sont si rigoureuses qu'on ne compte que 22 hypermarchés alors qu'il existe actuellement 209 hypermarchés et 2.334 supermarchés en France. En Italie, où il y a vraiment une « loi cadenas », non seulement la commune prépare un plan quadriennal réglementant l'implantation des grandes surfaces, mais encore le conseil régional, la *giunta régionale* examine également les projets des communes et statue en dernier ressort. Le système est si contraignant qu'il aboutit à un blocage quasi total, puisqu'il n'existe qu'un seul hypermarché en Italie.

Quant à nous, nous avons écarté le système de carte commerciale, car il est fondamentalement contraire au principe de la libre concurrence. Nous ne pouvons donc pas vous suivre non plus sur ce point, et tout à l'heure, j'aurai l'honneur de plaider davantage pour le projet gouvernemental en démontrant que c'est un texte d'équilibre.

Avant d'en terminer, je tiens à dire, sans trop anticiper sur l'article 23, que nous avons prévu la présence, parmi les cinq élus qui siégeraient au sein de la commission, de trois maires désignés par le conseil général et également d'un conseiller général.

Le rôle du conseil général n'est donc pas nul. Il intervient parce que, au niveau départemental, nous avons requis la présence, l'avis et la décision des élus. Cette participation ne doit pas vous laisser indifférents, malgré les oppositions fondamentales de nos philosophies politiques et économiques.

En conclusion, je demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 144 rectifié, d'autant que l'importance même de l'article 21 me conduira à donner des précisions complémentaires pour mieux assurer encore la solidité du texte du Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. Jans.

M. Parfait Jans. Je vous remercie, monsieur le ministre, de votre réponse.

Cependant, nous maintenons que l'organisme le mieux à même de défendre les intérêts du département est le conseil général. Et si la loi de 1871 ne prévoit pas la responsabilité des conseils généraux en la matière, il me semble que nous avons déjà modifié suffisamment de lois antérieures pour pouvoir compléter celle-ci.

Pour rejeter notre amendement, vous avez également invoqué des raisons de fonctionnement. Mais il nous semble, à la lecture de votre fiche — vous m'excuserez de faire référence, à mon tour, à l'article 23 — que vous accordez très peu de confiance à la commission d'urbanisme quant à ses possibilités de fonctionnement, puisque vous prévoyez qu'elle se réunira une première fois, puis une deuxième fois si le quorum n'est pas atteint, et que, s'il ne l'est toujours pas, la décision sera prise. Mais par qui ? Vous ne le dites pas ! Par le seul préfet ? Ce serait alors renverser les rôles et nous ne sommes pas d'accord.

Aussi maintenons-nous notre amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 144 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Je suis saisi de trois amendements pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 49 rectifié, présenté par M. Charles Bignon, rapporteur, est libellé comme suit :

« Après les mots : « de ce pouvoir », rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de l'article 21 : « elle s'inspire des orientations définies aux articles 1er, 3 et 4 ci-dessus. »

L'amendement n° 389, présenté par le Gouvernement, est conçu en ces termes :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 21 :

« Dans l'exercice de ce pouvoir, elle doit s'inspirer des principes définis aux articles 1er à 4 ci-dessus, ainsi que de l'état des structures du commerce et de l'artisanat, de l'évolution de l'appareil commercial dans le département, des orientations à moyen et à long termes des activités urbaines et rurales et de l'équilibre souhaitable entre les différentes formes de commerce. »

L'amendement n° 271, présenté par MM. Besson, Aumont, Bayou, Capdeville, Darinot, Paul Duraffour, Lebon, Mermaz, Poperen, Jean-Pierre Cot, Gau, Loo et les membres du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche et apparentés, est ainsi conçu :

« Dans le deuxième alinéa de l'article 21, après les mots : « dans le département », insérer les mots : « et les zones limitrophes ».

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 49 rectifié.

M. Charles Bignon, *rapporteur.* La commission avait pensé qu'il était suffisant, dans le deuxième alinéa de l'article 21, de préciser que la commission départementale d'urbanisme devait s'inspirer pour statuer des orientations générales définies aux articles 1er, 3 et 4.

Mais le Gouvernement, tenant compte de nos préoccupations, a déposé un amendement n° 389 plus complet. La commission s'est réjouie de ce geste de conciliation et m'a autorisé à retirer son amendement.

M. le président. L'amendement n° 49 rectifié est retiré.

La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat, pour soutenir l'amendement n° 389.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. L'amendement que j'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée tend à satisfaire les différentes demandes qui ont été formulées.

Pour quelles raisons le Gouvernement tient-il, d'une part, à rappeler les articles d'orientation, d'autre part, à énumérer une série de critères d'appréciation ou de jugement valables pour la commission ?

Tout simplement parce qu'il veut que cette commission, composée pour parties égales de représentants des activités commerciales et artisanales et de représentants de la population — la moitié des sièges de ces derniers étant réservés aux consommateurs, l'autre moitié aux maires — soit pleinement informée, avant de statuer : elle le sera sur les équipements commerciaux et artisanaux déjà en place, sur les documents officiels généralement ignorés du public : schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, plans d'occupation des sols, coefficients d'occupation des sols, plans de zones, évolution démographique, évolution des prix et du pouvoir d'achat, tous renseignements qu'en dehors de l'administration la chambre de commerce et d'industrie et la chambre de métiers pourraient et devraient apporter.

En vue d'assurer une participation effective des membres de la commission à leurs responsabilités, nous avons voulu qu'ils soient pleinement informés. Nous avons donc insisté sur ces critères, alors que nous aurions pu nous contenter, dans ce deuxième alinéa de l'article 21, d'un simple rappel des articles d'orientation que l'Assemblée a déjà votés.

C'est dire avec quel sérieux nous entendons appuyer la responsabilité de décision par l'information. Si nous y avions manqué, nous aurions créé dans le dispositif un vide qui en aurait singulièrement affaibli la portée.

Telle est la raison pour laquelle nous vous proposons cet amendement, qui reprend d'ailleurs les idées essentielles émises par la commission et, en même temps, apporte une garantie supplémentaire à tous ceux qui acceptent le pouvoir de statuer de la commission.

M. le président. La parole est à M. Besson, pour soutenir l'amendement n° 271.

M. Louis Besson. Notre amendement n° 271 doit devenir un sous-amendement à l'amendement n° 389.

Nous proposons d'ajouter les mots « et les zones limitrophes » après le mot « département », étant entendu que, s'ils paraissaient trop imprécis à l'Assemblée, nous ne verrions aucun inconvénient à ce qu'ils soient remplacés par les mots « et les cantons limitrophes ».

D'autre part, je me permets de demander à M. le ministre les raisons pour lesquelles, par l'amendement n° 389, il supprime la dernière phrase de l'article 21 qui fait référence aux études effectuées par les chambres de commerce et d'industrie et les chambres de métiers. Et, s'il l'avait maintenue, qui aurait financé ces études coûteuses ?

M. le président. L'amendement n° 271 devient donc un sous-amendement à l'amendement n° 389.

Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 389 présenté par le Gouvernement et sur le sous-amendement n° 271 ?

M. Charles Bignon, *rapporteur.* La commission a déjà donné son accord à l'amendement de conciliation présenté par le Gouvernement. Elle n'a pas été favorable à l'amendement déposé par M. Besson, mais si la commission avait examiné cet amendement au moment où l'amendement n° 389 lui a été proposé, son avis aurait probablement été différent.

En effet, la commission avait été très impressionnée par diverses interventions, notamment par celle de notre collègue Boinvilliers qui avait évoqué les problèmes des zones limitrophes. Le Gouvernement ayant rétabli la plus grande partie de son texte, on peut considérer que la commission départementale tient compte de ce qui se passe, non seulement à la limite administrative du département, mais dans les zones limitrophes qui peuvent quelquefois avoir une influence déterminante sur l'implantation d'un équipement commercial déterminé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 271 ?

★

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement comprend les préoccupations des auteurs du sous-amendement et il s'en remet à la sagesse de l'Assemblée, car il n'est pas opposé à l'adoption de ce texte.

D'autre part, je tiens à rassurer M. Besson en lui indiquant que la dernière phrase de l'article 21 concernant les moyens sera reportée à l'article 23.

En outre, je précise que les crédits affectés aux études peuvent être de deux ordres.

Premièrement, ils peuvent être prélevés sur le budget même de la chambre de commerce et, à cet égard, j'annonce qu'avec l'accord de M. le ministre de l'économie et des finances l'augmentation moyenne des budgets des chambres de commerce pour 1974 sera de 16,5 p. 100.

Deuxièmement, ils peuvent être également prélevés hors du budget des chambres de commerce, dans la mesure où les chambres départementales ou régionales demandent à mon propre ministère des crédits d'études de monographies aux fins d'établir le tableau de bord des équipements en place dans les différentes villes de la région.

Prenons un exemple précis concernant la Bretagne. Au cours des années 1973 et 1974, 490.000 francs auront été accordés pour établir le tableau de bord commercial des principales villes bretonnes, qui doivent être au nombre de quarante-sept.

Ainsi, au niveau du comité économique et social de la région comme au niveau des commissions départementales d'urbanisme commercial, les études en question pourront être utilisées avec profit.

M. le président. La parole est à M. Foyer.

M. Jean Foyer. Quoi qu'on pense, quant au fond, de l'amendement n° 389 déposé par le Gouvernement, je considère, pour ma part, que sa rédaction est quelque peu curieuse et je crains qu'elle ne soit pas objet d'admiration pour les grammairiens futurs. En effet, qu'entend-on par « s'inspirer de l'état des structures », s'inspirer « de l'évolution de l'appareil commercial dans le département », s'inspirer « des orientations à moyen et à long terme des activités urbaines et rurales » ou s'inspirer « de l'équilibre souhaitable entre différentes formes de commerce » ?

Je pense que, sans la rendre parfaite, on améliorerait quelque peu la rédaction, en adoptant la formule suivante : « La commission doit statuer suivant les principes définis aux articles 1er à 4 ci-dessus, compte tenu de l'état des structures, etc.

M. le président. La parole est à M. Claudius-Petit.

M. Eugène Claudius-Petit. Monsieur le président, je serais heureux que M. le ministre du commerce et de l'artisanat me dise quelle est la notion exacte des « zones limitrophes ».

Le sous-amendement apporte, là encore, une indication que l'on peut comprendre mais qui présente l'inconvénient de ne pas avoir de définition juridique. Certes, je sais bien que l'auteur de l'amendement accepterait de remplacer ces mots par « le canton ».

Mais je me transporte dans la réalité et je cherche à comprendre ce qui va se passer à Lyon, par exemple. De quoi devra-t-on tenir compte pour statuer, étant donné que le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, le S. D. A. U. pour parler le jargon des aménageurs, comprend une région bien plus vaste ?

Si je considère la vallée de la Seine, je suis obligé de m'apercevoir que, de Paris à la mer, existe aussi une étude généralisée autrement intéressante, par son étendue, pour déterminer l'implantation des grandes surfaces ou même des localisations industrielles, que les limites départementales qui, en l'occurrence, ne signifient rien.

Et dans le cas de la région parisienne, je ne vois pas bien plus comment la commission va travailler si elle se borne à examiner le développement des structures commerciales — et autres — des départements où s'exercera l'autorité de la commission. Prendra-t-elle autorité sur les zones limitrophes ? Mais comment définir celles-ci ? En fonction de quoi une commission départementale prendra-t-elle sa décision ? Bref, je ne vois pas comment les choses se passeront.

Mes remarques se limitent en ce moment à l'amendement du Gouvernement et au sous-amendement. Le fond de l'article 21 me paraît beaucoup plus grave. J'aurai l'occasion d'y revenir.

M. le président. La parole est à M. Le Pensec.

M. Louis Le Pensec. Monsieur le président, monsieur le ministre, à propos de l'amendement n° 389, je souhaite obtenir une précision et vous présenter une remarque.

D'abord, il me serait agréable de savoir si les attributions des directions départementales de l'équipement ne sont pas modifiées quant au fond par le contenu du premier alinéa. S'agissant du périmètre pris en compte par les commissions départementales d'urbanisme commercial, nous déplorons l'absence de la notion de besoins des consommateurs.

Avec ma remarque, je me placerai sur le terrain des modifications de forme qui préoccupent M. Foyer.

Il me semble que, sans doute en raison de l'intensité du travail, on aboutit à une très grande faiblesse de la rédaction et que tous ces ajouts finissent par faire du projet de loi une sorte d'habit d'Arlequin. Je parle de faiblesse dans la forme car je ne me prononce pas ici sur le fond. En effet, j'estime que la notion « d'inspiration », pour autant qu'elle puisse être acceptée au niveau de principes, ne saurait convenir pour la prise en compte de l'état des structures.

Mais j'ai été devancé par M. Foyer qui a présenté cette observation avant moi.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. En ce qui concerne la forme tout d'abord, je souscris entièrement aux remarques de M. Foyer et accepte la modification qu'il propose.

Quant à M. Claudius-Petit, il devrait s'adresser directement à l'auteur du sous-amendement, c'est-à-dire à M. Besson qui a parlé tout à l'heure de zones limitrophes.

Cependant, bien que n'étant pas l'auteur de ce texte, je puis dire que lorsque la commission va avoir à juger de l'implantation d'une surface candidate par rapport à l'équipement commercial en place, elle va devoir prendre en considération, non seulement la définition du périmètre d'agglomération et le S. D. A. U., qui sont des données à la fois géographiques et techniques, mais également la notion de périmètre d'attraction commerciale, de rayonnement économique, qui n'est pas du tout de la même nature.

C'est pourquoi je pense que l'expression « zones limitrophes », dans l'esprit de M. Besson, évoque certainement l'extension éventuelle des analyses de la commission en ce qui concerne le marché économique et le rayonnement des surfaces en place, sans que ses recherches puissent être limitées par des nomenclatures géographiques ou économiques parfois inadaptées.

Vous connaissant, d'ailleurs, monsieur Claudius-Petit, je pense qu'une telle limitation aurait provoqué immédiatement une réaction « épidermique » de votre part.

Voilà pourquoi j'ai laissé à l'Assemblée le soin de se prononcer sur l'amendement.

M. Eugène Claudius-Petit. Mes réactions ne sont jamais épidermiques !

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Si ! Elles sont épidermiques car elles sont spontanées.

En réalité, je pense que le sous-amendement procède d'une excellente intention.

Enfin, j'indique à M. Le Pensec que la présence d'un délégué du ministère de l'équipement au sein de la commission ne doit pas l'inquiéter. Le directeur départemental de l'équipement assistera aux délibérations de la commission et pourra apporter tous les éléments nécessaires à l'information de la commission en matière d'urbanisme.

M. le président. La parole est à M. Marette.

M. Jacques Marette. Monsieur le président, c'est moins sur l'amendement — encore que, s'agissant des pouvoirs de la commission, mon intervention puisse s'y rapporter — que sur le fond même de l'article 21 que je voudrais intervenir.

Si nous adoptons cet article, nous aboutirons à une abdication de l'Etat. Nous allons, innovant dans le droit français, conférer à une commission, au demeurant animée des meilleures intentions, composée pour moitié de commerçants et pour moitié de délégués des consommateurs — mais que sont les consommateurs ou les délégués des consommateurs ? — un pouvoir qui ne doit appartenir qu'à l'Etat ou à ses représentants.

Que l'Etat ou son représentant puisse bénéficier des avis d'une commission qu'il consulte quand il l'entend, j'en conviens ! Mais qu'il abandonne ses prérogatives essentielles, je ne l'admets pas, et jamais je ne voterai ce texte.

Enfin je voudrais dire que le climat dans lequel on nous fait voter ce texte est mauvais. En effet, aux yeux de l'opinion publique, celui qui se prononcera contre l'article 21 apparaîtra comme le défenseur des grandes surfaces.

Or nous sommes tous ici les défenseurs de l'intérêt général, dont nous devons juger en notre âme et conscience. Il y a, dans cette enceinte, non pas des défenseurs des petits commerçants et des défenseurs des grandes surfaces, mais seulement des hommes qui cherchent la meilleure formule pour maintenir la liberté du commerce dans notre pays.

Or je dis que la formule choisie ici est mauvaise. Elle aboutira au malthusianisme car, dans les commissions, les représentants des grandes surfaces voteront contre les implantations nouvelles pour obtenir des rentes de situation ou pour conserver les privilèges qu'ils détiennent en matière de prix.

Pour conclure, je dirai qu'adopter cet article, c'est mettre le doigt dans un engrenage fatal, c'est aboutir finalement à une abdication de l'Etat. Pour ces raisons, je voterai contre l'article 21 et contre l'amendement du Gouvernement.

M. le président. Monsieur Marette, vous avez anticipé quelque peu. Votre intervention était, en fait, une explication de vote sur l'article 21.

La parole est à M. Guermeur.

M. Guy Guermeur. S'agissant de l'amendement du Gouvernement, je partage tout à fait le souci de M. Foyer, à ceci près qu'il s'agit pour moi, non pas d'une question de forme, mais d'une question de fond.

En effet, dire qu'on s'inspire des principes définis...

M. le président. Monsieur Guermeur, je vous rappelle que le Gouvernement a accepté la modification proposée par M. Foyer.

M. Guy Guermeur. Monsieur le président, lorsque j'ai indiqué qu'il y avait pour moi, un problème de fond, je voulais dire que la modification d'un terme ne pouvait changer fondamentalement la nature de l'amendement.

Il importe que la commission bénéficie d'une information sérieuse. Nous pouvons certes souhaiter, comme le propose l'amendement n° 389, qu'elle « s'inspire des principes définis aux articles 1er à 4 ci-dessus » — et en ce sens le Gouvernement a eu raison de proposer l'amendement — mais j'aimerais que, pour demeurer dans la logique du texte, le Gouvernement accepte dès maintenant les propositions qui seront formulées tout à l'heure par la commission spéciale dans un article additionnel.

Ainsi, de la même manière qu'un jugement doit viser le procès-verbal d'instruction, la commission devrait viser, dans ses décisions, un procès-verbal d'instruction, le rôle du magistrat instructeur étant tenu par les chambres de commerce et les chambres de métiers.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Monsieur Guermeur, vous aurez satisfaction avec le nouvel article 23 bis. En effet, les dispositions complémentaires que vous avez demandé au Gouvernement de bien vouloir faire figurer dans le projet de loi seront évoqués lors de l'examen des prochains articles.

Mais je voudrais répondre très franchement et avec sang-froid à M. Marette.

J'ai longuement étudié ce problème et je tiens tout d'abord à vous faire part de la philosophie du Gouvernement et des intentions qui m'ont animé.

M. le président. Monsieur le ministre, nous nous éloignons de l'examen du sous-amendement n° 271.

Ne pensez-vous pas que votre réponse sur le fond à M. Marette doit se situer avant le vote sur l'article 21.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Monsieur le président, il vous appartient de diriger le débat.

Je vais donc interrompre là mon propos. Mais je vous demanderai tout à l'heure de m'accorder le temps qui m'est nécessaire pour développer mon analyse, car nous allons aborder le véritable débat. Pourquoi le cacher ?

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir me redonner la parole après les interventions de M. Claudius-Petit et des orateurs qui désireront prendre position sur le fond, et avant le vote sur l'article 21.

Monsieur le président, cette procédure vous paraît-elle convenable ?

M. le président. Certainement, monsieur le ministre.

Je mets aux voix le sous-amendement n° 271 accepté par la commission, le Gouvernement s'en remettant à la sagesse de l'Assemblée.

(*Le sous-amendement est adopté.*)

Compte tenu de la modification proposée par M. Foyer et acceptée par le Gouvernement, le texte de l'amendement n° 389 se lirait ainsi :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 21 :

« La commission statue suivant les principes définis aux articles 1er à 4 ci-dessus, compte tenu de l'état des structures du commerce et de l'artisanat, de l'évolution de l'appareil commercial dans le département, des orientations à moyen et à long termes des activités urbaines et rurales et de l'équilibre souhaitable entre les différentes formes de commerce. »

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 389 ainsi libellé et modifié par le sous-amendement n° 271.

(*L'amendement, ainsi modifié, est adopté.*)

M. le président. M. Marie a présenté un amendement n° 394 dont la commission accepte la discussion. Cet amendement est libellé comme suit :

« Compléter l'article 21 par le nouvel alinéa suivant :

« Les votes seront exprimés à bulletins secrets. »

La parole est à M. Marie.

M. Bernard Marie. Tout au long du débat, l'accent a été mis sur le rôle extrêmement important de la commission départementale d'urbanisme commercial. Mais, compte tenu précisément de l'importance de ce rôle, il ne faudrait pas que les décisions qui seront prises puissent faire l'objet d'interventions de groupes de pression, et quand je parle de groupes de pression, je ne vise pas les petits commerçants et les artisans.

C'est donc pour que la commission puisse prendre sa décision en toute sérénité que les votes devraient être exprimés à bulletins secrets.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Charles Bignon, *rapporteur.* La commission a repoussé cet amendement qui, à son avis, relève du domaine réglementaire.

Elle souhaite néanmoins que le Gouvernement confirme à M. Bernard Marie que le vote à bulletins secrets sera de droit.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement tient à rassurer M. Bernard Marie en lui confirmant qu'il en sera bien ainsi.

M. Bernard Marie. Dans ces conditions, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 394 est retiré.

Dans les explications de vote sur l'article 21, la parole est à M. Claudius-Petit.

M. Eugène Claudius-Petit. L'article 21 délègue des pouvoirs qui appartiennent normalement à l'administration représentant l'Etat et dont l'exercice décidera de la partie du droit des gens appelée « liberté d'entreprise », qui est précisément à la base de la conception de notre société.

Comment a-t-on pu en arriver là, étant donné l'importance que représente non seulement dans le domaine commercial mais pour l'urbanisme l'installation d'un centre commercial qui peut être composé de trente, quarante ou cinquante petits commerçants unis dans une association ou dans une société ?

La conséquence de cette décision sur le développement urbain, donc sur sa maîtrise, est telle qu'elle doit normalement appartenir à l'autorité communale, départementale ou gouvernementale.

Ayant exercé pendant plusieurs années les fonctions de ministre de l'urbanisme et de la construction, je ne pourrai jamais voter un tel article qui institue une commission formée de particuliers, fort honorables, qui agiront certainement en conscience, mais qui seront nommés par décret, et donc choisis en fait discrétionnairement par le préfet ou par le représentant du pouvoir, avec possibilité d'appel auprès du ministre.

M. Emmanuel Aubert. Cela devrait vous satisfaire !

M. Eugène Claudius-Petit. Si nous avions la certitude que ce ministre serait toujours M. Royer, nous pourrions peut-être admettre le principe parce que nous serions sûrs de l'indépendance de sa décision.

Mais je n'apprendrai rien à M. Royer : on n'est jamais éternellement ministre. Et quand on le reste quelquefois durablement, on n'occupe pas le même poste. On change de « vêtement », de responsabilités dès qu'on a montré ses capacités d'en assurer de plus larges. (*Sourires et murmures.*)

Nous ne légiférons pas pour les hommes en place, ni même pour tel ou tel commerçant que nous connaissons bien, mais sur un texte qui s'imposera partout et qui, je le répète, ne se limitera pas au commerce et à l'artisanat puisqu'il aura une importance capitale sur le développement des cités.

Je ne reconnais pas à une assemblée formée sous l'égide de la chambre de commerce et de la chambre de métiers le pouvoir de décider du développement d'une ville, bien que j'aie la plus haute estime pour ces organismes ou pour le commerce et l'artisanat, alors que — je le disais hier — si je crois à la réussite économique des grandes surfaces, je crois aussi que le petit commerce est irremplaçable pour les relations humaines qu'il permet dans le quartier.

Mais je n'ai pas à choisir entre tel ou tel type de commerce. J'ai à respecter un principe fondamental de notre société : la libre entreprise. Et j'ai à respecter ensuite un deuxième principe qui découle du premier : la liberté pour les petits commerçants de se grouper en association pour agir et former des grandes surfaces de vente.

Et surtout, je ne veux pas démembrer l'autorité et le pouvoir de l'Etat.

Bien sûr, en vous disant cela, monsieur le ministre, je précise que je parle en mon nom personnel, car chaque député de mon groupe décidera selon sa conscience.

Etant donné les responsabilités que j'ai assumées, je ne peux pas aujourd'hui déchirer ce en quoi j'ai cru, en dépit des faiblesses des hommes qui, parfois, ne respectent pas assez les lois, c'est-à-dire ne les appliquent pas suffisamment.

A nous de veiller à ce que les lois sur l'urbanisme soient mieux respectées et mieux appliquées par ceux qui sont chargés de le faire. (*Applaudissements sur plusieurs bancs de l'union centriste, des républicains indépendants et de l'union des démocrates pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Hamel. Je rappelle aux orateurs que les explications de vote ne doivent pas dépasser cinq minutes. D'avance, merci.

M. Emmanuel Hamel. J'essaierai, monsieur le président, de ne pas parler plus de cinq minutes, bien que la tentation soit grande de dépasser ce temps sur un sujet de cette importance.

M. le président. Ne succombez pas à la tentation !

M. Emmanuel Hamel. Effectivement, nous sommes au cœur du débat.

Avec la courtoisie qui nous est naturelle (*Sourires sur de nombreux bancs*), je voudrais d'abord m'étonner qu'un certain nombre d'entre nous, ayant exercé de hautes fonctions gouvernementales, donnent l'impression, par leurs commentaires de cet article, que la multiplicité de leurs tâches ne leur a pas donné le temps d'examiner en détail le texte et les commentaires de M. Royer.

L'appartenance au corps que j'ai eu l'honneur de servir avant de siéger ici, me rend, comme nombre d'autres collègues, sensible dès qu'on évoque l'autorité de l'Etat et la nécessité, dans une société, qu'un arbitre, au-dessus des intérêts particuliers, fasse la synthèse de tous au service du bien commun.

Mais, à moins de nous laisser entraîner par la magie des mots, en quoi l'Etat perdra-t-il de son autorité et notre droit public sera-t-il bouleversé si nous votons ce soir un article qui met en application le principe de la participation ? Il faut savoir si nous nous contentons de proclamer ce principe ou si, lorsqu'une occasion nous est donnée de le faire entrer dans les institutions, nous le voulons avec notre intelligence et notre cœur.

On nous propose de créer une commission où figureront notamment des commerçants et des artisans qui seront mieux éclairés par les études qui leurs seront soumises. Mais les commerçants et les artisans sont aussi des citoyens. Faut-il, sous prétexte que des citoyens appartiennent à une catégorie socio-professionnelle, qu'on les estime à jamais incapables de concevoir, à travers leurs difficultés personnelles, les problèmes et les voies de l'intérêt général ? Je ne le pense pas.

Siégeront aussi dans la commission des élus, qui sont les élus de tous, et s'en inspireront dans leur vote, et des représentants des consommateurs. Ce tripartisme, messieurs, ce n'est pas du corporatisme. A la rigueur, ce serait du tricorporatisme ! C'est la France d'une commune rassemblée sur un problème qui concerne tous ses citoyens pour examiner localement la solution la meilleure. Et si la solution retenue lésait l'intérêt général, il y aurait possibilité d'appel par le préfet, homme de l'intérêt général, représentant de l'Etat. En définitive, la commission n'est pas souveraine dans tous les cas. Si l'intérêt général est lésé, le préfet intervient et fait appel au ministre, homme politique élu, qui tranchera au nom de l'intérêt général qui doit animer les ministres.

Allons au fond des choses : ne me dites pas, même si, comme moi, vous avez au cœur la passion de l'Etat, que cette loi provoquera le démembrement de l'Etat républicain et le viol des principes de notre droit public ! J'irai plus loin. Qu'est-ce qui fait la force de l'Etat C'est l'adhésion de la nation et du peuple à ce que l'Etat représente et anime. Mettre en place un pouvoir représentatif de tous les couches de la population concernées par un problème, est-ce, messieurs, affaiblir l'autorité de l'Etat ? Non, c'est la renforcer.

Ce qui fait l'autorité de l'Etat, c'est la nation adhérant à la politique d'un gouvernement qui assume la synthèse de l'intérêt de l'Etat et des objectifs de la nation.

De telle sorte que j'ai le sentiment, étant donné l'importance qu'à juste titre les commerçants et les artisans attachent à ce texte, que nous réconcilierons une partie de la nation avec l'Etat, en le votant.

Pour terminer, je voudrais dire, monsieur le ministre — je le fais mal car je n'ai pas l'habitude de ces débats — que l'essentiel était de placer le vote de ce soir sous le vocable « philosophie ».

Dans votre première intervention, vous avez dit que vous vous battriez philosophiquement pour ce texte.

Sur le plan des principes, il n'y a pas de problème. Je vais maintenant oublier l'esprit et passer au niveau des tripes.

Car il se trouve qu'un homme qui, par son dynamisme, a beaucoup contribué au développement du commerce en France, dont je ne citerai pas le nom pour ne pas lui donner la renommée que confèrent les propos tenus dans cette enceinte — mais vous voyez à qui je fais allusion — a tenté d'exercer des pressions sur nous, en se demandant si nous n'allions pas nous décider avec nos tripes.

Je trouve le procédé inadmissible car nous devons tout aussi bien résister aux pressions de la rue, défendre avec vigueur les fonctionnaires des finances assaillis et plastiqués dans leurs perceptions, et encore, au nom de la nation — car nous sommes ses libres représentants — nous opposer aux pressions exercées contre nous par un certain grand capitalisme cherchant à nous intimider à coup de milliers de signatures au bas de pétitions organisées.

M. Eugène Claudius-Petit. Je trouve inadmissible que vous accusiez ceux qui ne pensent pas comme vous d'être soumis aux capitalistes ! (*Exclamations sur de nombreux bancs.*)

M. le président. Du calme, messieurs !

M. Emmanuel Hamel. J'adhère au projet qui nous est présenté non seulement philosophiquement, parce qu'il met la participation en pratique, et intellectuellement car il est la voie de la sagesse et de l'efficacité, mais viscéralement, car je n'admets pas qu'on exerce sur nous une pression par des pétitions organisées à la sortie des grandes surfaces, auprès d'une foule à qui l'on offre, certes, la société de consommation, mais qu'on tente aussi d'abrutir progressivement par certains procédés.

Ces pétitions prétendent qu'en votant ce projet, nous serions contre la concurrence. C'est faux. Nous sommes pour la concurrence organisée et non pour la hausse des prix, ce qui est une affirmation grotesque.

Monsieur le ministre, philosophiquement, viscéralement, intellectuellement, mes amis et moi nous allons vous apporter notre soutien. (*Applaudissements sur les bancs des républicains indépendants et de l'union des démocrates pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Cot.

M. Jean-Pierre Cot. Monsieur le président, il s'agit plus d'un rappel au règlement que d'une explication de vote.

En effet, le groupe des socialistes et radicaux de gauche a déposé un amendement à l'article 23 touchant à la composition de la commission départementale. Pour nous, c'est là un point essentiel, faute duquel nous ne pouvons pas statuer sur l'article 21. On a suffisamment souligné, lors du débat précédent, la dérogation profonde aux règles de droit public qui consistait à attribuer ainsi à un organisme un pouvoir de décision qui revenait normalement à l'Etat pour que nous ne signions pas en l'état actuel des choses — je le dis au nom de mon groupe — un chèque en blanc à une commission dont on ne connaît pas la composition.

C'est la raison pour laquelle nous demandons, conformément à l'article 95, paragraphe 4, du règlement, la réserve de l'article 21 jusqu'à ce que nous ayons statué sur l'article 23.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Claude Peyret, *président de la commission.* La commission est d'accord pour que l'article 21 soit réservé. (*Protestations sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. L'article 21 est réservé jusqu'à l'examen de l'article 23.

M. Xavier Deniau. Pourquoi ne pas réunir la commission ?

M. le président. Je vous en prie, monsieur Deniau. Je déplore quelque peu la façon dont on désorganise le débat. Mais tout va s'arranger.

M. Lucien Neuwirth. Restons calmes !

M. le président. Quel article désirez-vous voir appelé, monsieur le président de la commission ?

M. Claude Peyret, *président de la commission.* L'article 23, monsieur le président.

M. Pierre Lepage. Ce n'est pas sérieux !

Article 23.

M. le président. « Art. 23. — La commission départementale d'urbanisme commercial est présidée par le préfet. Elle est composée, d'une part, de représentants des activités commerciales et artisanales, d'autre part, d'élus locaux et de représentants des consommateurs ; chacun de ces deux groupes dispose du même nombre de sièges. En outre, pour l'examen de chaque demande, elle est complétée par des représentants des communes intéressées dont le maire de la commune d'implantation.

« Le nombre et les modes de nomination ou désignation des membres de la commission pour chacune des catégories précitées, ainsi que les modalités de son fonctionnement, sont déterminées par décret.

« Le directeur départemental de l'équipement et le directeur départemental du commerce intérieur et des prix assistent aux séances. »

La parole est à M. Guermeur, inscrit sur l'article.

M. Guy Guermeur. Mes explications sur l'amendement n° 389, me dispensent de commenter davantage cet article 23. Nous pouvons donc passer immédiatement, si vous le voulez bien, à l'examen des amendements.

M. le président. MM. Bardol, Houël, Jans, Andrieux, ont présenté un amendement n° 148 libellé comme suit :

« Rédiger ainsi l'article 23 :

« La commission départementale d'urbanisme commercial est composé :

« 1° Pour moitié, de commerçants indépendants et d'artisans, sédentaires et non sédentaires ;

« 2° Pour un quart, de représentants des consommateurs ;

« 3° Pour un quart, de représentants du conseil général.

« Elle élit son président parmi ses membres. »

La parole est à M. Jans.

M. Parfait Jans. Par cet amendement, nous demandons que la commission départementale d'urbanisme commercial soit composée pour moitié de commerçants indépendants et artisans sédentaires et non sédentaires, pour un quart de consommateurs et pour un quart de représentants du conseil général et des élus locaux. (*Protestations sur quelques bancs de l'union des démocrates pour la République.*)

Il ne fallait pas refuser notre amendement tout à l'heure, messieurs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Charles Bignon, *rapporteur.* La commission a repoussé cet amendement car elle a considéré qu'il était normal de faire participer toutes les catégories de commerce à la commission départementale d'urbanisme.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je demande que les amendements n°s 127, 148, 172, 293 et 171, qui tendent à modifier la composition de la commission départementale d'urbanisme prévue par le projet du Gouvernement, soient soumis à une discussion commune.

M. le président. L'amendement n° 148 me paraît indépendant de ceux que vous venez d'énumérer.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je demande que la discussion commune englobe également l'amendement n° 148.

M. le président. La parole est à M. Neuwirth, pour répondre au Gouvernement.

M. Lucien Neuwirth. Mes chers collègues, nous touchons là au fond du problème... (*Rires et exclamations sur de nombreux bancs.*)

M. le président. Il y a déjà un moment !

M. Lucien Neuwirth. Vous me permettrez de m'expliquer.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat nous a dit il y a trois jours qu'il ne voulait être ni un fabricant de baudruches, ni un marchand d'illusions. Il faut s'expliquer tout de suite sur le fond.

Il ne s'agit pas de laisser croire qu'il suffira qu'une majorité soit favorable aux petits commerçants ou aux grandes surfaces pour que, systématiquement, tous les permis de construire des grandes surfaces soient bloqués ou accordés. Autrement dit, personne ne doit se bercer d'illusions.

Au contraire, l'instauration d'une telle commission est une prise de responsabilité nouvelle dans notre droit, une novation d'une importance capitale.

Aussi convient-il que nous nous entendions bien : les hommes et les femmes qui seront désignés pour siéger dans ces commissions auront les moyens de comprendre les problèmes qui leur seront posés grâce aux études préalables des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers, ou encore des associations de consommateurs ou autres que nous connaissons et qui, d'après les fiches que nous a remises M. le ministre, seront représentées dans ces commissions.

Je crois profondément que nous n'avons pas le droit de laisser dévier le débat dans une inadmissible surenchère qui laisserait peser la suspicion sur les qualités morales des hommes et des femmes qui composeront ces commissions.

C'est pourquoi, je le répète, la décision que nous allons prendre est capitale. Le fond de l'affaire c'est la façon dont nous allons engager le débat, à savoir si nous désignerons dans ces commissions des partisans ou, au contraire, des hommes qui auront parfaitement conscience de leurs responsabilités.

M. le président. Je suis saisi de six amendements pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 148 a déjà été appelé et a été soutenu par M. Jans.

L'amendement n° 127, présenté par M. Julia, est ainsi rédigé :

« Substituer au premier alinéa de l'article 23 les dispositions suivantes :

« La commission départementale d'urbanisme commercial est présidée par le préfet. Elle est composée :

« 1° D'une part, de représentants des activités commerciales et artisanales. Ceux-ci représentent par moitié les commerçants et artisans dont la surface de vente est inférieure à 500 mètres carrés et, pour l'autre moitié, ceux dont la surface de vente est supérieure à 500 mètres carrés ;

« 2° D'autre part, d'élus locaux et de représentants des consommateurs.

« Chacun de ces deux groupes dispose du même nombre de sièges.

« En outre, pour l'examen de chaque demande, elle est complétée par des représentants des communes intéressées dont le maire de la commune d'implantation. »

L'amendement n° 58, présenté par M. Charles Bignon, rapporteur, est ainsi conçu :

« Dans le premier alinéa de l'article 23, après les mots : « préfet », insérer les mots : « qui ne prend part aux votes. »

L'amendement n° 171, présenté par MM. Poperen, Aumont, Boyou, Capdeville, Darinot, Paul Duraffour, Lebon, Mermaz, Loo et les membres du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche et apparentés, est libellé en ces termes :

« Substituer aux deuxième et troisième phrases du premier alinéa de l'article 23 la phrase suivante :

« Elle est composée pour moitié d'élus locaux et pour moitié de représentants des consommateurs et des activités commerciales et artisanales, le nombre des représentants de ces activités étant au plus égal au tiers de l'effectif total de la commission. »

L'amendement n° 59, présenté par M. Charles Bignon, rapporteur, est ainsi libellé :

« Dans le premier alinéa de l'article 23, après les mots : « activités commerciales et artisanales », insérer les mots : « désignés par les sections du commerce des chambres de commerce et d'industrie et par la chambre des métiers du département. »

L'amendement n° 293, présenté par M. Guillermin, est ainsi conçu :

« Rédiger ainsi la troisième phrase du premier alinéa de l'article 23 : « le premier groupe dispose des 3/5 du nombre des sièges et le second groupe des 2/5. »

L'amendement n° 127 n'est pas soutenu.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 58.

M. Charles Bignon, *rapporteur.* Notre amendement tend à retirer au préfet le droit de vote au cours des séances de la commission départementale d'urbanisme commercial.

Nous avons pensé que le préfet devait garder toute son indépendance puisque, selon le texte du Gouvernement, il pourra faire appel. Comment représenterait-il l'intérêt général s'il prend part au vote lorsque la commission sera appelée à statuer ?

Tel est le sens de l'amendement que la commission vous propose d'adopter.

M. le président. La parole est à M. Poperen, pour défendre l'amendement n° 171.

M. Jean Poperen. Comme on l'a dit à différentes reprises, les articles 21, 22 et 23 sont au cœur du problème qui est débattu depuis plusieurs jours.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit d'empêcher la prolifération des grandes surfaces aux dépens du petit commerce indépendant. Nous avons déjà eu l'occasion de dire dans la discussion générale que nul plus que la gauche n'était décidé à faire obstacle, dans ce domaine comme dans les autres, au développement des monopoles et des oligopoles.

Que les choses soient claires. Nous souhaitons que tout soit fait pour préserver le petit commerce indépendant et la petite production artisanale indépendante. Mais nous répétons que tel qu'il est, le projet ne répond pas à cet objet.

En ce qui concerne les commissions départementales d'urbanisme commercial, la grande question est de savoir quelle sera leur composition et comment elles pourront éventuellement faire obstacle au développement des monopoles et des oligopoles.

Or, la proposition qui nous est faite tend, en réalité, à accorder une part prépondérante aux représentants directs de la profession. On nous dit que c'est une des formes de la participation. A cela, je réponds en invoquant la règle très simple sur laquelle, je l'espère, nous serons tous d'accord ici, celle de la démocratie.

La part prépondérante doit revenir aux représentants de l'ensemble des citoyens, c'est-à-dire aux élus. C'est pourquoi, dans la rédaction que nous vous soumettons, nous disons que la commission est composée par moitié d'élus locaux.

Il n'est pas possible en effet que, pour un type d'activité déterminé, ce soient les professionnels qui décident, et cela quel que soit leur mérite. Ou alors, il appartiendrait aux cheminots de décider de la création ou de la suppression des lignes de chemin de fer, aux mineurs de l'ouverture ou de la fermeture des mines et aux travailleurs de la société Lip de l'avenir de l'entreprise. Si nous nous engageons dans cette voie et si chacun décide seul, sans tenir compte des intérêts de la collectivité nationale, il est clair qu'on ne peut plus gérer.

Nous réclamons pour les travailleurs la possibilité d'intervenir, nous demandons qu'ils aient voix au chapitre. C'est ce que nous demandons aussi pour les autres catégories professionnelles. Mais — nous l'avons déjà dit — aller dans le sens qu'on nous propose en ce qui concerne les commerçants et les artisans, c'est aller vers le corporatisme.

C'est pourquoi nous souhaitons que, la moitié des membres de la commission étant des élus, une protection efficace soit assurée contre l'implantation de nouvelles grandes surfaces. Mais si l'on donne aux représentants de la profession la possibilité de trancher souverainement, alors il faut craindre que les grandes surfaces déjà établies ne voient leur position consolidée par ce procédé et que la fameuse rente de situation ne soit définitivement confirmée.

Nous sommes convaincus que, dans certaines régions, la disposition proposée aboutirait en fait à la consolidation des monopoles.

Pour faire gagner du temps, à l'Assemblée, j'indique tout de suite que nous proposerons, en outre, que les consommateurs disposent d'au moins un représentant de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs. A notre avis, c'est une garantie pour l'ensemble des consommateurs.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 59 de la commission.

M. Charles Bignon, *rapporteur.* Il s'agit de préciser comment seront choisis les représentants des commerçants et des artisans.

Dans le texte de l'amendement, apparaît l'expression « sections du commerce des chambres de commerce et d'industrie ». Comme l'Assemblée nationale ne l'a pas retenue, l'amendement doit se lire ainsi : « dans le premier alinéa de l'article 23, après les mots « activités commerciales et artisanales », insérer les mots « désignés par les chambres de commerce et d'industrie et par la chambre des métiers du département ».

M. le président. La parole est à M. Guillermin, pour défendre l'amendement n° 293.

M. Henri Guillermin. Mes chers collègues, depuis leur naissance j'ai suivi avec beaucoup d'attention la composition des commissions départementales d'urbanisme commercial et la réaction de leurs membres devant les demandes déposées comme devant les avis donnés.

Avec une représentation de commerçants nettement supérieure à 50 p. 100, ces commissions ont souvent donné des avis favorables à l'implantation de grandes surfaces. Je peux dire que leurs décisions se rapprochent beaucoup de l'objectivité.

Or, on veut changer aujourd'hui leur composition. Fera-t-on mieux ? Ce n'est pas sûr.

Dans quel sens veut-on la changer ? En diminuant la représentation des seules personnes qui connaissent bien les problèmes abordés et qui peuvent s'y intéresser, c'est-à-dire les commerçants.

Dans la nouvelle commission, le petit commerce aura quatre représentants seulement sur vingt membres, et les grandes surfaces, à ce titre seulement, en auront déjà trois. En admettant, ce qui n'est pas sûr, que le premier groupe de dix membres du commerce et de l'artisanat soit équilibré, le second groupe — cinq représentants des consommateurs et cinq élus locaux — m'apparaît, par sa composition même, favorable aux grandes surfaces. Les cinq représentants des consommateurs auront, en effet, le devoir de suivre le désir de leurs mandants qui ont intérêt à avoir le plus grand nombre possible de points de vente, sans toujours en connaître les conséquences et les inconvénients. Quant aux élus locaux, ils seront objectifs, je n'en doute pas, mais ils auront aussi le devoir de défendre les intérêts de leurs communes et de leurs habitants.

En réfléchissant sereinement, sans passion, je suis arrivé à la conclusion que ces nouvelles commissions ne seront pas équilibrées et que, pratiquement, elles répondront favorablement à beaucoup de demandes. On s'éloigne donc de l'équilibre dont on a parlé tout au long de cette discussion. C'est pourquoi je désire ardemment voir modifier la composition initialement prévue pour arriver à une plus grande objectivité.

Ne serait-il pas naturel, par exemple, que le petit commerce soit représenté par un quart des membres de la commission, c'est-à-dire qu'il dispose de cinq représentants sur vingt ? Mon amendement, dans le souci d'obtenir un meilleur équilibre, propose que les représentants du commerce et de l'artisanat occupent les trois cinquièmes des sièges, c'est-à-dire moins que dans les commissions départementales actuelles. Ferons-nous mieux demain ? Je ne le crois pas.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 171 ?

M. Charles Bignon, *rapporteur.* La commission demande que l'on maintienne la parité proposée par le Gouvernement. Dans la mesure où les amendements déposés s'écartaient de cette règle, dans un sens ou dans l'autre, la commission les a repoussés.

M. le président. Et quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 293 ?

M. Charles Bignon, *rapporteur.* Comme l'amendement n° 171, l'amendement n° 293 ne respecte pas la règle de la parité. La commission l'a donc également rejeté.

M. Parfait Jans. Monsieur le président, nous retirons notre amendement et nous nous rallions à l'amendement n° 171 de nos collègues socialistes.

M. le président. L'amendement n° 148 est retiré.

La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat, pour exposer l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 58.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement accepte l'amendement n° 58 présenté par la commission spéciale.

J'aurai l'occasion de revenir plus longuement sur ce point car, pour la clarté du débat, il sera nécessaire que j'apporte les explications que j'ai annoncées avant le report de l'article 21. Mais, d'ores et déjà, je le dis très nettement, pour permettre au préfet de conserver son pouvoir d'appel auprès du ministre du commerce, assisté de la commission nationale consultative, je me rallie à l'avis de la commission. Il va de soi que le préfet présidera la commission départementale d'urbanisme commercial.

Tout à l'heure, je montrerai quel sera le rôle exact de l'Etat et quelle en sera l'ampleur.

M. le président. La parole est à M. Fanton.

M. André Fanton. Ainsi le Gouvernement abandonne ses préfets !

Monsieur le ministre, je présenterai deux observations.

D'abord, la tradition — et nous avons tous vu, à des multiples reprises, les préfets présider des réunions — c'est que les préfets se gardent bien de prendre parti entre deux tendances opposées. Ils ne votent pas.

Ensuite, il est réellement peu convenable d'inscrire dans un texte qui confie aux préfets le soin de présider une commission l'interdiction de prendre part au vote. C'est vraiment considérer ces fonctionnaires d'autorité et de responsabilité avec méfiance. Aussi, je demande à la commission de retirer son amendement et au Gouvernement de l'y encourager ! (*Applaudissements sur divers bancs de l'union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Il est extrêmement difficile, en raison de la manière dont se déroule le débat, de faire une analyse logique et de fond des amendements.

M. Jacques Piot. C'est vrai !

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je veux dire très nettement à M. Fanton que je n'admets pas le reproche qu'il fait au Gouvernement. Je n'ai pas pour habitude d'« abandonner » les préfets. Je me suis très souvent appuyé sur eux pour décentraliser l'action du Gouvernement et je leur ai fait confiance.

Vous oubliez, dans votre analyse trop rapide, si vous me permettez d'employer ce qualificatif, les pouvoirs réels qui sont confiés aux préfets par l'ensemble du dispositif.

L'Etat n'intervient pas directement sur le plan économique pour autoriser ou refuser l'implantation d'une surface nouvelle, mais il garde partout, à tous les niveaux, son pouvoir d'arbitrage.

Premièrement, il conduira, par l'intermédiaire des préfets, les délibérations des commissions départementales d'urbanisme commercial.

Deuxièmement, précisément pour qu'ils puissent garder, au nom de l'intérêt général, le pouvoir d'appel auprès du ministre assisté de la commission nationale, nous acceptons de retirer aux préfets le droit de vote, faute de quoi il y aurait contradiction entre la participation du préfet à la décision et son pouvoir d'appel.

Troisièmement, l'Etat a la possibilité d'arbitrer, au niveau de la commission administrative nationale et du ministre, entre le promoteur d'une grande surface et la commission départementale d'urbanisme commercial qui lui aurait opposé un refus d'ordre économique, puisqu'il ne s'agit plus maintenant de permis de construire. C'est un sujet sur lequel je n'ai pu m'expliquer tout à l'heure, en raison du report de l'article 21, mais que j'évoquerai à nouveau.

L'Etat peut aussi arbitrer, à la demande expresse du préfet si celui-ci considère qu'une décision de la commission départementale est contraire à l'intérêt général et qu'elle a des implications d'ordre social ou public qu'il a le devoir de signaler au ministre.

Autrement dit, à trois niveaux — présidence de la commission, pouvoir d'appel du préfet et pouvoir d'arbitrage du ministre après consultation de la commission administrative nationale, laquelle, je le précise, peut citer des représentants nationaux des consommateurs ou des commerçants — l'Etat garde, d'une part, un pouvoir d'accompagnement et, d'autre part, un pouvoir d'arbitrage qui permet de laisser aux commissions départementales d'urbanisme commercial le soin de statuer en fonction d'une politique concrète de participation.

Maintenant, j'en arrive à la composition de la commission. Mais il me sera donné d'en parler à propos des amendements qui vont être combattus par la commission et soumis au Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. Guermeur, pour répondre au Gouvernement.

M. Guy Guermeur. Monsieur le président, la procédure qui consiste à réserver l'article 21, qui décide la création d'une commission, jusqu'à ce que l'Assemblée se soit prononcée sur la composition de cette commission, marque bien la singulière conception que nous avons de l'intérêt général.

Comment ! nous créons une commission, nous lui donnons des pouvoirs, nous décidons qu'il lui appartiendra de prendre des décisions dans le respect de l'intérêt général et voilà qu'on nous présente des amendements dont certains ont pour objet de réduire le nombre et l'influence des commerçants et des artisans au sein de cette commission de telle manière qu'en aucun cas, parce qu'on se méfie d'eux, ils ne puissent manifester leur véritable volonté ! (*Protestations sur de nombreux bancs.*) Ici, on enlève le pouvoir au préfet qui est le garant naturel de l'intérêt général et là, on craint que cette commission n'agisse pas dans le sens souhaité par certains et l'on propose une commission composée en très grande majorité de commerçants et d'artisans.

Je souhaite que ces trois amendements soient écartés au profit du texte original du Gouvernement qui prévoit une commission équilibrée.

L'Assemblée tout entière, comme notre groupe, doit faire confiance aux commerçants et aux artisans : ils sauront faire la preuve de leur maturité et de leur sens des responsabilités.

M. le président. La parole est à M. Flornoy.

M. Bertrand Flornoy. Je prends la parole avec beaucoup de modestie car je dois être l'un des rares députés à ne pas avoir présenté d'amendement ! (*Sourires.*)

Croyez bien, monsieur le ministre, que votre loi m'a convaincu. Vous avez raison de la défendre.

Malheureusement, je ne peux pas suivre la commission — ni le Gouvernement, qui l'a accepté — sur le fameux amendement n° 58 à l'article 23. Je trouverais, en effet, vraiment fâcheux qu'on fasse expressément état des attributions et des responsabilités du préfet dans un article de loi. Conseiller général, comme la plupart de mes collègues, je n'ai jamais vu un préfet prendre une position tendant à faire pression sur les élus. (*Murmures sur les bancs des communistes et des socialistes et radicaux de gauche.*)

Non, messieurs, ailleurs peut-être, mais pas au conseil général !

M. Frédéric Dupont. On voit que vous n'êtes pas parisien.

M. Bertrand Flornoy. Et je suis content de ne pas l'être !

Monsieur le ministre, je dois vous avouer que le deuxième paragraphe de l'article 23 m'inquiète. J'en rappelle les termes : « Le nombre et les modes de nomination ou désignation des membres de la commission pour chacune des catégories précitées ainsi que les modalités de son fonctionnement sont déterminés par décret ».

En tant que parlementaire, je préfère que ce soit fait par décret, de même que je serais assez gêné d'avoir à décider par moi-même des responsabilités du préfet dans cette commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 58, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat pour donner son avis sur l'amendement n° 171 présenté par M. Poperen.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement partage l'avis de la commission spéciale sur l'amendement n° 171.

Rejoignant en cela ce qu'a dit tout à l'heure M. Guermeur, je voudrais souligner le singulier contraste qui existe entre ceux qui nous demandent, dans cet amendement n° 171, après nous avoir reproché une tendance au corporatisme, d'accroître la représentation des élus locaux et ceux qui, dans l'amendement de M. Guillermin, nous reprochent de ne pas accorder assez de sièges aux professionnels. Sur ce point, vous pouvez constater que la proposition du Gouvernement instaure l'équilibre.

En effet, nous avons cherché à composer la commission de telle sorte que soit placé, face au collège de commerçants représentant les grandes et les petites surfaces en place, un collège représentant la population, de la même façon que dans un marché, les professionnels commerçants et le public se retrouvent face à face. Etant donné les incidences d'ordre économique et urbanistique du marché, il était tout à fait naturel que le Gouvernement répartisse équitablement les sièges entre le public et les commerçants en place. En outre les sièges réservés au public vont pour moitié aux représentants des consommateurs, et pour l'autre moitié aux élus locaux. Il s'agit donc d'une composition parfaitement équilibrée.

A ceux qui nous reprochent de faire du corporatisme, je réponds qu'ils se trompent car le nombre des représentants des consommateurs est cinq fois plus élevé au sein de cette commission qu'il ne l'était dans la commission départementale d'urbanisme commercial quand cet organisme n'avait qu'un pouvoir consultatif.

D'autre part, les maires auront un avis à émettre sur le fond. Les jugements des consommateurs et des maires peuvent parfaitement corriger les incidences des implantations existantes et n'assurer aucune rente de situation à ceux qui sont déjà installés.

Inversement, il faut que la représentation des commerçants et des artisans en place, bien guidés d'ailleurs par les chambres de commerce et par les chambres de métiers, soit telle que les consommateurs et les maires puissent être parfaitement éclairés sur les services déjà assurés avant de décider l'implantation de surfaces nouvelles.

A propos de cet amendement n° 171, comme pour l'amendement n° 293, j'indique que seule la notion de l'équilibre que nous avons envisagée pour la composition de cette commission peut être défendue et retenue.

Le Gouvernement repousse en conséquence l'amendement n° 171.

M. le président. Sur cet amendement, la parole est à M. Chinaud, pour répondre au Gouvernement.

M. Roger Chinaud. Nous sommes ici au fond du débat et je voudrais appeler votre attention, monsieur le ministre, sur le point suivant.

Nous discutons un texte qui, dans l'esprit de chacun, a pour objet d'améliorer quelque peu les dispositions législatives qui régissent actuellement le commerce, et notamment le petit commerce. Mais ne nous faisons pas d'illusions : on ne peut améliorer la situation du petit commerce que si l'on situe le problème dans l'ensemble de la politique de la consommation. A ce sujet, je voudrais que l'on m'explique — ce n'est pas inutile dans une assemblée politique — la différence qui existe entre un électeur et un consommateur.

On se gausse toujours des divisions politiques des Français ; or notre Assemblée a réussi à s'organiser autour de six familles, auxquelles il faut ajouter la famille — divisée j'en conviens — des non-inscrits. C'est déjà moins que les associations de consommateurs. Si on veut organiser le monde de la distribution et de la consommation, il me paraît logique que la moitié au moins des membres de cette commission d'urbanisme soit effectivement composée d'élus qui représenteront les consommateurs beaucoup plus efficacement que n'importe quelle association de défense des consommateurs.

Comme il s'agit de mettre en parallèle les élus, avec leurs pouvoirs, et tous ceux qui sont précisément concernés par l'organisation du marché de la consommation, c'est-à-dire les représentants des associations de consommateurs et les représentants des commerçants, il faut partager la représentation en deux. D'un côté, les élus et de l'autre les représentants du commerce et de la consommation.

C'est bien le fond du problème que vous avez essayé de régler, monsieur le ministre, depuis que vous vous battez pour faire adopter ce projet de loi, c'est-à-dire la représentation des consommateurs et des commerçants, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi, en ce qui me concerne, ce n'est malheureusement pas le texte que vous proposez pour l'article 23 que je voterai.

M. le président. La parole est à M. Cot.

M. Jean-Pierre Cot. Je souhaiterais faire deux remarques au sujet de l'amendement n° 171, présenté par M. Poperen.

La première en réponse à l'un de nos collègues qui semblait nous accuser de ne pas défendre suffisamment les commerçants.

Vous avez pu constater que l'un des amendements qui nous sont proposés donne la majorité aux commerçants dans la commission, le texte du Gouvernement ne leur accordant que la moitié des sièges.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de réfléchir à la portée de cette disposition. N'êtes-vous pas en train de faire aux commerçants un cadeau empoisonné ? On voit bien les conséquences d'une telle disposition. Lorsque les choses n'iront pas tout à fait bien après l'implantation — ou le refus d'implantation — d'une grande surface, qui sera responsable ? Les commerçants.

Vous comblez les commerçants de cadeaux qui sont peut-être excessifs. En Savoie, la semaine dernière, après m'être entretenu avec des commerçants, je me suis rendu compte qu'ils ne souhaitaient pas tellement accepter ce redoutable pouvoir qui, en fait, revient à l'Etat.

Ma seconde observation a trait, monsieur le ministre, à votre théorie de l'équilibre.

D'un côté, vous placez les commerçants, de l'autre, le « public » qui comprend des associations de consommateurs et des élus locaux.

C'est une conception que nous ne pouvons pas accepter parce qu'elle est contraire à tout notre droit public.

Un élu, qu'est-ce que c'est ? Il n'appartient pas à ce « public » vague, à l'instar du commerçant ou du consommateur, concrétisés par leurs fonctions. Un élu représente aussi bien les commerçants que les consommateurs, sans quoi, c'est tout notre principe représentatif qui s'effondre.

Or, en plaçant les élus locaux et les représentants des consommateurs d'un côté et les représentants des commerçants de l'autre, vous créez un clivage qui nous inquiète : la dernière fois que les collectivités locales ont été mises à parité avec les organisations professionnelles, je m'excuse de vous le rappeler, monsieur le ministre, cela s'appelait le corporatisme que vous le vouliez ou non. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et des communistes.*)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 171 repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(*Après une épreuve à main levée déclarée douteuse, l'Assemblée est consultée par assis et levé.*)

M. le président. L'amendement est adopté.

Monsieur le rapporteur, l'amendement n° 59 subsiste-t-il ?

M. Charles Bignon, *rapporteur.* Monsieur le président, en tout état de cause, il faudra bien trouver un mode de désignation des représentants des commerçants et des artisans — leur nombre, en l'espèce, importe peu. Le choix pourrait être confié aux chambres de commerce et d'industrie, d'une part, et aux chambres de métiers, de l'autre.

M. le président. L'amendement n° 59 peut être considéré comme un sous-amendement à l'amendement n° 171.

En êtes-vous d'accord, monsieur le rapporteur ?

M. Charles Bignon, *rapporteur.* Oui, monsieur le président. En fait il s'agit d'un amendement n° 59 rectifié.

Je l'ai dit tout à l'heure : il n'y a pas de « sections du commerce ». Les désignations seraient faites par les chambres de commerce et les chambres de métiers.

M. le président. Il s'agit d'assurer la désignation non par les « sections du commerce », mais par les « chambres de commerce ». C'était la proposition de la commission. A-t-elle votre assentiment, monsieur le ministre ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement accepte cette nouvelle rédaction.

M. le président. La parole est à M. Besson.

M. Louis Besson. A l'amendement n° 59 modifié par la commission, je propose un sous-amendement qui compléterait cette phrase par la formule : « après consultation des organisations professionnelles ».

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Charles Bignon, *rapporteur.* La commission n'a pas été saisie de ce sous-amendement. Elle ne pense pas qu'il y ait lieu, d'ailleurs, de multiplier indéfiniment les consultations des organisations professionnelles.

M. Guy Ducoloné. Et la concertation, alors ?

M. le président. Vous critiquez souvent nos méthodes de travail. Or, vous nous obligez à faire en séance publique un travail de commission. Il n'est pas de règle d'accepter des amendements oraux. Ce sous-amendement est irrecevable. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Je mets aux voix l'amendement n° 59.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. L'amendement n° 293 n'a plus d'objet.

M. le président. M. Charles Bignon, rapporteur, a présenté un amendement n° 60, ainsi rédigé :

« Supprimer la dernière phrase du premier alinéa de l'article 23. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Charles Bignon, *rapporteur.* Cet amendement vise à supprimer la dernière phrase du premier alinéa de l'article 23, qui est ainsi rédigée :

« En outre, pour l'examen de chaque demande, elle est complétée par des représentants des communes intéressées dont le maire de la commune d'implantation. »

En effet ,la commission départementale d'urbanisme commercial ne peut comprendre un nombre de membres variant en fonction des affaires soumises à son examen. Elle doit avoir une structure permanente — celle que l'Assemblée entendra lui donner ou une autre — et se composer d'élus, de consommateurs et de commerçants qui soient toujours les mêmes.

Il serait illogique que le maire de la commune d'implantation fasse partie d'une commission ayant pouvoir de statuer. La commission spéciale a donc prévu, dans un article qui viendra en discussion ultérieurement, que le maire sera entendu par la commission, ce qui est normal ; mais il ne peut être juge et partie, et prendre part au vote. (*Exclamations sur divers bancs.*)

M. André Fanton. Pourquoi ?

M. Charles Bignon, *rapporteur.* C'est pour cette raison que la commission a supprimé la dernière phrase du premier alinéa de l'article 23. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement est favorable à l'amendement. (*Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Chinaud.

M. Roger Chinaud. J'interviens pour les mêmes raisons que précédemment.

Je ne comprends pas la commission, et notamment son rapporteur qui professe la même philosophie libérale que moi ; mon intervention ne constitue donc nullement une attaque personnelle. Alors qu'il s'agit de décider si l'on doit ou non laisser implanter tel ou tel type de commerce dans une commune, on retirerait au maire intéressé, responsable de la collectivité qui bénéficiera ou non de cette implantation, la possibilité de participer à la délibération !

Agir ainsi ne relève certainement pas du libéralisme, et surtout ne va pas dans le sens de l'organisation de la société telle que nous la concevons. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Flornoy.

M. Bertrand Flornoy. Je rejoins l'observation de M. Chinaud. Le groupe des députés-maires sera, n'en doutez pas, certainement enchanté de la proposition de la commission !

Il est en effet inconcevable qu'un maire, qui a connaissance des besoins de sa commune et des communes voisines, n'ait pas la possibilité de donner son avis.

Je propose donc que la dernière phrase du premier alinéa de l'article 23 soit ainsi conçue : « En outre, pour l'examen de chaque demande, elle est complétée par le maire de la commune d'implantation ». (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Charles Bignon, *rapporteur.* Ne faites pas dire à la commission ce qu'elle n'a pas dit.

En effet, l'article 23 *bis* nouveau proposé par la commission précise que la commission « entend obligatoirement le maire de la commune d'implantation ».

La commission départementale d'urbanisme commercial aura une jurisprudence, se réunira régulièrement pour examiner les affaires qui l'intéresse ; elle prendra l'habitude de travailler en concertation avec différentes catégories sociales et entendra qui elle voudra, selon les circonstances. Mais elle ne peut s'adjoindre des membres nouveaux dans chaque cas. Cependant, elle entendra obligatoirement le maire de la commune d'implantation et, ensuite, elle délibérera. Tout cela paraît logique et la commission a eu raison de proposer l'amendement n° 60.

M. le président. Pourtant, les avis semblent partagés.

La parole est à M. Foyer.

M. Jean Foyer. A entendre de tels propos, on peut se demander si la tête ne nous tourne pas. Mais si l'on veut suivre la commission dans sa logique, on doit au moins admettre deux choses.

D'abord, il faut débaptiser la commission d'urbanisme. En effet, le mot « urbanisme » vient du latin *urbs* qui signifie ville ; il est donc paradoxal que le personnage apparemment intéressé au premier chef, c'est-à-dire le maire de la ville dans laquelle l'implantation sera faite, soit privé du droit de vote dans une telle commission, par une disposition expresse de la loi.

Mais s'il en va ainsi, la commission, dans la logique de M. le rapporteur, ne pourrait alors comprendre aucun commerçant ou artisan qui puisse être directement ou indirectement concerné par l'implantation considérée.

C'est la preuve que cet amendement — je ménage mes paroles — a un caractère qui est proche du délire. En conséquence, je demande à l'Assemblée de le repousser formellement. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 60, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. MM. Jans, Bardol, Houël ont présenté un amendement n° 149 libellé comme suit :

« Après le premier alinéa de l'article 23, insérer le nouvel alinéa suivant :

« La commission se renouvelle par tiers tous les ans. »

La parole est à M. Jans.

M. Parfait Jans. Nous le retirons, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 149 est retiré.

MM. Poperen, Aumont, Darinot, Paul Duraffour, Bayou, Capdeville, Mermaz, Lebon, Loo et les membres du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche et apparentés ont présenté un amendement n° 172 ainsi rédigé :

« Compléter le deuxième alinéa de l'article 23 par la phrase suivante :

« Toutefois, la fédération nationale des coopératives de consommateurs désigne au moins un membre de la commission ; »

La parole est à M. Capdeville.

M. Robert Capdeville. Nous le retirons, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 172 est retiré.

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 397 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 23 par le nouvel alinéa suivant :

« Dans le district de la région parisienne, un représentant du préfet de région assiste également aux séances. »

La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Nous avons prévu cette disposition en raison du caractère spécial du district de la région parisienne, où l'implantation de grandes surfaces peut s'étendre sur des zones suffisamment vastes pour justifier l'avis du préfet de région.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Charles Bignon, *rapporteur.* La commission a accepté cet amendement, dont elle avait d'ailleurs pris l'initiative.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 397 accepté par la commission.

M. Parfait Jans. Le groupe communiste vote contre.

M. Robert Aumont. Le groupe socialiste aussi.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Dans les explications de vote sur l'article 23, la parole est à M. Jans.

M. Parfait Jans. Nous sommes satisfaits de l'adoption de l'amendement n° 171 présenté par le groupe socialiste. Cependant, avant de nous prononcer sur l'article 23, nous aimerions obtenir une explication sur le choix des représentants des consommateurs au sein des commissions.

Il est dit dans la notice explicative du ministre du commerce et de l'artisanat que les représentants des consommateurs seront choisis parmi ceux qui sont libres de toute attache idéologique. Qu'entend-on par là ?

C'est, nous semble-t-il, une atteinte à la Constitution, qui interdit la discrimination entre les citoyens.

Où trouverez-vous des citoyens libres de toute attache idéologique ? A notre avis, ce n'est pas possible. (*Exclamations sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. En fait, j'ai voulu éviter la politisation des débats au sein de la commission départementale d'urbanisme commercial, afin qu'elle puisse juger objectivement des problèmes économiques et sociaux posés par l'implantation de grandes surfaces. Il ne convient pas que le jugement des représentants des consommateurs soit influencé par des considérations étrangères aux caractères des délibérations mêmes de la commission.

Cette idée est d'ailleurs à placer dans le contexte de la notice qui indique que, dans le cadre départemental d'une association régie par la loi de 1901, nous essaierons, dans un premier temps, de rapprocher toutes les associations de consommateurs.

Nous n'entendons que favoriser l'objectivité afin d'équilibrer les délibérations de la commission. Si l'on en venait à transformer celle-ci en une machine de guerre soit contre telle ou telle forme de distribution, soit contre telle ou telle conception de la société de distribution, les délibérations seraient totalement faussées.

Certes, cette attitude ne va pas dans le sens de vos préoccupations, monsieur Jans. Considérez, en tout cas, qu'elle va dans celui de l'objectivité, telle que l'entend le Gouvernement. (*Applaudissements sur divers bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et de l'union centriste.*)

M. Guy Ducoloné. Monsieur le président, je demande la parole pour poser une question au Gouvernement.

M. le président. Monsieur Ducoloné, nous en sommes aux explications de vote sur l'article 23. Posez votre question, mais soyez bref.

M. Guy Ducoloné. Monsieur le ministre, qui déterminera si une association de consommateurs est libre de toute tendance idéologique ?

Plusieurs députés de l'union des démocrates pour la République. C'est vous, le parti communiste !

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Ne cherchez pas à nous piéger par de fausses questions, monsieur Ducoloné. Vous êtes orfèvre en la matière et on peut se fier à votre jugement dans ce domaine.

En fait, c'est sur la façon de prendre position et sur les actes qu'on pourra juger. C'est selon les premières réactions de certaines associations, que l'on se rend compte si leurs jugements sont, ou non, orientés.

Ce n'est pas un jugement sur la société capitaliste qui nous intéresse, ni un jugement sur l'organisation même de la distribution. Nous souhaitons seulement savoir si, sur le plan local, l'implantation d'une grande surface répond à un besoin. Pour cela, l'objectivité est nécessaire. Evidemment, il ne vous appartient pas de la défendre vous-même. (*Applaudissements sur divers bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et de l'union centriste.*)

M. Guy Ducoloné. M. le ministre ne m'a pas répondu. Et il a violé la Constitution !

M. le président. La parole est à M. Delong.

M. Jacques Delong. Le texte du Gouvernement prévoyait, dans son article 23, une représentation équilibrée entre les commerçants et les autres groupes sociaux. Mais l'adoption de l'amendement de M. Poperen réduit de façon considérable la représentation des commerçants et artisans au point de la rendre quasi fantômatique.

En conséquence, je voterai contre l'article 23, ainsi qu'un certain nombre de mes amis.

M. le président. La parole est à M. Claudius-Petit.

M. Eugène Claudius-Petit. Monsieur le président, nous n'avons pas entre les mains le texte sur lequel un échange de vues a eu lieu entre le Gouvernement et plusieurs de nos collègues.

M. Robert Aumont. Nous pouvons vous le communiquer. Le voici !

M. Eugène Claudius-Petit. Monsieur le ministre, lorsqu'une République ne peut plus tolérer certains citoyens qui ne pensent pas comme les autres, c'est que la République est malade.

Certes, je ne partage pas les convictions de mes collègues communistes et je n'approuve pas leurs fréquentes pratiques de noyautage, mais je trouve étrange qu'on puisse écrire que certains membres de la commission départementale d'urbanisme seront choisis parce qu'ils sont libres de toute attache idéologique. De tels hommes n'existent pas. Et quand j'entends M. le ministre prononcer le mot « objectivement », je ne peux m'empêcher de penser qu'il est précisément employé par les communistes lorsqu'ils veulent politiser un problème.

M. Guy Ducoloné. C'est parce que nous sommes objectifs !

M. André Fanton. Ne riez pas, monsieur Ducoloné !

M. Eugène Claudius-Petit. En effet, c'est objectivement qu'ils définissent leurs attitudes, objectivement par rapport aux fins qui sont les leurs.

Certes, on peut craindre que ces commissions politisent les problèmes. Il appartiendra au préfet de faire en sorte que les travaux s'y accomplissent sans tenir compte des options politiques. Mais il est inconcevable, monsieur le ministre, de le prévoir dans un texte.

Une telle disposition serait contraire à tous nos principes fondamentaux. Personnellement, je ne peux pas accepter une telle discrimination, car c'est aux actes que tout se mesure. Vous n'irez probablement pas choisir les représentants de tel ou tel organisme politique pour représenter les consommateurs, mais il ne vous est pas possible de sonder les reins et les cœurs. (*Applaudissements sur divers bancs de l'union centriste.*)

M. le président. La parole est à M. Guermeur.

M. Guy Guermeur. Nombre de mes collègues et moi-même avions pris connaissance avec surprise — je l'ai dit à plusieurs reprises — de cet article 21 qui est véritablement dérogatoire du droit public français et nous avions marqué notre inquiétude des conséquences que pourrait avoir cette novation dans notre droit.

Néanmoins, après de longues réflexions, après avoir pesé le pour et le contre, nous avons pensé que nous pouvions faire confiance aux commerçants et aux artisans, parce qu'il s'agissait d'eux et qu'on s'en remettait à eux, aux consommateurs et aux élus, de décider des implantations commerciales nouvelles et, en quelque sorte, de la carte commerciale de notre pays.

Mais, après l'adoption de l'amendement de M. Poperen, qui vide de toute sa substance l'article 21 et déséquilibre complètement la composition de la commission départementale d'urbanisme commercial, je ne peux que m'opposer à l'article 23, qui se trouve ainsi complètement modifié et institue maintenant une commission qui décidera toujours de la même manière.

En adoptant l'amendement du groupe socialiste, l'Assemblée nationale a d'ores et déjà arrêté le vote de toutes les commissions départementales d'urbanisme commercial.

M. le président. Mes chers collègues, je vous fais remarquer que nombre des grands mots que vous avez échangés trouvent peut-être leur support dans une note technique, mais non dans le texte en discussion, qui est celui de l'article 23.

M. Guy Ducoloné. Certaines précisions devaient être apportées.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23, modifié par les amendements adoptés.

(*L'article 23, ainsi modifié, est adopté.*)

Article 21.

M. le président. Nous revenons à l'article 21 précédemment réservé.

La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. L'Assemblée comprendra que je défende énergiquement l'article 21.

Le Gouvernement a voulu, en accordant pouvoir de décision aux commissions départementales d'urbanisme commercial, montrer d'abord qu'il s'agissait non plus de l'accord ou du refus d'un permis de construire, mais essentiellement d'un accord ou d'un refus d'ordre économique.

En effet, jusqu'à maintenant, on jugeait de l'implantation ou de la non-implantation d'une grande surface par l'intermédiaire des données techniques d'un permis de construire, alors que la question réelle que l'on doit se poser est la suivante : est-il nécessaire, en fonction de critères économiques, notamment de la qualité du service, du niveau des prix, de l'importance des équipements commerciaux, de l'évolution de la population et de son pouvoir d'achat de créer ou de ne pas créer une grande surface ?

Nous avons voulu aussi qu'un pouvoir réel s'exerce afin que l'Etat ne soit pas mêlé directement à ces discussions d'ordre économique. Car si l'on avait donné à l'Etat la possibilité de trancher en la matière, c'est alors que nous serions passés d'une économie libérale à une économie administrative qui pourrait être, vous le sentez, mesdames, messieurs, le vestibule de l'économie planifiée.

Nous ne pouvions pas non plus — je l'ai dit dans ma réponse à M. Jans — laisser à un seul collège d'élus le soin de trancher en cette matière en ignorant l'implantation réelle des professionnels, dont certains peuvent être les victimes directes d'une concurrence exercée sans frein.

Nous avons donc voulu éviter par là un deuxième danger, celui de l'anarchie dans l'implantation des grandes surfaces, tout en précisant nettement que la loi n'est pas une loi de blocage.

C'est d'autant plus vrai que la circulaire publiée au *Journal officiel* du 27 août 1969, qui donne des instructions très précises dans ce domaine aux préfets, dispose notamment :

« On peut actuellement observer l'apparition d'une nouvelle forme de distribution qui correspond, dans certains cas, à une véritable mutation économique. La prolifération des projets risque toutefois d'avoir des conséquences défavorables sur l'urbanisation et de conduire à un excès d'investissements. Cette évolution » — celle des grandes surfaces — « doit être suivie avec beaucoup d'attention. Il est difficilement concevable que l'extension actuellement constatée puisse se poursuivre longtemps, jusqu'au dépérissement des centres des villes. »

Autrement dit, il y avait déjà, dans les orientations générales de 1969, une sorte de garde-fou contre une extension sans limite du nombre des grandes surfaces.

Nous croyons qu'il ne peut y avoir de liberté de concurrence ni de liberté d'entreprendre que dans la mesure où les plus petits des commerçants ne risquent pas d'être écrasés par les grandes surfaces, et que si, dans la lutte que mènent entre elles les grandes surfaces, les plus puissantes n'écrasent pas ou n'absorbent pas les plus faibles.

Voilà pourquoi nous avons finalement voulu donner à la commission départementale d'urbanisme commercial le pouvoir de statuer, à condition que sa composition soit bien équilibrée à l'égard même des représentants du commerce et de l'artisanat, guidés d'ailleurs par leurs assemblées consulaires ou professionnelles. C'est ce que démontre la notice que je vous ai fait distribuer, qui prévoit qu'un siège sera réservé à la chambre de commerce, un à la chambre de métiers, trois aux moyennes et grandes surfaces, quatre aux petits commerçants et un aux artisans.

Ce pouvoir de statuer s'inscrit donc bien dans une ligne d'équilibre entre deux écueils : celui du corporatisme et de la carte commerciale, celui de l'anarchie qui tôt ou tard débouche sur des situations de monopole qu'une très grande partie de l'Assemblée condamne aujourd'hui.

Des raisons d'ordre social ont également conduit le Gouvernement à prendre cette décision. Nous sommes, en effet, dans une période où il est souhaitable qu'une société de responsabilités réelles vienne se substituer à une société de tensions et de conflits.

Tensions et conflits se multiplient parce que les intérêts sectoriels se sont développés. Les hiérarchies habituelles sont contestées. Les règles internes à certains grands corps le sont aussi. Il convient que nous profitions de l'observation lucide de cette situation pour mettre en place, partout où nous le pouvons, des organismes vraiment responsables.

C'est cette forme de participation aux responsabilités, fondée sur une information préalable très développée, qui constitue l'originalité du système. Pour tous ceux qui se sont battus ici en faveur d'une philosophie de la participation, non seulement la nature de ce pouvoir ne doit pas les étonner, mais elle doit susciter leur adhésion.

Pour faire admettre un tel changement des habitudes et d'une conception traditionnelle du droit, j'ai tenu à assumer jusqu'au bout mes responsabilités ministérielles en allant plaider ce dossier devant le Conseil d'Etat. J'ai souligné les trois missions essentielles de l'Etat en ce domaine : mission d'accompagnement du préfet, qui préside la commission, au nom de l'intérêt général, avant qu'elle ne statue ; pouvoir d'appel du préfet devant le ministre assisté de la commission nationale ; enfin, pouvoir d'arbitrage du ministre du commerce et de l'artisanat.

J'ai également défini avec précision la place des élus locaux qui, aux côtés des représentants des consommateurs, ont un rôle à jouer, y compris d'ailleurs le maire de la commune concernée par l'implantation de la grande surface.

Cet article forme un tout cohérent qui a été accepté par le conseil des ministres et par le Conseil d'Etat.

Bien entendu, ces dispositions novatrices sont assorties d'un double pouvoir d'appel : celui du préfet et celui du promoteur. Tous ceux qui affirment que j'empêche ainsi la création de grandes surfaces se trompent lourdement, car il y a un recours normal, de nature administrative, accordé au promoteur, comme il existe un recours, dans l'intérêt public, donné au préfet.

Par conséquent, la commission reçoit un pouvoir de statuer, complété et en quelque sorte délimité par un droit préalable et très large d'information et par un droit ultérieur d'appel.

Ce mécanisme se présente sans doute sous un jour inconnu. Mais à une époque où les tentatives de recherche d'un équilibre économique et humain sont souvent fructueuses, il permettra d'aboutir à d'excellents résultats.

M. Claudius-Petit m'a rappelé que je n'étais pas éternel. Je le savais parfaitement. Je sais aussi que d'autres que nous deux auront le lourd devoir, avant de prendre une décision, d'en mesurer toutes les données. Mais, monsieur Claudius-Petit, on ne peut pas, d'un côté, rappeler qu'il aurait fallu faire davantage confiance à l'Etat pour s'engager à fond dans ce domaine et, d'un autre côté, mettre en doute la possibilité, pour ceux qui le représentent, d'assumer pleinement leur mission. Il faut savoir ce qu'on veut : ou bien on a confiance en l'Etat jusqu'au bout, y compris dans ses ministres, quels qu'ils soient ; ou bien on remet en cause, à travers le comportement des ministres, ce que j'appellerai la fragilité des décisions de l'Etat.

Je vais en terminer avec ces trop longs exposés, hélas perturbés par des difficultés de procédure et aussi, reconnaissons-le, depuis un certain temps, par des ruptures d'analyse dues à des modifications de l'ordre du jour. L'Assemblée éprouve ainsi de la difficulté à assurer la continuité de l'examen de ces textes, comme cela, d'ailleurs, est parfois arrivé au sein du Gouvernement.

Je terminerai par une note de confiance.

Le système que je défends avec passion est un système qui fait confiance aux hommes, tant aux membres de la commission — professionnels, élus, consommateurs — qu'aux représentants de l'Etat — directeur du service du commerce intérieur et des prix, directeur du service de l'équipement, qui seront toujours représentés au sein de la commission — de même qu'au préfet, et même au ministre, fût-il mon successeur !

Cette confiance est nécessaire car ces hommes qui sont chargés de responsabilités, et ne sont pas seulement chargés d'émettre un avis, ont une conscience tout à fait différente de leur devoir ; en général ils assument parfaitement le rôle qu'on a eu la confiance de leur faire assumer.

Voilà ce dont je voudrais persuader l'Assemblée nationale, que j'ai peut-être indisposée par la longueur de certains exposés chargés de technique abstraite, aride, surtout lorsqu'on essaie de lever le voile sur l'avenir et d'innover. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, du groupe des républicain indépendants et de l'union centriste.*)

M. le président. La parole est à M. Chinaud.

M. Roger Chinaud. Monsieur le ministre, comme vous l'aviez souligné avant même l'ouverture de ce débat, l'essence et la philosophie de votre projet de loi apparaissent dans cet article 21.

Il s'agit de permettre à un milieu un peu délaissé de notre société, celui du commerce et de l'artisanat, de se réinsérer dans la société, et il est évident qu'on ne peut s'y réinsérer qu'en y participant.

Vous avez développé longuement cette idée philosophique que nous partageons.

L'équilibre auquel vous êtes tant attaché se trouve maintenant mieux assuré au sein de la commission départementale, dont avec vous nous défendons le principe. Et nous le défendons d'autant plus vigoureusement que la participation, lorsqu'elle s'appuie sur des éléments irresponsables, est un leurre. A partir du moment où il n'en est plus ainsi, la participation existe, et c'est quelque chose de positif que nous offrons à ceux qui ont besoin de voir à nouveau la consommation organisée dans notre pays.

D'où la chaleur — encore qu'elle soit peut-être moins vive que celle que vous avez su communiquer à ce débat — avec laquelle nous avons débattu de la composition de cette commission.

Quant à la confiance à faire aux hommes, vous savez qu'avec tous les libéraux nous faisons ce pari avec vous. C'est pourquoi l'ensemble de nos amis vous apporteront leur soutien complet dans l'esprit même de cet article 21. (*Applaudissements sur les bancs des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. Claudius-Petit.

M. Eugène Claudius-Petit. Monsieur le ministre, je veux rendre hommage à votre ténacité comme aux intentions qui motivent votre passion. Mais vous me permettrez de ne pas vous suivre sur le point que vous venez d'exposer.

Nous l'avions pressenti, mais cela est apparu encore plus clairement quand vous avez lu un passage de la circulaire officiellement adressée aux actuelles commissions d'urbanisme, vous ne pourrez pas envoyer d'instructions à une commission qui n'est pas un rouage de l'administration et qui sera pratiquement en dehors de tout. Elle ne dépendra ni du pouvoir judiciaire, ni de l'administration. Ce sera une commission libre, dont le seul lien avec vous sera le préfet, qui la présidera.

N'ayant absolument aucune raison de suspecter la bonne foi, le dévouement à la cause politique, même à la cause de leur région, des membres de la commission, j'aurais volontiers voté l'article 21 si cette commission avait été appelée seulement à émettre des avis motivés, auxquels l'administration aurait pu s'opposer. Mais, franchement, je ne saurais lui donner des pouvoirs de décision puisqu'elle ne pourra même pas recevoir d'instructions de votre ministère et qu'elle sera entièrement libre.

Je comprends parfaitement les mobiles élevés qui vous animent, mais je ne peux pas voter un tel texte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 21, modifié par les amendements n°s 271 et 389 modifié.

Je suis saisi par le Gouvernement d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du Palais et sera ouvert dans cinq minutes.

. . . . . .

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(*Il est procédé au scrutin.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	457
Nombre de suffrages exprimés	451
Majorité absolue	226
Pour l'adoption	438
Contre	13

L'Assemblée nationale a adopté.

Nous en arrivons à l'article 22.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Monsieur le président, en vous demandant de bien vouloir excuser ma voix cassée, je propose de lever la séance dès maintenant. Si elle se prolongeait jusqu'à une heure du matin, il serait difficile à la plupart des membres de l'Assemblée d'être à nouveau dans l'hémicycle à neuf heures trente.

La discussion est à la fois complexe et pénible. Il serait plus sage d'en renvoyer la suite à la prochaine séance. Nous travaillerions alors sans doute plus efficacement que nous ne le ferions cette nuit. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. le président. Il en est ainsi décidé.

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE

M. le président. J'ai reçu de M. Médecin, une proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les titres VII et VIII de la Constitution.

La proposition de loi constitutionnelle sera imprimée sous le numéro 691, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 3 —

DEPOT D'UN RAPPORT SUPPLEMENTAIRE

M. le président. J'ai reçu de M. Jean Brocard un rapport supplémentaire fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496).

Le rapport supplémentaire sera imprimé sous le numéro 690 et distribué.

— 4 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Aujourd'hui, à neuf heures trente, première séance publique :

Suite de la discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, n° 496 (Rapport n° 640 de MM. Charles Bignon, Brocard et Bernard-Reymond, et rapport supplémentaire n° 690 de M. Brocard, au nom de la commission spéciale.)

A quinze heures, deuxième séance publique : suite de l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(*La séance est levée le vendredi 12 octobre 1973, à zéro heure cinq.*)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,

MARCEL CHOUVET.

Nominations de rapporteurs.

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES

M. Flornoy a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien relative à la protection des droits des artistes, interprètes ou exécutants (n° 61).

M. Mayoud a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Ducray relative à l'attribution de la médaille d'honneur du travail (n° 391).

M. Peyret a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Le Foll concernant la contraception et l'avortement (n° 464).

M. Millet a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Millet et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer les professions de prothésiste et orthésiste (n° 467).

M. Bichat a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Voilquin relative aux pensions de reversion de veuves servies par les caisses de retraite privées (n° 475).

M. Gissinger a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Guillermin tendant à répartir les pensions de reversion prévues par les différentes législations de sécurité sociale et le code des pensions civiles et militaires de retraite entre la veuve et la femme divorcée des assurés décédés (n° 481).

M. Bourdellès a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Fiszbin et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un statut des gérants libres des succursales de distribution de produits pétroliers ou d'exploitation des stations-service (n° 484).

M. Richard a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Pranchère et plusieurs de ses collègues tendant à prolonger le versement des allocations familiales pour les jeunes jusqu'au terme de leur apprentissage (n° 489).

M. Aubert a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Peyret et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux titulaires des pensions de reversion de bénéficier de l'allocation-logement (n° 546).

M. Donnadieu a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Jacquet et plusieurs de ses collègues modifiant les titres II, III, III-I, IV et V du code de la santé publique et relative aux professions d'auxiliaires médicaux (n° 551).

Mme Moreau a été nommée rapporteur de la proposition de loi de Mme Gisèle Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à instituer, dans le secteur privé, une contribution patronale obligatoire à titre de participation au financement de la construction et au fonctionnement de crèches (n° 555).

M. Aubert a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. René Caille tendant à élever à 66 p. 100 le taux de la pension de reversion accordée au conjoint survivant (n° 558).

M. Raynal a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Weber et plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux enfants aveugles, aux sourds-muets et aux handicapés physiques ou mentaux les droits scolaires obligatoires pour les autres enfants (n° 560).

M. Legrand a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Villa et plusieurs de ses collègues, tendant à permettre aux assurés sociaux de recevoir des indemnités journalières pour des périodes de travail à temps partiel (n° 561).

M. Donnadieu a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Millet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article L. 10-1 du code de la santé publique afin de faire supporter par l'Etat la réparation de tout dommage imputable directement à une vaccination obligatoire (n° 562).

M. René Caille a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Juquin et plusieurs de ses collègues, tendant au respect du scrutin de liste dans les élections des représentants du personnel au sein des entreprises (n° 563).

M. Hage a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Jans et plusieurs de ses collègues, visant à garantir le relogement des salariés contraints de quitter l'emploi au titre duquel ils bénéficiaient d'un logement fourni par l'employeur (n° 566).

M. Macquet a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Donnez et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite en vue de reconnaître un droit à pension de réversion au conjoint survivant de la femme fonctionnaire décédée (n° 569).

M. Brocard a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Médecin relative à l'exercice de la profession de chiropracteur (n° 573).

Mme Moreau a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Raymond Barbet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 54 B du livre II du code du travail afin d'aménager le temps de repos de certaines mères de famille à l'intérieur des entreprises privées (n° 575).

M. Saint-Paul a été nommé rapporteur de la proposition de loi de Mme Chonavel et plusieurs de ses collègues tendant à l'octroi des indemnités journalières à l'assurée sociale lorsqu'elle est contrainte de suspendre son travail pour soigner son enfant mineur (n° 578).

Mme Chonavel a été nommée rapporteur de la proposition de M. Hage et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à cinquante-cinq ans l'âge auquel les femmes travailleuses peuvent bénéficier de la retraite à taux plein (n° 584).

M. Boinvilliers a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Chambaz et plusieurs de ses collègues tendant à déterminer le statut d'une société nationale de radiodiffusion et de télévision française (n° 587).

M. Gissinger a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Le Meur et plusieurs de ses collègues tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de vingt et un ans dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture (n° 589).

M. Aubert a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Glon et plusieurs de ses collègues portant amélioration des ressources des personnes âgées (n° 592).

M. Gau a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Gau et plusieurs de ses collègues relative à l'application du régime d'assurance chômage aux salariés des chambres d'agriculture (n° 596).

M. Falala a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Faure et plusieurs de ses collègues tendant à nationaliser les collèges d'enseignement général et les collèges d'enseignement secondaire (n° 623).

M. Falala a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Bouvard portant nationalisation des collèges d'enseignement général et d'enseignement secondaire (n° 625).

M. Macquet a été nommé rapporteur du projet de loi modifiant le code des pensions civiles et militaires de retraite (n° 627).

M. Morellon a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie vétérinaire (n° 645), dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission de la production et des échanges.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES

M. Chinaud a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Chambon et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les jeunes agriculteurs et artisans ruraux de permissions exceptionnelles pour les grands travaux agricoles (n° 574).

M. de Bénouville a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Péronnet tendant à élever à la dignité de maréchal de France à titre posthume le général d'armée Pierre Kœnig (n° 664).

M. Rivière a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Schloesing tendant à compléter l'article L. 344 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, afin de permettre aux anciens combattants réformés à 100 p. 100 de bénéficier d'un droit de priorité pour leur nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur (n° 665).

M. de Bénouville a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Stehlin autorisant le Gouvernement à conférer, à titre posthume, la dignité de maréchal de France au général d'armée Pierre Kœnig (n° 670).

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. Krieg a été nommé rapporteur de la proposition de loi organique de M. Krieg pour l'application de l'article 28 de la Constitution (n° 629).

M. Terrenoire a été nommé rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Peretti tendant à modifier l'article 28 de la Constitution (n° 631).

M. André Terrenoire a été nommé rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Peretti tendant à rectifier le titre XI et à supprimer les titres XII et XIII de la Constitution (n° 632).

M. André Terrenoire a été nommé rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Peretti tendant à modifier l'article 43 de la Constitution (n° 633).

M. André Terrenoire a été nommé rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Peretti tendant à réviser les articles 23 et 25 de la Constitution (n° 634).

M. André Terrenoire a été nommé rapporteur de la proposition de loi organique de M. Peretti tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution, l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale, et l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs (n° 635).

M. Tiberi a été nommé rapporteur de la proposition de résolution de M. Médecin tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles ont été passées les commandes relatives aux équipements téléphoniques au cours des dix dernières années (n° 643).

M. Dhinnin a été nommé rapporteur du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 64-1360 du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service (n° 647).

M. Burckel a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Burckel tendant à admettre les avocats-stagiaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle à accomplir à titre personnel tous les actes de la profession d'avocat et notamment à postuler (n° 666).

COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES

M. Hamel a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Tissandier tendant à la création d'une caisse nationale du commerce et de l'artisanat destinée à aider les petits commerçants et artisans victimes des mutations économiques (n° 427).

Organismes extraparlementaires.

HAUT CONSEIL DE L'AUDIOVISUEL

(Un poste de membre suppléant à pourvoir.)

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales a désigné comme candidat suppléant, en remplacement de M. Krieg, démissionnaire : M. Robert-André Vivien.

CONSEIL SUPÉRIEUR DES HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ

(6 postes à pourvoir.)

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales a désigné comme candidat : M. Lepage ;

La commission des finances, de l'économie générale et du Plan a désigné comme candidat : M. Ligot ;

La commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République a désigné comme candidat : M. Nungesser ;

La commission de la production et des échanges a désigné comme candidats : MM. Chasseguet, Jans, Weisenhorn.

CONSEIL SUPÉRIEUR POUR LE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL ET SOCIAL DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

(2 postes à pourvoir.)

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales a désigné comme candidats : MM. Blanc, Gissinger.

Ces candidatures ont été affichées et la nomination prendra effet dès la publication au *Journal officiel* du vendredi 12 octobre 1973.

Elle sera communiquée à l'Assemblée au cours de la première séance qui suivra.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

(Art. 133, 134, 135 et 137 du règlement.)

Tabac (convention entre les planteurs de tabac et la S. E. I. T. A.).

5231. — 11 octobre 1973. — **M. Begault** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles mesures il compte prendre pour, ainsi qu'il en avait accepté le priacipe le 8 juin dernier, accélérer la négociation et la conclusion d'une convention pluri-annuelle de culture et de prix entre les planteurs de tabac et le S. E. I. T. A. dans le cadre d'une politique agricole d'économie contractuelle.

Tabac (convention entre les planteurs de tabac et le S. E. I. T. A.).

5239. — 11 octobre 1973. — **M. Caffin-Bazin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation dans laquelle se trouvent les planteurs de tabac, et lui demande s'il n'estime pas nécessaire d'engager avec les intéressés et le S.E.I.T.A. toutes négociations utiles afin d'arriver rapidement à la conclusion, dans le cadre d'une politique agricole d'économie contractuelle, d'une convention pluriannuelle de culture.

Tabac (convention entre les planteurs de tabac et le S. E. I. T. A.).

5240. — 11 octobre 1973. — **M. Laurissergues** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles mesures il compte prendre pour, ainsi qu'il en avait accepté le principe le 8 juin dernier, accélérer la négociation et la conclusion d'une convention pluriannuelle de culture et de prix entre les planteurs de tabac et le S. E. I. T. A., dans le cadre d'une politique agricole d'économie contractuelle.

Proche-Orient (position de la France à l'égard du conflit israélo-arabe).

5241. — 11 octobre 1973. — **M. Dronne** demande à **M. le Premier ministre** s'il peut préciser la politique de la France à l'égard du conflit israélo-arabe, politique qui apparaît pour le moins incertaine à la suite des péripéties contradictoires suivantes : « petite phrase » du ministre des affaires étrangères, qui justifie l'agression arabe ; position beaucoup plus nuancée du même ministre à l'O. N. U. ; expédition de matériel de guerre à des pays arabes, qui ne sont pas encore des pays du champ de bataille, mais qui risquent fort de le devenir demain.

District de la région parisienne (réforme).

5242. — 11 octobre 1973. — **Mme Thome-Patenôtre** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur le fonctionnement du district parisien. Au moment où la loi de régionalisation entre en vigueur dans toute la France, la région parisienne, soit le quart de la population française, n'est représentée que par ce district technocratique et anti-démocratique puisque tous les élus n'y siègent pas de droit (à la différence des conseils régionaux), et sont mis en permanence devant une politique du fait accompli. Elle lui demande donc ce qu'il entend faire pour mettre à l'ordre du jour très rapidement une réforme de ce district qui n'est pas en mesure de répondre aux problèmes de la région parisienne

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

(Art. 133, 134, 136 et 137 du règlement.)

Départements d'outre-mer (niveau des salaires et des allocations d'aide sociale).

5222. — 11 octobre 1973. — **M. Fontaine** fait connaître à **M. le Premier ministre** qu'il s'élève solennellement contre la tendance qui tend à sa généraliser en s'accentuant de toujours traiter les départements d'outre-mer en parents pauvres. Pour ne pas répercuter intégralement les hausses du S. M. I. C. dans les départements ultra-marins, il est pris motif de l'état des économies locales qui supporteraient difficilement des augmentations importantes de la main-d'œuvre. Dans le même temps, il est pris prétexte du faible niveau moyen des ressources des travailleurs pour ne pas admettre une transposition pure et simple dans les domaines d'outre-mer des revalorisations des allocations d'aide sociale intervenues en métropole. Il lui demande dans ces conditions quelles mesures il compte prendre pour lever cette équivoque.

Enseignement (remèdes contre les échecs et les inadaptations).

5243. — 11 octobre 1973. — **Mme Constans** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** : 1° quelles mesures il croit devoir prendre, et dans quels délais, pour diminuer sérieusement le taux anormalement élevé et très inquiétant d'échecs scolaires dans tous les ordres d'enseignement ; 2° quelles mesures il envisage, et dans quels délais, pour porter remède aux inadaptations croissantes qui existent à tous les niveaux entre l'enseignement général et l'enseignement technique, d'une part, et, d'autre part, les besoins professionnels présents et à venir de l'économie française, dans le cadre d'une expansion harmonieuse qui assure l'élévation régulière du bien-être matériel et culturel des Français ; 3° quelles mesures il compte prendre pour assurer la gratuité réelle de l'enseignement (notamment en matière de fournitures et de transports scolaires) annoncée à Provins par M. le Premier ministre et quel est le calendrier exact prévu à cet effet.

Affaires culturelles (politique du ministre : réalité de l'Etat et réalité de la culture).

5244. — 11 octobre 1973. — **M. Ralite** relève qu'en réponse à la démission collective du conseil de développement culturel, M. le ministre des affaires culturelles a fait savoir que cet organisme et ses ambitions déclarées pouvaient difficilement coïncider avec

les « réalités de l'Etat ». Déjà en mai dernier, lors du débat sur la culture, le ministre des affaires culturelles avait défini d'une manière musclée son opposition à la liberté de création. Aujourd'hui il refuse même la concertation avec un conseil créé et composé avec quelle prudence par son prédécesseur. En vérité la liberté de création est indivisible. D'aucuns avaient pu croire qu'en attaquant la culture dite « coktail Molotov », le ministre des affaires culturelles accorderait une aumône dans la « Sébille » des « biens pensants ». Aujourd'hui apparaît plus clairement pour tous que c'est à toute la culture dans sa diversité, dans son développement même, à tous les hommes de culture que le ministre s'en prend. Déjà en juin, suite à ses déclarations, nombre d'hommes de théâtre de responsables de l'action culturelle ont été inquiétés. Le délit de culture devient une réalité de l'Etat. Il lui demande jusqu'où il entend aller en opposant la réalité de l'Etat à la réalité de la culture.

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement.)

Art. 139 du règlement :

« 1. *Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article* 133. *En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;*

« 2. *Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption ;*

« 3. *Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;*

« 4. *Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire ;*

« 5. *Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article* 133 ;

« 6. *Font l'objet d'un rappel publié au* Journal officiel *les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas* 2, 3 *et* 4 *du présent article ;*

« 7. *Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié.* »

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Enseignants (de l'enseignement privé : certificat d'aptitude pédagogique d'enseignement général de collège).

5219. — 12 octobre 1973. — **M. Cressard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les dispositions du décret n° 70-797 du 9 septembre 1970 modifiant le décret n° 64-217 du 10 mars 1964 et ouvrant aux maîtres de l'enseignement privé l'accès aux épreuves du certificat d'aptitude pédagogique d'enseignement général de collège. Une circulaire ministérielle (n° 71-88 du 5 mars 1971 a précisé les mesures prévues par le texte précité. Il résulte de ces divers textes que pour les épreuves théoriques du C. A. P. E. G. C., les maîtres de l'enseignement privé doivent justifier en particulier de quatre années de services effectifs d'enseignement, la limite d'âge pour se présenter étant fixée à vingt-sept ans au 1er janvier de l'année des épreuves, comme pour les élèves professeurs des centres de formation. Il convient de remarquer que les maîtres de l'enseignement privé candidats au C. A. P. E. G. C. ont des difficultés considérables pour se présenter à cet examen car ils doivent se préparer en enseignant à plein temps (vingt et une heures), s'ils veulent remplir la condition d'ancienneté de quatre années exigée. Cette préparation est évidemment très difficile et ils doivent l'étaler sur deux années. La limite d'âge de vingt-sept ans est un obstacle qui peut leur interdire la plupart du temps cet étalement. Il est nécessaire d'ajouter une difficulté supplémentaire qui tient au fait que les candidats de l'enseignement privé, théoriquement dispensés de la scolarité dans les centres publics de formation de P. E. G. C. se voient pratiquement interdire l'accès de ces centres et ne trouvent pas à l'université l'équivalent des enseignements assurés par les centres, au moins pour certaines disciplines. Par ailleurs, les responsables de l'enseignement privé envisagent la création de centres analogues à ceux de l'enseignement public mais, dans l'état actuel des textes, le séjour des candidats dans ces centres ne leur permettrait pas de satisfaire à la condition d'ancienneté exigée avant d'atteindre la limite d'âge. Ces difficultés apparaissent dans les faits puisque, par exemple en 1971, aucun candidat de l'enseignement privé n'a été reçu au C. A. P. E. G. C. dans l'académie de Rennes. En 1972, un seul s'est présenté et n'a pas terminé les épreuves. Les maîtres de l'enseignement privé sont découragés par cet état de choses. Afin de remédier à cette situation, il lui demande s'il envisage un recul de la limite d'âge de vingt-sept ans, au moins pour les candidats instituteurs munis du C. A. P. primaire, comme il est prévu pour les instituteurs publics, en fonction du nombre d'années d'enseignement effectuées. Il lui demande également, au cas où l'autorité privée, par ses propres moyens ou dans le cadre d'une convention avec l'université créerait ses propres centres de formation, si les candidats qui y poursuivraient leur scolarité pourraient être dispensés d'autant d'années d'enseignement effectif que celles passées au centre.

Assurance maladie (jeunes sans emploi et non couverts du fait de leurs parents).

5220. — 12 octobre 1973. — **M. Macquet** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que la réglementation en vigueur assimile à des périodes salariées les journées de chômage involontaire constaté à la suite de la perte de l'emploi et donne droit, en conséquence, pendant le temps où l'assuré est inscrit à ce titre à l'Agence nationale pour l'emploi, aux prestations en nature de l'assurance maladie. D'autre part, la loi n° 72-1203 du 23 décembre 1973 prolonge jusqu'à 17 ans l'âge limite de couverture maladie pour les jeunes gens inscrits comme demandeurs d'emploi à l'Agence nationale pour l'emploi. Par contre, aucune disposition n'est prévue dans ce domaine à l'égard des jeunes gens qui, ne pouvant plus, en raison de leur âge, bénéficier de la protection sociale sur le compte de leurs parents, n'ont pu encore trouver d'emploi ou sont incapables d'en assumer un du fait de leur état de santé. Il lui expose, à ce propos, la situation d'une jeune fille qui, ayant terminé en juin 1973 ses études d'aide-soignante et ayant obtenu son C. A. P. pensait trouver du travail à l'issue de ses vacances en août. Elle est malheureusement tombée malade à cette époque et son état de santé lui interdit d'exercer tout emploi avant novembre. Elle s'est, de ce fait, inscrite à l'Agence nationale pour l'emploi mais les prestations en nature de l'assurance maladie que son père percevait pour elle ont été supprimées à celui-ci lorsqu'elle a atteint dix-huit ans en septembre. L'intéressée, sans ressources parce que sans emploi, devant faire face à des frais médicaux et pharmaceutiques pendant encore plusieurs semaines, ne peut prétendre à un quelconque remboursement qu'en prenant, à la charge de ses parents, une assurance volontaire. Il lui demande s'il n'envisage pas, en prolongeant l'action sociale de la loi du 23 décembre 1972 précitée, de prendre des mesures permettant aux jeunes gens qui cessent de bénéficier de la couverture maladie de leurs parents et qui ne peuvent être encore assujettis personnellement à la sécurité sociale parce que ne pouvant pas, à leur corps défendant, occuper un emploi, de percevoir les prestations en nature de l'assurance maladie.

Organes humains (don de son corps à la médecine : carte officielle).

5221. — 12 octobre 1973. — **M. Offroy** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les personnes ayant fait le don de leur corps à la médecine après leur décès sont de plus en plus nombreuses. A la réception du testament authentifiant ce don, certaines facultés en accusent simplement réception alors que d'autres délivrent une carte. Or, les conditions de vie actuelle font que de nombreux décès ont lieu hors du domicile habituel, souvent lors d'accidents de la route, et que, de ce fait, les dispositions concernant les volontés des personnes défuntes ne peuvent être prises par leurs proches. Il lui demande s'il pourrait être envisagé de traduire la décision de donner son corps à la médecine, après décès, par l'établissement d'une carte officielle, définissant sans ambiguïté l'intervention des personnes concernées et que celles-ci seraient invitées à détenir sur elles en permanence. Il souhaite savoir l'accueil qui peut être réservé à cette suggestion, étant entendu que la mise en œuvre du système préconisé nécessiterait une campagne d'information indispensable.

Aide-ménagère (participation financière des collectivités publiques).

5223. — 12 octobre 1973. — **M. Longequeue** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'un arrêté du 29 juin 1962, modifié par arrêté du 25 août 1965, a fixé à 235 p. 100 du salaire minimum interprofessionnel garanti (S. M. I. G.) le taux

horaire maximum de la participation des collectivités publiques aux services d'aide-ménagère au domicile des personnes âgées. Après la création du S. M. I. C. (loi du 2 janvier 1970), il a été décidé de conserver le S. M. I. G. comme base de calcul de certaines prestations d'aide sociale, et notamment celle rappelée ci-dessus. Or, les aides-ménagères étant forcément rémunérées d'après le S. M. I. C., sinon au-dessus, l'écart grandissant entre le S. M. I. C. (actuellement à 5,32 F) et le S. M. I. G (4,17 F) fait que le tarif de remboursement maximum de l'aide sociale au 1er octobre 1973, soit $4{,}17 \times 235$ p $100 = 9{,}80$ F, ne permet plus de couvrir le prix de revient réel de l'heure d'aide-ménagère, compte tenu des charges sociales et des divers frais inhérents au fonctionnement d'un service d'aide-ménagère à domicile. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour remédier à une telle situation et s'il n'estime pas que la meilleure solution serait d'indexer le remboursement sur le S. M. I. C.

Armement (embargo sur les livraisons d'armes au Proche-Orient).

5224. — 12 octobre 1973. — **M. Krieg** demande à **M. le Premier ministre** si, en raison du développement des événements au Proche-Orient, il ne juge pas opportun de mettre l'embargo sur toutes les livraisons d'armes françaises dans cette partie du monde.

Militaires (contentieux des militaires de carrière retraités).

5225. — 12 octobre 1973. — **M. Pierre Weber** expose à **M. le Premier ministre** qu'un certain nombre de propositions de loi ont été présentées — sans qu'elles aient dépassé le stade d'un examen en commission — et de nombreuses questions écrites posées, qui n'ont reçu que des réponses dilatoires, au sujet des légitimes revendications concernant le classement hiérarchique des militaires de carrière par rapport aux fonctionnaires civils de même niveau indiciaire, la revision au taux du grade des pensions de retraite concédées en 1948, le paiement aux militaires de carrière de l'indemnité familiale d'expropriation en Allemagne dans les mêmes conditions que les personnels civils à la suite des F. F. A., le remboursement des cotisations de sécurité sociale militaire précomptées à tort. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire que toutes décisions utiles soient prises pour liquider enfin un pénible contentieux qui oppose si regrettablement les anciens militaires de carrière aux pouvoirs publics.

H. L. M. (statut des agents des offices publics).

5226. — 12 octobre 1973. — **M. Pierre Weber** expose à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** que le statut général des agents des offices publics d'H. L. M. est aligné sur celui des emplois similaires occupés par les agents communaux. Il lui souligne que la loi n° 72-658 du 13 juillet 1972 permet la promotion d'agents communaux, et il lui demande s'il n'estime pas qu'en accord avec ses collègues, les ministres intéressés, il serait désirable que toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour que ces personnels puissent bénéficier des mêmes avantages que leurs homologues municipaux.

Retraites complémentaires (suppression de l'abattement sur les pensions liquidées à soixante-trois ans).

5227. — 12 octobre 1973. — **M. Pierre Weber** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que par application du décret n° 72-78 du 28 janvier 1972, le calcul de la pension vieillesse des salariés sera fait à compter du 1er janvier 1975 sur un maximum de trente-sept annuités et demie, au taux de 40 p. 100 du salaire de base pour une pension liquidée à l'âge de soixante-trois ans, alors que les retraites complémentaires liquidées au même âge subiront un abattement de 8 p. 100. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable de supprimer cet abattement afin d'obtenir une harmonisation des deux régimes de retraite.

Artistes (du spectacle : groupement d'intérêt économique).

5228. — 12 octobre 1973. — **M. Le Douarec** expose à **M. le ministre de la justice** le cas d'un certain nombre d'artistes professionnels du spectacle qui ont envisagé de constituer entre eux un groupement d'intérêt économique régi par l'ordonnance du 23 septembre 1967. Ce groupement aura pour objet d'assurer des prestations de services de diverses natures à ses adhérents et de les représenter auprès de tous organismes publics, professionnels ou privés dont notamment des organisateurs ou entrepreneurs de spectacles. Dans le cadre de son objet, il pourra être amené à obtenir et passer des contrats de prestations de spectacles au bénéfice de ses seuls adhérents. Ce groupement entend ne réaliser aucun bénéfice et ne subir aucune perte, ses dépenses de fonctionnement devant être couvertes exactement par les cotisations de ses membres qui pourront être fixes ou proportionnelles aux services rendus et qui constitueront l'intégralité de ses recettes. Il lui demande si les opérations susvisées effectuées par le groupement au profit de ses seuls membres sont susceptibles de tomber sous le coup des dispositions de la loi n° 69-1185 du 26 décembre 1969 relative au placement des artistes du spectacle.

5229. — 12 octobre 1973. — **M. Le Douarec** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'un certain nombre de professionnels salariés du spectacle qui ont envisagé de constituer entre eux un groupement d'intérêt économique régi par l'ordonnance du 23 septembre 1967. Ce groupement aura pour objet d'assurer à ses adhérents des prestations de services de diverses natures telles qu'une publicité collective et de les représenter auprès de tous organismes publics, professionnels ou privés. Il entend ne réaliser aucun bénéfice et ne subir aucune perte, ses dépenses de fonctionnement (loyer, frais de personnel, etc.) devant être exactement couvertes par les cotisations de ses membres qui seront pour partie fixes et pour partie proportionnelles aux services rendus. Il lui demande si lesdites cotisations peuvent être considérées comme étant des remboursements de frais exclusifs de toute possibilité de profit ou de perte et, par voie de conséquence, non assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Autoroutes (couverture de l'autoroute A 4 dans sa traversée de Champigny).

5230. — 12 octobre 1973. — **M. Franceschi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur le projet de tracé de l'autoroute A 4 qui doit traverser l'agglomération de Champigny dans les zones d'habitation. Cette erreur ayant déjà été commise à Gentilly, au Kremlin-Bicêtre et à l'Haÿ-les-Roses, il serait peut-être préférable, dans ce cas, de trouver une autre solution. Un bon exemple existe pour la traversée du périphérique Ouest dans le 16e arrondissement. En conséquence, il lui demande s'il n'est pas possible, sinon de détourner le tracé de l'autoroute, ce qui poserait certainement un grand nombre de problème, du moins de recouvrir les voies dans la traversée des zones d'habitation dans la commune de Champigny, car il serait inacceptable que les habitants du 16e arrondissement soient traités différemment de ceux des proches banlieues.

Allocation aux vieux travailleurs salariés (recouvrement sur la succession de l'allocataire : montant du plafond).

5232. — 12 octobre 1973. — **M. Mayoud** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur les conditions d'application de l'article L. 631 du code de la sécurité sociale. Cet article prévoit le recouvrement des arrérages servies au titre de l'allocation aux vieux travailleurs salariés sur la succession de l'allocataire. Dans la plupart des cas l'actif successoral ne consiste qu'en une maison d'habitation, souvent modeste, qui sert de résidence principale aux héritiers du bénéficiaire de l'allocation. Ces héritiers, de conditions très modeste, se trouvent généralement dans l'impossibilité absolue de faire face à cette dette, et sont parfois contraints de vendre leur maison. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable afin de mettre fin à ce grave problème qui touche les milieux les plus défavorisés de relever très sensiblement le seuil de l'actif net successoral et de le porter à un montant de 100.000 francs.

Assurance vieillesse (revalorisation des retraites dues aux agriculteurs et artisans ruraux ayant versé des cotisations volontaires.

5233. — 12 octobre 1973. — **M. Cattin-Bazin** expose à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** qu'un certain nombre d'agriculteurs, d'aides familiaux, de salariés agricoles et d'artisans ruraux avaient versé du 1er juillet 1930 au 10 juillet 1952 des cotisations volontaires se montant à 110 francs par an afin d'obtenir une retraite à soixante ans. Il lui précise que les intéressés touchent aujourd'hui des rentes qui vont de 2 francs à 18 francs par an, et lui demande s'il n'estime pas qu'en accord avec son collègue, le ministre de l'économie et des finances, les pensions servies à ces catégories de personnes devraient être réévaluées dans les mêmes proportions que les rentes viagères servies par l'Etat.

Etablissements scolaires (personnel : censeurs des études chargés de C. E. T. annexés à des lycées : indemnité).

5234. — 12 octobre 1973. — **M. Longequeue** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** : 1° pour quelles raisons un directeur pédagogique du cadre des collèges d'enseignement technique, chargé d'un tel établissement annexé à un lycée, peut percevoir, très légitimement d'ailleurs, une indemnité, égale parfois

à 120 points indiciaires, alors qu'un censeur des études, à qui les mêmes tâches sont dévolues, ne peut y prétendre ; 2° s'il n'estime pas devoir accorder la même indemnité aux censeurs des études.

Arsenaux (arsenal de Lorient : nomination des candidats techniciens à statut ouvrier).

5235. — 12 octobre 1973. — **M. Allainmat** expose à **M. le ministre des armées,** la situation de dix ouvriers entrés sur examen en qualité de stagiaires dans les bureaux d'études et de fabrication de l'arsenal de Lorient. A l'issue du temps normal imposé, ces dix stagiaires ont satisfait aux examens d'accès à la profession de techniciens à statut ouvrier, à savoir : six dessinateurs niveau T. 2 et quatre préparateurs niveau T. 3 ou T. 4. Bien que les examens se soient déroulés en juin 1972, les stagiaires n'ont pu être nommés dans la catégorie acquise du fait du blocage des effectifs de techniciens à statut ouvrier. En effet, une note circulaire n° 2003 CN/0 du 24 juillet 1972, en opposition avec le souci maintes fois exprimé de développer la formation professionnelle permanente et la promotion sociale, annonçait : la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de toute nomination de nouveaux T.S.O. ; l'abrogation de la note circulaire n° 5938 CN/P2 du 11 novembre 1970 qui fixait le plan d'armement des directions, établissements et services de la D.T.C.M. ; l'interdiction d'entreprendre toute action ayant pour but de préparer des ouvriers à des essais de T.S.O. Il lui demande donc quelles dispositions il envisage de prendre pour trouver dans les meilleurs délais une solution : à la nomination immédiate des stagiaires, avec effet rétroactif, l'incidence budgétaire étant minime puisque concernant 22 stagiaires sur l'ensemble de la direction technique des constructions navales ; au déblocage des effectifs T.S.O. afin de permettre la formation et la nomination de nouveaux techniciens, compte tenu des besoins exprimés par les directions locales ; à l'augmentation des places dans les différents cours de T.S.O. dans le cadre de la formation professionnelle et de la promotion sociale.

Ecoles maternelles (garderies d'enfants en l'absence d'un membre du corps enseignant).

5236. — 12 octobre 1973. — **M. Allainmat** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que l'organisation de garderies dans les écoles maternelles met en lumière l'inadaptation de la circulaire ministérielle du 23 novembre 1961 (B.O.E.N. n° 36 du 14 décembre 1961) qui prévoit que la directrice de l'école ou une adjointe expressément désignée doit être présente dans l'enceinte de l'école les jours de classe, lorsqu'une garderie du soir est organisée. Cette circulaire qui rend nécessaire la présence effective d'un membre du personnel enseignant de l'école, impose à un personnel féminin, dont les conditions de travail sont déjà pénibles, en raison de classes le plus souvent surchargées, un accroissement évident du travail. Or, les garderies peuvent fonctionner avec du personnel municipal agréé par les instances académiques et donc par l'Etat. Il lui demande, dans ces conditions, s'il n'est pas possible d'apporter à la circulaire précitée les modifications nécessaires, afin que l'obligation de surveillance qui incombe aux enseignantes pour la période concernée, soit le soir de 16 h 45 à 18 heures, disparaisse, puisque leur présence à l'école ne se justifierait plus.

Ingénieurs de l'armement (nombre total et nombre en poste à l'étranger).

5237. — 12 octobre 1973. — **M. Longequeue** demande à **M. le ministre des armées** s'il peut lui fournir : 1° la liste des Etats étrangers dans lesquels des ingénieurs de l'armement sont en poste auprès du chef de la représentation diplomatique française ; 2° le nombre total de ces ingénieurs.

Armée de l'air (cadres employés à l'instruction de pilotes et mécaniciens étrangers).

5238. — 12 octobre 1973. — **M. Longequeue** demande à **M. le ministre des armées** s'il peut lui faire connaître : 1° le nombre de cadres de l'armée de l'air employés à plein temps pour l'instruction de pilotes et de mécaniciens étrangers ; 2° le coût d'entretien de ces personnels.

Hôpitaux (manque de personnel dans les laboratoires de l'hôpital Beaujon).

5245. — 12 octobre 1973. — **M. Millet** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale,** les difficultés rencontrées dans le secteur laboratoire de l'hôpital Beaujon. Le manque de personnel, général dans les hôpitaux, atteint un seuil critique à Beaujon. Au laboratoire central d'immuno-hématologie, les effectifs ne permettent plus au personnel de prendre ses jours de congés légaux et les jours de récupération de gardes. Depuis le 3 octobre, les laboratoires ont décidé à l'unanimité de ne plus effectuer que le nombre d'examens compatible avec les meilleures conditions de qualité et de sécurité. La direction de l'hôpital fait exécuter le surplus d'examens en ville. Il semble que l'embauche de cadres supplémentaires soit devenue une nécessité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à une situation qui conduit l'Assistance publique de Paris à s'adresser aux laboratoires privés, solution onéreuse et peu conforme à une marche normale d'un service public.

REPONSES DES MINISTRES
AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

FONCTION PUBLIQUE

Handicapés (emploi dans la fonction publique).

4052. — 11 août 1973. — **M. Sauzedde** indique à **M. le Premier ministre (fonction publique)** qu'il a pris connaissance avec intérêt des intentions manifestées par le Gouvernement pour aider les handicapés physiques à trouver un emploi, intentions concrétisées actuellement par la campagne nationale organisée dans ce but. Il lui fait observer, toutefois, que dans ce domaine, l'Etat devrait pour le moins donner l'exemple en ouvrant largement les portes de la fonction publique aux handicapés physiques qui ont la possibilité d'occuper un emploi. Sans doute, des textes ont été publiés en 1965 en faveur des handicapés de la vue et de l'ouïe. Mais la fonction publique reste pratiquement interdite à cette catégorie particulière de travailleurs. Un texte, paru au *Journal officiel* du 1er février 1968, a fixé à 3 p. 100 la proportion des handicapés qui doivent être employés dans le secteur public ou semi-public. Mais cette proportion semble loin d'être atteinte à l'heure actuelle. C'est notamment le cas aux P.T.T. où les textes prévoient que « toute constitution qui n'est pas bonne est éliminatoire », ce qui conduit à écarter un très grand nombre de handicapés tels ceux qui sont amputés d'un membre, mutilés gravement à une main, etc. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° quel est actuellement le nombre de handicapés physiques employés dans les administrations publiques de toutes catégories, ventilées par ministère responsable ou ministère de tutelle ; 2° quelles mesures il compte prendre, en liaison avec les services de la fonction publique, afin que l'Etat donne l'exemple en employant autant qu'il le peut des handicapés physiques grâce, notamment, à l'abrogation des règlements intérieurs qui font obstacle au recrutement des handicapés.

Réponse. — Le travailleur handicapé dispose, en application du décret n° 65-1112 du 16 décembre 1965 de deux possibilités pour accéder à un emploi public : soit la participation au concours organisé par les différents ministères intéressés avec possibilité de bénéficier des dérogations aux règles normales du déroulement des concours, soit la voie des emplois réservés pour les catégories B, C et D. On peut remarquer que les candidats, lorsqu'ils ont le choix entre les deux modes de recrutement, optent pour la procédure des emplois réservés. C'est ainsi que 1.021 handicapés se sont présentés en 1972 aux examens organisés au titre des emplois réservés, 624 ont été admis. Le nombre des handicapés qui participent aux concours normaux semble relativement faible. Mais il est vrai que les administrations ne font pas un recensement systématique de tous les candidats handicapés. A titre indicatif quatorze candidats « handicapés physiques » ont subi en 1973 les épreuves écrites des concours interministériels : concours pour l'accès à l'emploi d'attaché d'administration centrale et concours d'entrée aux instituts régionaux d'administration. Le tableau I fait apparaître par ministère le nombre des handicapés recrutés en 1972 sur un emploi public de l'Etat. Le tableau II indique le nombre d'agents des postes et télécommunications qui, par suite de leurs moyens physiques, n'accomplissent plus les fonctions afférentes au grade dont ils sont titulaires. Actuellement le Gouvernement examine différentes mesures susceptibles de faciliter l'insertion des handicapés dans la fonction publique. Par ailleurs, une étude systématique de tous les textes qui imposent une capacité physique particulière pour l'entrée dans certains corps va être prochainement entreprise avec les départements ministériels intéressés en vue de rechercher si les dispositions en cause peuvent être assouplies, voire supprimées.

TABLEAU I

Nombre de travailleurs handicapés recrutés en 1972 bénéficiaires du décret n° 65-1112 du 16 décembre 1965.

MINISTÈRES	NOMBRE de travailleurs handicapés.
Affaires culturelles	7
Affaires étrangères	2
Agriculture et développement rural	»
Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme	15
Anciens combattants et victimes de guerre	5
Armées	2
Caisse des dépôts et consignations	1
Développement industriel et scientifique	2
Economie et finances	59
Education nationale	56
Intérieur	1
Justice	5
Postes et télécommunications	7
Transports (aviation civile)	2
Travail, emploi et population	34
Santé publique et sécurité sociale	24
Préfecture de Paris	41
Préfecture de police	263
Total	

TABLEAU II

Recensement du nombre d'agents des P. T. T. qui, par suite d'une diminution de leurs moyens physiques, n'accomplissent plus les fonctions afférentes au grade dont ils sont titulaires.

Année 1972.

DÉSIGNATION	NOMBRE de fonctionnaires handicapés.
Corps des inspecteurs	38
Corps des contrôleurs	479
Corps des agents d'exploitation	1.056
Corps des agents techniques	358
Corps des préposés	636
Divers (ouvriers d'Etat, conducteurs de chantiers, agents de service)	151
Total	2.718

Fonctionnaires (publication du texte d'application de la loi du 5 juillet 1972 sur les congés de longue maladie).

4266. — 1er septembre 1973. — **M. Boulloche** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (fonction publique)** sur la situation des fonctionnaires en longue maladie qui sont susceptibles de bénéficier des dispositions de la loi n° 72-594 du 5 juillet 1972. Il lui fait observer en effet que les intéressés ne peuvent pas actuellement obtenir l'application de cette loi pour le motif que les textes réglementaires nécessaires à son entrée en vigueur ne sont toujours pas parus. C'est ainsi que le ministère de la santé publique n'a toujours pas pris le texte modifiant l'arrêté du 3 décembre 1959, tandis que le secrétariat d'Etat à la fonction publique n'a pas non plus publié les arrêtés et circulaires indispensables. Or, les fonctionnaires en longue maladie peuvent prétendre à l'application de ce texte depuis sa date de parution au *Journal officiel* soit le 8 juillet 1972. Les carrières sont donc bloquées depuis plus d'un an, et il en résulte de nombreuses difficultés administratives pour toutes les personnes concernées. Dans ces conditions il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les textes d'application soient publiés sans retard et que l'entrée en vigueur de la loi précitée du 5 juillet 1972 permette de régulariser la situation administrative et pécuniaire de nombreux fonctionnaires concernés.

Réponse. — Les décrets d'application de la loi n° 72-594 du 5 juillet 1972 ont été publiés au *Journal officiel* du 1er mars 1973 sous les numéros 73-203 et 73-204 en date du 28 février 1973. Par ailleurs, l'arrêté relatif aux examens médicaux en vue de l'octroi et du renouvellement des congés de longue maladie du 19 juillet 1973 a été publié au *Journal officiel* du 26 juillet 1973. Les services de la fonction publique ont pu déjà donner de nombreux éléments d'information aux administrations qui rencontraient des difficultés pour appliquer ces textes. Une circulaire relative aux modalités d'application de la réforme sera publiée très prochainement qui reprendra ces éléments et tiendra compte des problèmes de gestion qui n'ont pu se révéler qu'après la parution des textes réglementaires. Cette circulaire ne conditionne donc nullement la mise en vigueur de la réforme qui est déjà intégralement applicable à compter du 10 juillet 1972.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Education physique et sportive (C. E. S. : classes de type III et pratique).

421. — 26 avril 1973. — **M. Naveau** demande à **M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs)** s'il peut lui indiquer quand il envisage de faire assurer l'éducation physique et sportive à tous les élèves des C. E. S. donc également à ceux des classes de type III et pratique.

Réponse. — Actuellement les sections III et pratiques des établissements scolaires de premier cycle sont encadrés par des instituteurs conformément aux instructions du ministère de l'éducation nationale qui, lors de la création de ces sections, avait estimé souhaitable de ne pas déroger au principe de l'unicité du maître. En conséquence, les enseignants spécialisés d'éducation physique et sportive, professeurs ou maîtres, affectés dans les C. E. S. ou C. E. G. ne dispensent leur enseignement qu'aux élèves des sections I et II. A l'expérience, il est apparu aux services de l'éducation nationale que pour un certain nombre de disciplines, dont l'éducation physique et sportive, les élèves des sections III et pratiques tireraient avantage à être enseignés comme leurs camarades des autres sections, c'est-à-dire, par des enseignants spécialisés. Le secrétaire d'Etat, auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs estime lui aussi qu'il convient d'assurer à tous les élèves des établissements de premier cycle du second degré un enseignement de trois heures d'E. P. S. par des enseignants spécialisés : professeurs ou maîtres d'E. P. S. et P. E. G. C. bivalents dont une vatence est l'E. P. S. Mais ce n'est que par étape que l'objectif souhaité par l'honorable parlementaire pourra être atteint, en fonction du nombre de postes d'enseignants d'E. P. S. ouverts chaque année au budget du secrétariat d'Etat, auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs. Dans l'immédiat, les élèves des sections III et pratiques continueront donc à être encadrés par leurs instituteurs.

Education physique et sportive (création de postes d'enseignants).

781. — 3 mai 1973. — **M. Hage** attire l'attention de **M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs)** sur la diminution prévisible des horaires d'éducation physique et sportive dans les établissements du second degré à la rentrée scolaire prochaine. En effet, alors que l'effectif des élèves de ces établissements augmentera de 125.000, il n'est prévu que l'implantation de trois cents postes nouveaux pour ce secteur. Il lui demande s'il envisage de créer les postes nécessaires afin d'empêcher cette régression et d'atteindre dans les meilleurs délais l'application des cinq heures réglementaires pour tous les lycées. (Question orale du 3 mai 1973, renvoyée au rôle des questions écrites le 13 juin 1973.)

Réponse. — Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, se doit de rectifier les chiffres avancés par l'honorable parlementaire. Ce n'est pas 300 postes nouveaux qui sont créés dès cette rentrée, mais 563, dont 410 dans les établissements du second degré et 153 dans les centres d'animation sportive qui dispensent en priorité, comme on le sait, un enseignement sportif dans le cadre des horaires obligatoires du second degré. Cette présentation, d'ailleurs, pour être complète, devrait prendre en compte les 500 postes d'enseignants relevant du budget 1973 et qui ont été ouverts par anticipation à la rentrée 1972. Quoi qu'il en soit, l'accroissement des moyens d'enseignement à la rentrée scolaire 1973 seront les suivants : *a*) les 410 postes des établissements, à raison d'un horaire moyen de dix-sept heures trente, permettront d'assurer 7.175 heures nouvelles ; *b*) les trois heures supplémentaires d'E.P.S. effectuées dans le cadre de la réforme de l'A.S.S.U. par environ 10 p. 100 des enseignants, 4.650 heures ; *c*) l'activité des C.A.S. en sport optionnel, 4.050 heures, soit au total environ 15.875 heures d'enseignement supplémentaire ; soit encore un accroissement de 6,3 p. 100, chiffre qui est à comparer à l'accroissement de la population scolaire qui est de 3,8 p. 100. On le voit donc, il n'y a pas à cette rentrée diminution, mais légère augmentation de la durée hebdomadaire moyenne d'enseignement.

Education physique (développement de la pratique).

1388. — 18 mai 1973. — **M. Ducoloné** attire l'attention de **M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs)** sur les carences persistantes de l'éducation physique et sportive à l'école. Une enquête réalisée par le quotidien sportif *L'Equipe* a révélé que 94 p. 100 des Français considèrent la pratique sportive comme indispensable. En effet, il faut constater, alors que notre pays a les moyens de répondre pratiquement aux besoins grandissants de l'enfance, de la jeunesse et de tous les Français en matière d'éducation physique, de sports et d'activités culturelles variées : 1° que des millions d'élèves ne reçoivent au mieux, à l'école ou au lycée, que la moitié de l'horaire réglementaire de l'éducation physique et, le plus souvent, dans de mauvaises conditions matérielles ; 2° que des millions de jeunes et de Français ne trouvent pas la possibilité d'une pratique sportive régulière par manque de moyens, les collectivités et les clubs ne recevant de l'Etat qu'une aide dérisoire ; 3° que des millions de jeunes n'ont pas accès aux activités socio-éducatives et culturelles diversifiées à cause du nombre très faible de maisons de jeunes, de foyers et de l'insuffisance de subventions accordées aux associations de jeunesse et d'éducation permanente. En conséquence, il lui demande : 1° comme l'ont déjà fait les vingt-cinq organisations signataires de l'appel national pour l'augmentation du budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs, quelle mesure il compte prendre pour que les crédits nécessaires à une pratique véritable de l'éducation physique et sportive, de la maternelle à l'université, soient inscrits au budget de 1974 ; 2° s'il n'entend pas rattacher l'éducation physique et sportive et ses enseignants au ministère de l'éducation nationale.

Réponse. — Au cours de la discussion à l'Assemblée nationale du budget de 1974 de son département ministériel, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs apportera une réponse précise à la première question qui lui est posée par l'honorable parlementaire, mais il peut déjà lui donner l'assurance que les crédits qui seront inscrits à ce budget lui permettront de poursuivre le développement de la pratique de l'éducation physique et sportive dans les différents enseignements. Par ailleurs, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, ne pense pas que le rattachement des personnels enseignants d'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale soit souhaitable. Le sport constitue, en effet, un ensemble dont les deux composantes principales sont sans doute le sport à l'école mais aussi le sport extra-scolaire. La plupart des enseignants d'E.P.S. se consacrent tant à l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans les établissements scolaires qu'à l'animation du sport extra-scolaire. Les méthodes employées y sont d'ailleurs identiques. Une séparation de ces deux secteurs ne pourrait que contrarier une véritable promotion du sport pour toute la jeunesse de France.

AFFAIRES CULTURELLES

Comités régionaux des affaires culturelles (représentation des élus locaux au sein de ces comités).

3972. — 4 août 1973. — **Mme Constans** attire l'attention de **M. le ministre des affaires culturelles** sur sa lettre du 23 février 1973 aux préfets de région rappelant les circulaires du 23 février 1963 et 23 mars 1964, à propos de la composition des comités régionaux des affaires culturelles destinés « à préserver l'unité de conception au niveau régional de l'action culturelle ainsi qu'une participation plus étendue et plus complète de toutes les composantes de la vie culturelle régionale ». Les nouveaux comités sont constitués par une vingtaine de membres dont la compétence est indéniable mais ils ne comportent aucun représentant des collectivités locales et départementales alors que celles-ci sont appelées à participer par voies de subvention à la plupart des actions culturelles entreprises. Elle lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'obvier à cette lacune en suscitant la désignation au sein de chaque comité régional des affaires culturelles de représentants élus des communes et départements de la région considérée.

Réponse. — Afin d'associer aux travaux des comités régionaux des affaires culturelles, créés en 1963, les représentants de toutes les activités culturelles régionales, une circulaire du 23 février 1973 (complétée par des instructions du 30 juillet 1973) adressée aux préfets de région et des départements a étendu la mission de ces organismes et élargi leur composition. Ces comités désormais composés suivant l'importance des régions de vingt-quatre à trente-trois membres comprennent : des membres de droit : le préfet de région président, les préfets de départements et les fonctionnaires régionaux du ministère des affaires culturelles ; des membres désignés parmi les chefs d'établissements, relevant du ministère des affaires culturelles dans la région ; des personnalités nommées en raison de leur compétence. Les membres des deux derniers groupes sont désignés par le préfet de région, après agrément du ministère. Peuvent être nommés, au titre du troisième groupe, des représentants des collectivités locales et départementales. C'est d'ailleurs ce qui a été fait pour la plupart des comités régionaux des affaires culturelles actuellement constitués ou en cours de constitution.

Exposition (André Malraux : à Saint-Paul-de-Vence).

4356. — 1er septembre 1973. — **M. Pierre Bas** attire l'attention de **M. le ministre des affaires culturelles** sur l'extrême intérêt d'une exposition telle que celle placée sous le nom d'André Malraux à la fondation Maeght, à Saint-Paul-de-Vence ; les œuvres des civilisations, rapprochées dans une confrontation parfois pathétique, malgré quelques concessions au snobisme et à l'éphémère mode du jour, quel effort pour la formation de l'homme, comme la Ve République veut l'assumer ! Il est dommage qu'un détail matériel gâche ce dessein ; les visiteurs, après avoir versé 10 francs d'entrée, ont le choix entre l'achat d'un catalogue à 58 francs ou l'ignorance de ce qui est exposé. Chaque œuvre porte un numéro. Le titre de l'œuvre correspondant à ce numéro figure sur une liste affichée à l'entrée de la salle. On juge de l'agrément de ce procédé. De surcroît cette liste est d'un laconisme ésotérique. D'où vient un masque Backam ? Un masque Songye ? Un masque Kuselé ? Ne peut-on donner deux mots français indiquant qui est le Bodhisattva avalokristesvara (Lajutgiri) ? Bref, pourrait-on traiter les Français et les étrangers, en ce qu'ils sont le plus souvent : des hommes et des femmes de bonne volonté, qui voudraient accéder à la culture ou qui voudraient approfondir la leur. Trop d'expositions, et même certains musées, souffrent de ne pas le comprendre, ou de vouloir vendre de force des productions. Dans la mesure où en définitive c'est l'Etat, avec l'argent de ces honnêtes et modestes contribuables, qui finance tout ou partie de ces expositions et de ces musées, il conviendrait qu'il mette bon ordre à ce petit abus.

Réponse. — L'intérêt de l'exposition placée sous le nom d'André Malraux, à Saint-Paul-de-Vence, n'a pas échappé au ministère des affaires culturelles qui a accordé à la fondation Maeght, pour la durée de l'exposition, le prêt d'œuvres d'art des collections des musées nationaux. Toutefois la fondation Maeght a conservé, en tant qu'institution privée et autonome, l'entière responsabilité de l'exposition André Malraux, pour laquelle elle n'a reçu ni assistance en personnel ni subvention de ce ministère. En ce qui concerne les expositions dont l'organisation incombe au ministère des affaires culturelles les préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire sont partagées par les services responsables (et en premier lieu, la direction des musées de France) qui s'efforcent de présenter les œuvres d'art avec un maximum d'explications claires qui facilitent l'information et la compréhension du public le plus large. Pour toutes les expositions, qu'il s'agisse d'art ancien, classique ou contemporain, les titres des œuvres figurent en bonne place, accompagnés des indications indispensables. Dans la plupart des lieux d'exposition (Grand-Palais, Orangerie, Centre national d'art contemporain, Archives nationales, Caisse nationale des monuments historiques) des présentations audio-visuelles (films, diapositives) complètent l'information du visiteur. Un *Petit Journal des grandes expositions*, que le visiteur peut acquérir pour la somme modique de 1 franc, est édité par la Réunion des musées nationaux. Lorsque le caractère particulier ou l'ampleur d'une exposition motivent la publication d'un catalogue dont le prix de revient est fonction du nombre élevé de reproductions et de l'importance des textes (tel fut le cas, par exemple, de l'exposition consacrée à l'Ecole de Fontainebleau) un guide du visiteur, vendu à un prix modeste, ainsi qu'un numéro spécial du *Petit Journal des grandes expositions* sont proposés parallèlement au catalogue scientifique. De tels efforts témoignent que, loin de chercher « à vendre de force des productions », le ministère des affaires culturelles entend rester fidèle à la mission qu'avait à sa création formulée André Malraux : « rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français... ». Les reproches exprimés ne visent donc que des expositions privées dont l'organisation échappe à la responsabilité directe de l'Etat.

ARMEES

Droit international (arraisonnement par la marine nationale d'un navire au large de l'atoll de Mururoa et dans les eaux internationales).

3790. — 28 juillet 1973. — **M. Sauzedde** indique à **M. le ministre des armées** que, selon des informations diffusées par la presse du 18 juillet 1973, la marine nationale aurait arraisonné, au large de

l'atoll de Mururoa et dans les eaux internationales, un navire transportant un groupe de personnes opposées aux expériences atomiques. Il lui demande : 1° si cette information est bien exacte et si ce navire a bien été arraisonné en dehors des eaux territoriales françaises ; 2° dans l'affirmative, en vertu de quelle convention internationale, approuvée par l'ensemble des nations, la marine nationale a-t-elle pu faire obstacle à la libre navigation dans les eaux internationales au large des côtes d'un territoire français ; 3° dans le cas où aucune convention n'aurait autorisé la marine nationale à procéder de la sorte, quelles mesures ont été prises contre les responsables, au niveau de la décision, de cet acte qui paraît assimilable à une action de « piraterie » en mer ; 4° quelle serait la réaction de la France si un Etat charge ses bateaux militaires d'arraisonner dans les eaux territoriales, en n'importe quel point du globe, les navires civils français, et notamment ceux de la flotte marchande navigant sous pavillon français ?

Réponse. — Les mesures relevées par l'honorable parlementaire, prises en application du décret n° 73-618 du 4 juillet 1973 créant une zone de sécurité en Polynésie française et de l'arrêté de même date suspendant temporairement la navigation maritime dans ladite zone, (*Journal officiel* du 8 juillet 1973), étaient nécessaires pour assurer la sécurité des navires contrevenants et de leurs équipages, comme l'arrêté précité en faisait obligation à l'autorité maritime responsable. Des dispositions de même nature ont d'ailleurs été prises par d'autres Etats (cf. par exemple la loi australienne du 10 juin 1952 prévoyant des mesures de protection pour des opérations spéciales de défense). Il est signalé à l'honorable parlementaire que l'arrêté du 4 juillet 1973 précité a cessé d'avoir effet le 15 septembre (arrêté du 11 septembre 1973, *Journal officiel* du 14 septembre).

Arsenaux (travailleurs de l'arsenal de Cherbourg : discrimination).

4039. — 11 août 1973. — **M. Darinot** appelle l'attention de **M. le ministre des armées** sur les discriminations inadmissibles entre les travailleurs de l'arsenal de Cherbourg. En effet, l'accès aux zones dites « réservées » n'est autorisé qu'à des travailleurs ayant fait l'objet d'une enquête de police très poussée et qui, seule, détermine leur emploi dans ce secteur. Ainsi, les militants syndicaux et politiques dont les opinions sont supposées être de gauche se voient systématiquement refuser le droit à l'embauche dans certains chantiers importants où les techniques sont très poussées et dont le niveau professionnel est très intéressant pour le déroulement de la carrière de ces travailleurs. En conséquence, il lui demande : 1° quels sont exactement les critères à partir desquels cette police (sécurité navale) détermine l'embauche des travailleurs dans les zones « réservées » ; 2° s'il n'estime pas contraire aux droits fondamentaux des travailleurs le fait de soumettre leur embauche à une enquête de police plutôt qu'à des critères professionnels.

Réponse. — Par l'adoption de la loi n° 72-594 du 5 juillet 1972, insérant un article 418-1 dans le code pénal, le législateur a montré sa volonté d'assurer la protection des installations, du matériel ou du secret des recherches, études ou fabrications à l'intérieur de certaines zones délimitées dans les services, établissements ou entreprises, publics ou privés, intéressant la défense nationale. L'autorisation de pénétrer dans ces zones protégées fait l'objet de l'article 4 du décret n° 73-389 du 27 mars 1973, pris en application de la loi précitée et publié au *Journal officiel* du 4 avril 1973, page 3774. Ces autorisations ne sauraient être accordées en tenant compte de seuls critères professionnels, sans prendre en considération les valeurs morales et notamment les garanties de discrétion que peuvent présenter les intéressés. Cependant les refus d'habilitation qui se traduisent par le refus d'accès aux zones protégées n'ont pas un caractère discriminatoire et systématique à l'égard des catégories de personnels citées par l'honorable parlementaire. Le nombre des habilitations décernées est très élevé et se situe actuellement au niveau de 2.370 pour le personnel de l'arsenal et de 1.520 pour le personnel « industrie ».

Gendarmes (sévices subis par des journalistes à Besançon).

4192. — 25 août 1973. — **M. Le Foll** s'étonne auprès de **M. le ministre des armées** du communiqué publié par ses soins démentant les témoignages de trois journalistes qui s'étaient élevés contre les sévices qu'ils avaient subi après leur interpellation aux abords de l'usine Lip, à Besançon, le 18 août dernier. Il avait cru comprendre, en raison des excuses apportées par le préfet du Doubs au directeur de l'agence France Presse que les autorités départementales regrettaient ces excès et par conséquent en reconnaissaient l'existence. Il lui demande donc s'il ne lui paraît pas plus opportun de s'employer à empêcher la répétition de telles méthodes, qui bien que de plus en plus systématiques, continuent de scandaliser l'ensemble de l'opinion, que de faire des déclarations impudentes démenties par des témoignages irrécusables.

Réponse. — Deux des trois journalistes, dont fait état l'honorable parlementaire dans la présente question, ayant porté plainte, il n'appartient plus au ministre des armées de s'immiscer dans cette affaire placée désormais entre les mains des autorités judiciaires. Il n'en demeure pas moins, comme le précise d'ailleurs le communiqué incriminé, que si l'enquête montre que des irrégularités ont été commises des sanctions seront prises contre leurs auteurs comme il a toujours été de règle dans la gendarmerie.

Accident de la circulation (camions militaires, mesures prises pour sanctionner les responsables).

4333. — 1er septembre 1973. — **M. Mesmin** demande à **M. le ministre des armées** dans quelles circonstances a eu lieu l'accident du mardi 14 août 1973, au cours duquel un camion militaire, appartenant au 120e régiment du train de Fontainebleau, s'est renversé sur la route départementale 301, près de la Croix-Franchard. Il lui demande en particulier s'il est exact, comme le rapportent certains journaux, que cet accident, qui a coûté la vie à deux soldats, s'explique par la vitesse excessive du convoi, et par l'insuffisante formation du conducteur de ce camion, soldat de 2e classe. Il lui demande quelles mesures ont été prises pour sanctionner les responsables de cet accident, et pour éviter que de tels faits se renouvellent.

Réponse. — Il est porté à la connaissance de l'honorable parlementaire que l'accident mortel de la circulation, survenu le 14 août 1973, à un camion du 120e régiment du train, à Fontainebleau, est imputable à une faute de conduite du chauffeur. Ce dernier était titulaire de la qualification requise et avait jusqu'alors donné entière satisfaction dans ses fonctions. Une information a été ouverte devant la juridiction militaire.

Armées (retrait du détachement d'instruction du bataillon de chasseurs alpins en garnison à Lantosque).

4371. — 1er septembre 1973. — **M. Aubert** appelle l'attention de **M. le ministre des armées** sur les graves inconvénients résultant de la décision dont il vient de l'informer du retrait du détachement d'instruction du 22e bataillon de chasseurs alpins en garnison à Lantosque. Il lui rappelle qu'il était intervenu au moment du départ de la compagnie des transmissions qui était stationnée dans cette commune pour que les casernements de Lantosque ne soient pas abandonnés et c'est avec une grande satisfaction que la population de ce village, ainsi d'ailleurs que de toute la vallée de la Vésubie, avait appris la mise en place du détachement d'instruction du 22e bataillon de chasseurs alpins. Sans méconnaître les raisons qui ont motivé cette décision : gestion rationnelle et rigoureuse des effectifs de l'armée et réduction des charges du 22e bataillon de chasseurs alpins par concentration de son implantation, il se demande si ces avantages ne risquent pas d'être contrebalancés par de sérieux inconvénients. Lantosque, situé au cœur de la vallée de la Vésubie, constituait incontestablement un lieu de stationnement de choix pour l'instruction des chasseurs alpins nouvellement incorporés ; mais, plus encore, ces mesures de concentration dans les grandes agglomérations, si elles sont généralisées, risquent de contribuer à isoler l'armée de la population et à diminuer chez celle-ci, par l'absence de tout contact, l'attachement qu'elle lui porte. La vallée de la Vésubie a connu de tous les temps la présence des chasseurs alpins et sa population en était fière. Elle voit partir le dernier détachement avec regret mais aussi avec inquiétude. Car la présence des militaires dans cette région de montagne où l'exode des jeunes se fait lourdement sentir en attendant que les mesures de rénovation prennent leur effet, apportait l'animation et des ressources non négligeables pour les collectivités locales et les habitants. Il lui demande donc instamment s'il ne serait pas possible de revenir sur cette décision et, dans le cas où elle serait irréversible, d'envisager la cession ou la location rapide à la commune de Lantosque des casernements en vue d'une utilisation à des fins sociales susceptibles de compenser rapidement le vide créé par le départ des chasseurs alpins et leur non-remplacement par un autre détachement militaire.

Réponse. — Il ne peut être envisagé de revenir sur la décision de supprimer le groupement d'instruction stationné à Lantosque. En effet, celle-ci est liée aux impératifs de réduction des effectifs d'encadrement et se justifie par la nécessité d'améliorer le fonction-

nement du 22e bataillon de chasseurs alpins en diminuant ses charges et la dispersion de son implantation. Par contre et compte tenu des propositions formulées par l'honorable parlementaire, le ministre des armées, en attendant de pouvoir se prononcer ultérieurement sur une cession éventuelle des casernements inoccupés, est tout disposé, dans un premier temps, à étudier les conditions d'une location à titre précaire et révocable de ces casernements, si la municipalité de Lantosque en exprime le désir.

Service national (exemption des pères de deux enfants).

4553. — 15 septembre 1973. — **M. Naveau** demande à **M. le ministre des armées** s'il trouve normal qu'un jeune père de famille de deux enfants ne puisse être exempté du service national parce que son père dispose d'une situation aisée et s'il ne juge pas nécessaire de prendre des dispositions pour exempter d'une façon générale tous les pères de deux enfants sans distinction.

Réponse. — En vertu de l'article L. 32 du code du service national, la dispense des obligations du service national actif est accordée aux jeunes gens classés « soutien de famille », notamment parce qu'ils ont la charge effective d'une ou plusieurs personnes qui ne disposeraient plus de ressources suffisantes si ces jeunes gens étaient incorporés. La commission régionale prend donc sa décision en tenant compte de deux critères : la situation familiale des jeunes gens et le montant des ressources dont dispose la famille. Les articles R. 56 et R. 57 du code définissent les diverses catégories auxquelles s'applique la qualité de soutien de famille et la procédure permettant de l'établir. Le seul fait d'être père de famille n'entraine pas automatiquement la dispense du service national actif. En effet les pères de famille, classés dans la catégorie 1 (enfants à charge à condition qu'ils soient nés et vivants), sont répartis en deux sous-catégories *a* et *b* en fonction du montant des ressources familiales ; ils sont dispensés des obligations du service national actif, en vertu du décret n° 73-110 du 20 janvier 1973, s'ils sont classés en sous-catégorie *a*, au même titre que tous les candidats à la dispense. En outre, l'article R. 58 (2e alinéa) du code dispose que « la dispense ne peut être accordée lorsqu'il ressort de renseignements portant notamment sur le patrimoine et le train de vie du jeune homme et de sa famille que, malgré l'incorporation de celui-ci, l'entretien des personnes dont il a la charge continuera à être suffisamment assuré ». Cette dernière disposition traduit la volonté du législateur de tenir compte de l'ensemble des ressources de la famille pour l'attribution de la dispense. Dans ces conditions, et compte tenu des dispositions législatives actuelles du code du service national, il paraît normal qu'un jeune père de famille de deux enfants ne soit pas dispensé des obligations du service national actif dès lors que ses parents peuvent subvenir aux besoins de son foyer. Par ailleurs, il convient de tenir compte du fait que les jeunes gens mariés et pères de deux enfants ont, en général, bénéficié d'un report d'incorporation ou d'un sursis pour études. Une exemption systématique des pères de deux enfants, comme le suggère l'honorable parlementaire, aboutirait donc à un cumul d'avantages : 1° report d'incorporation ou sursis pour études ; 2° exemption en fin de report ou de sursis, cumul de nature à rompre l'égalité entre les citoyens face aux obligations du service national. La situation des pères de deux enfants doit donc être examinée cas par cas afin de ne tenir compte que des véritables cas sociaux. Enfin, tous les pères de deux enfants bénéficient d'une affectation rapprochée.

Forces françaises en Allemagne (indemnité d'expatriation).

4632. — 22 septembre 1973. — **M. Pierre Weber** demande à **M. le ministre des armées** s'il ne lui paraît pas nécessaire de prendre toutes dispositions utiles pour que soit enfin rapidement réglé le problème de l'indemnité d'expatriation due aux militaires en service aux F. F. A. entre le 8 mai 1956 et le 9 octobre 1963.

Réponse. — La question évoquée par l'honorable parlementaire est née d'une décision du Conseil d'Etat du 18 mars 1960 annulant pour vice de forme, parce qu'ils n'avaient pas été publiés, trois décrets du 1er juin 1956 fixant le nouveau régime de rémunération des personnels militaires et civils en Allemagne à la suite de l'entrée en vigueur des accords de Paris et dont l'un remplaçait l'indemnité d'expatriation à la charge du budget allemand par une indemnité de séjour, moins élevée, à la charge du budget français. Ce n'est qu'en 1969 que les personnels militaires ayant séjourné en Allemagne du 8 mai 1956 au 10 octobre 1963, déposèrent des demandes de paiement de l'indemnité d'expatriation. L'administration, comme elle se trouvait dans l'obligation de le faire, opposa, par la suite, les règles de la déchéance quadriennale à toutes les demandes de rappel, quels qu'en soient les auteurs, et le Conseil d'Etat dans des arrêts récents (25 mai 1970, sieur Fichant, 20 janvier 1971, sieur Bordes, 12 avril 1972, sieur Benasse) a confirmé la régularité des mesures prises. La position de l'administration dans cette affaire a donc été conforme, tant aux jugements intervenus et notamment aux arrêts du Conseil d'Etat, qu'aux textes en vigueur. Il ne peut donc être envisagé de rouvrir ce dossier.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Mines et carrières de fer (décrets fixant le tarif de la redevance fixe des mines).

3663. — 28 juillet 1973. — Le dernier alinéa de l'article 30 bis du décret n° 56-838 du 16 août 1956 dit code minier, modifié par la loi n° 56-1327 du 29 décembre 1956, stipule que : « Des décrets en Conseil d'Etat... fixeront le tarif de la redevance fixe des mines et préciseront les conditions de l'exonération prévue à l'alinéa précédent ». **M. Barthe** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si des décrets concernant l'exploitation des mines de fer ont été pris en application du texte précité et, le cas échéant, à quelles dates ils ont été publiés au *Journal officiel*.

Réponse. — Les dispositions relatives à la redevance fixe des mines due à l'Etat par les concessionnaires de mines de fer figurent maintenant dans le code général des impôts. En premier lieu, l'article 234 du livre Ier, première partie, reprend les dispositions de l'article 30 bis cité par l'honorable parlementaire. En second lieu, à l'annexe II au code général des impôts, livre Ier, titre Ier, l'article 152 fixe le montant de cette redevance à 0,45 franc pour les mines de fer. Les articles 155 et 156 déterminent les conditions dans lesquelles l'exonération de cette taxe peut être accordée : « Art. 155 : Le concessionnaire ou titulaire de permis d'exploitation est totalement exonéré de la redevance fixe des mines pour ceux de ses titres qui font l'objet de travaux de recherches ou d'exploitation. Sont considérés comme faisant l'objet de travaux de recherches ou d'exploitation les titres miniers pour lesquels les sommes, déclarées par application de l'article 154 et relatives aux travaux effectués dans l'année précédant l'année d'imposition, dépassent deux cents fois le taux de redevance à l'hectare résultant de l'article 152 » ; « Art. 156 : les sommes déclarées pour les titres ne remplissant pas les conditions fixées à l'article 155 et l'excédent par rapport au minimum retenu pour l'exonération totale des sommes déclarées pour les titres remplissant ces conditions sont totalisés. Le quotient de ce total par 200 fois la superficie totalisée des titres ne remplissant pas les conditions de l'article 155 définit l'exonération partielle ou totale par hectare applicable à ces derniers. Le chiffre exprimant ce quotient est arrondi à la dizaine de centimes la plus voisine, toute fraction de dizaine égale ou inférieure à 0,05 franc étant négligée ».

Mineurs (gestion du risque accident du travail, maladie professionnelle des mines).

4112. — 11 août 1973. — **M. Delelis** appelle l'attention de **M. le ministre du développement industriel et scientifique** sur les modalités de gestion du risque temporaire d'accident du travail et maladie professionnelle des mines. Il lui fait observer qu'à l'heure actuelle et en vertu du décret n° 48-1445 du 18 septembre 1948 ce risque est géré par les exploitants miniers qui se trouvent ainsi juge et partie, de sorte que de nombreux mineurs sont lésés dans leurs droits. Aussi, les organisations syndicales des mineurs ont exprimé le souhait que la gestion de ce risque soit désormais placée sous la responsabilité des caisses de sécurité sociale minière dont les conseils d'administration sont gérés par des représentants des employeurs et des syndicats. Il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à ce souhait parfaitement justifié.

Réponse. — Lors de leur nationalisation, la plupart des Houillères, et notamment celles du Nord et du Pas-de-Calais, possédaient leurs propres équipements sanitaires avec le personnel médical et paramédical nécessaire (établissements hospitaliers, infirmeries, dispensaires, etc.), équipements qu'elles avaient créés pour répondre aux besoins des mineurs et de leurs familles ; grâce à ces équipements sanitaires, les houillères dispensaient sur place des soins aux victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Compte tenu de cette situation et peu de temps après la mise en place du régime minier de sécurité sociale, les houillères de bassin, en application des dispositions du décret n° 48-1445 du 18 septembre 1948 modifiant le paragraphe *b* de l'article 11 du décret n° 48-2769 du 27 novembre 1946 organisant la sécurité sociale dans les mines, ont été chargées d'assurer pour leur personnel la gestion des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles, pour tout ce qui concerne la période d'incapacité temporaire, les rentes d'incapacité permanente demeurant attribuées, liquidées,

servies et révisées par les organismes régionaux du régime minier, les unions régionales de sociétés de secours minières. Les équipements sanitaires et médicaux des Houillères se situent à proximité immédiate des exploitations minières, sont équipés des matériels les plus évolués et utilisent les services d'un personnel particulièrement compétent en matière de traumatologie ; de ce fait c'est avec la plus grande rapidité, facteur essentiel d'efficacité, que les accidentés du travail reçoivent immédiatement les soins nécessités par leur état, les thérapeutiques les plus modernes étant appliquées sans retard par des services médicaux spécialisés et ayant une connaissance parfaite des cas qui leur sont soumis. En outre, ce système de gestion du risque pendant la période d'incapacité temporaire permet, au sein de chaque houillère, d'établir une liaison étroite entre la médecine du travail, les services d'exploitation et de sécurité, les services chargés de la réparation et la formation professionnelle. Toute la coordination souhaitable entre la prévention, la réparation, la réadaptation fonctionnelle, la rééducation professionnelle et le reclassement se trouve ainsi assurée. Il convient de signaler en outre que les départements ministériels intéressés n'ont encore eu connaissance d'aucun fait précis pouvant laisser penser que ce système comporte des inconvénients pour les travailleurs.

Mineurs (indemnité de logement : indexation).

4285. — 1er septembre 1973. — **M. Legrand** attire l'attention de **M. le ministre du développement industriel et scientifique** sur le faible taux actuel de l'indemnité de logement prévue à l'article 23 du statut du mineur. Le montant de cette indemnité accuse un sérieux retard par rapport à l'évolution des prix des loyers. Il lui demande s'il ne juge pas nécessaire d'augmenter cette indemnité de logement au niveau d'un loyer H. L. M. et son indexation sur celui-ci.

Réponse. — Le montant de l'indemnité de logement prévue à l'article 23 du statut du mineur, est, depuis de nombreuses années, régulièrement revisé en même temps et de la même façon que les loyers réglementés, afin qu'il ne prenne pas de retard par rapport à ceux-ci. Il convient de remarquer que ce montant n'a jamais représenté qu'une participation aux frais réels de logement des bénéficiaires et qu'il en était notamment ainsi lorsque le statut du mineur a été institué. L'ensemble des problèmes relatifs à l'attribution des prestations de logement en nature ou en espèces faisant actuellement l'objet de négociations entre les organisations syndicales de mineurs, au niveau de leurs fédérations nationales, et les Charbonnages de France, le ministère du développement industriel et scientifique examinera les propositions dont il pourra être saisi à l'issue de ces négociations.

ECONOMIE ET FINANCES

Bois et forêts (mesures à prendre pour enrayer les hausses des cours des bois).

4243. — 1er septembre 1973. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** les mesures qu'il compte prendre en vue d'enrayer les hausses considérables des bois dans toutes les essences ; certaines d'entre elles ayant subi des augmentations de près de 100 p. 100 depuis le 1er janvier dernier.

Réponse. — A la suite d'une longue période de stabilité, les cours mondiaux des bois d'œuvre feuillus et résineux sont entrés, depuis le début de 1972, à l'image d'ailleurs des prix de la plupart des grands marchés de matières premières d'origine agricole, dans un cycle de hausses qui les ont portés à des niveaux encore jamais atteints. Parmi les nombreux facteurs qui ont suscité ou amplifié ce mouvement général des prix des bois d'œuvre de toutes essences, on relève principalement : l'augmentation sensible de la demande dans l'ensemble des pays à haut standard de vie consécutive au rythme d'activité accru des industries du bâtiment et de l'ameublement. En France tout particulièrement, l'expansion industrielle accélérée, le développement des structures d'accueil dans le domaine du tourisme, l'effort de promotion de la maison individuelle ont créé des besoins croissants en bâtiments industriels, commerciaux et résidentiels et assuré un large développement des emplois du bois. Sur les marchés extérieurs de production, les incidences des achats massifs de bois d'œuvre effectués en 1972 et dans le courant du premier semestre 1973 par les utilisateurs américains et japonais ont profondément perturbé les sources traditionnelles d'approvisionnement des pays de l'Europe occidentale et les producteurs nordiques, africains et asiatiques, fortement sollicités, ont pu imposer des hausses souvent très importantes ; les tendances inflationnistes nées des difficultés monétaires sur le plan international ont accentué le caractère de « valeur refuge » de la matière première dans les périodes de crise et ont incité, dans une certaine mesure, les détenteurs de ressources ligneuses à conserver leur capital forestier ; le manque d'élasticité de la production forestière, dû en partie à la pénurie de main-d'œuvre bûcheronne qualifiée ainsi qu'à l'existence de plans d'aménagement à long terme des grands massifs forestiers, ne permet pas, dans la plupart des cas, une mobilisation rapide des ressources et la mise sur les marchés de consommation des quantités de bois dont les industries transformatrices ont besoin en période de tension ; enfin, alors que l'économie française prend depuis ces dernières années une position de plus en plus largement importatrice en matière de bois d'œuvre, nos propres productions — grumes et sciages de chêne et de hêtre principalement — sont activement recherchées par les industries appartenant à la Communauté économique européenne, toute possibilité de contingentement ou de restriction à l'exportation de ces produits étant exclus par les engagements pris dans le cadre du traité de Rome. A considérer certains signes, il semble cependant que pour la première fois depuis la fin de 1971, on aperçoive enfin une amorce de stabilisation, voire une légère baisse des prix de certaines essences et catégories de bois d'œuvre résineux et feuillus et, en tout cas, un net infléchissement de la pente des hausses des cours de la plupart des bois d'œuvre sur les marchés extérieurs. Très attentif à cette évolution, le Gouvernement veillera à ce que, conformément aux dispositions des accords de programmation conclus dans les différentes branches du bois, les diminutions qui pourraient être enregistrées sur les coûts d'approvisionnement des grumes et sciages importés ou indigènes, soient effectivement répercutées dans les prix de vente des produits des industries de transformation du bois. S'il est donc permis d'envisager que les marchés des bois d'œuvre de qualité courante parviendront à un meilleur équilibre dans le courant de 1974, il est toutefois à craindre que le problème des prix des bois de haute qualité continue à se poser avec acuité dans les années qui viennent en raison d'une incidence progressivement plus marquée du facteur rareté.

EDUCATION NATIONALE

Programmes scolaires (travaux dirigés : dédoublement des classes dans les C. E. S.).

2683. — 22 juin 1973. — **M. Juquin** signale à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'il arrive fréquemment que, dans les C. E. S., les circulaires prévoyant le dédoublement des classes pour les travaux dirigés ne soient pas appliquées. Cette pratique compromet l'efficacité de l'enseignement et contribue à aggraver les retards et les échecs scolaires. Il lui demande s'il est exact que des instructions confidentielles, destinées à assurer des économies budgétaires, autorisent l'administration à ne pas effectuer les dédoublements. Il lui demande aussi quelles mesures il compte prendre pour annuler ces instructions et pour faire en sorte que les travaux dirigés ne regroupent en aucun cas plus de quatorze élèves.

Réponse. — Des instructions ont été données aux recteurs afin qu'ils recherchent l'utilisation optimale des moyens mis à leur disposition ; le barème qui leur a été proposé à cette occasion prévoit la répartition des élèves en divisions dédoublables et non dédoublables, dans les sections de premier cycle, de telle sorte que le coût en heures d'enseignement soit le plus faible possible. La mesure ne vise donc, en aucune façon, à interdire les dédoublements, mais uniquement à réglementer l'organisation du service dans le cadre d'une saine gestion des moyens budgétaires, votés par le Parlement ; en permettant une meilleure utilisation des emplois, elle sert l'intérêt même du service de l'enseignement. Il est rappelé que le seuil de dédoublement des divisions de premier cycle est fixé à vingt-quatre élèves et non à quatorze. La limitation des groupes de travail à quatorze élèves est un objectif qui ne peut être envisagé en l'état actuel, car il exigerait des moyens très importants. Mais il faut noter que les divisions comptant entre vingt-cinq et trente-cinq élèves, qui représentent environ 66 p. 100 des divisions ouvertes, sont dédoublées en groupes de travail comptant de douze à dix-huit élèves suivant leur effectif.

Mariniers (scolarisation de leurs enfants).

2964. — 29 juin 1973. — **M. Jacques Legendre** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les problèmes que pose aux mariniers la scolarisation de leurs enfants (nombre insuffisant de classes primaires, fermeture en fin de semaine des établissements scolaires). Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — La scolarisation des enfants de mariniers est assurée par le ministère de l'éducation nationale : dans les sept écoles nationales du premier degré, dont la capacité totale d'accueil est supérieure au nombre des élèves admis ; dans les classes de passage, installées dans les bureaux d'affrètement où l'enseignement est complété par l'inscription aux cours par correspondance du centre national de télé-enseignement ; dans les classes publiques du premier degré lorsque l'hébergement des enfants a pu être assuré par des familles à terre. En ce qui concerne le second degré, des établissements (collèges d'enseignement secondaire et lycées) ont été désignés, en accord avec les académies d'implantation des écoles nationales du premier degré. Ils accueillent en internat et prennent en charge pendant les week-ends et les petites vacances les enfants de mariniers. Ainsi, ce dispositif d'accueil, et en particulier les mesures récemment prises en faveur des élèves qui fréquentent les établissements du premier cycle, doivent permettre de résoudre les problèmes les plus immédiats que pose aux mariniers la scolarisation de leurs enfants. Les efforts consentis, au cours de ces dernières années, pour améliorer les conditions d'accueil des enfants de parents non sédentaires seront poursuivis.

Coiffeurs (Manche : enseignement technique et apprentissage).

3004. — 30 juin 1973. — **M. Bizet** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'il n'existe pas, tout au moins dans le département de la Manche, de collège d'enseignement technique préparant au C.A.P. de coiffeur pour dames. Les jeunes filles qui désirent se préparer à cette profession doivent attendre l'âge de seize ans pour pouvoir commencer leur apprentissage dans un salon de coiffure. Il lui demande quelle solution il peut envisager soit pour que des sections de C.E.T. préparent à cette profession, soit pour que des dérogations soient accordées afin que l'apprentissage de ce métier puisse commencer avant la fin de l'obligation scolaire.

Réponse. — La formation professionnelle des coiffeurs a été examinée au cours du premier semestre de l'année 1973 par la commission professionnelle consultative de la coiffure. Des craintes se sont manifestées quant aux conséquences que pourrait avoir le développement dans les collèges d'enseignement technique des sections professionnelles préparant aux métiers de la coiffure, en raison des risques de chômage qui sont importants dans la profession. Le projet de carte scolaire a néanmoins été adopté sous réserve que toutes les sections assurent exclusivement la préparation au certificat d'aptitude professionnelle coiffure mixte. C'est donc en fonction de ce vœu que seront revues les prévisions et notamment l'ouverture de la division qu'il avait été envisagé d'ouvrir au collège d'enseignement technique, rue Lopinc, à Caen. La formation professionnelle des coiffeurs est normalement assurée par la voie de l'apprentissage dont la durée légale se trouve ramenée à deux ans. Toutefois, les professionnels estiment, qu'avant de participer au service de la clientèle, les apprentis doivent être préalablement préparés et acquérir un certain nombre de connaissances de base indispensables à l'exercice du métier ; ces connaissances leur seront dispensées dans les classes préparatoires à l'apprentissage où ils pourront être accueillis dès leur quatorzième année.

Enseignants (maîtres auxiliaires).

3987. — 4 août 1973. — **M. Radius** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la précarité de la situation professionnelle des maîtres auxiliaires. Etant tous titulaires de la licence, voire de la maîtrise pour certains, mais s'étant présentés jusqu'ici, sans succès, aux épreuves du concours du C.A.P.E.S., les plus favorisés d'entre eux n'ont eu d'autre ressource que de solliciter une délégation rectorale de maître auxiliaire. Ils peuvent, en assumant cette fonction, continuer de préparer le C.A.P.E.S., mais le résultat est très aléatoire en raison de l'effectif important des candidats et du nombre restreint de places offertes. Par ailleurs, l'exercice du service complet d'enseignement et les sujétions qui s'y rapportent laissent peu de temps pour une préparation sérieuse au concours et leur interdisent en pratique de fréquenter la faculté. Tout aussi restrictives sont les dispositions interdisant à un licencié d'enseignement ou à un maître auxiliaire d'entrer au centre de formation des P.E.G.C., quels que soient son ancienneté et les services rendus, ce qui ne permet pas à ces enseignants d'être titularisés dans un poste de P.E.G.C., le concours du C.A.P. C.E.G.C. étant réservé aux élèves ayant été préalablement admis aux centres de formation des professeurs d'enseignement général de collège. Il lui demande s'il n'estime pas équitable d'envisager la titularisation des maîtres auxiliaires licenciés, ayant enseigné pendant plusieurs années à la satisfaction de tous et dont beaucoup doivent laisser la place à des P.E.G.C. ayant des titres universitaires moindres et dont la formation pédagogique n'est pas forcément supérieure à la leur.

Réponse. — Le ministère de l'éducation nationale ne tient nullement à maintenir un effectif important de maîtres auxiliaires, car il est très conscient de tous les inconvénients d'une telle situation, tant pour les intéressés que pour l'enseignement. Aussi des mesures ont-elles été prises en vue d'apporter une aide efficace aux maîtres auxiliaires en fonctions, dans la préparation aux différents concours de recrutement. C'est ainsi que la circulaire n° 73-278 du 2 juillet 1973 précise que le service confié à un maître auxiliaire ne devra en aucun cas comporter d'heures supplémentaires à moins de nécessités d'ordre pédagogique qui devront rester exceptionnelles. De plus, son emploi du temps pourra être aménagé afin de permettre les déplacements à l'Université et, d'une manière générale, de façon à laisser place aux études conduisant à des carrières de l'éducation nationale. Enfin, le centre national de télé-enseignement, dont l'excellence des préparations est unanimement reconnue, reconduira, en les améliorant, les mesures d'accueil et le calendrier de certaines préparations. En ce qui concerne l'accès au corps des professeurs d'enseignement général de collèges, le décret n° 69-493 du 30 mai 1969 prévoit que le recrutement de tels professeurs s'effectue par la voie des centres de formation. Les candidats titulaires d'un diplôme supérieur au D.U.E.S. ou au D.U.E.L. ne sont pas admis dans le système d'études de ces centres parce qu'ils sont déjà trop spécialisés dans leurs études pour acquérir une maîtrise suffisamment équilibrée dans deux disciplines différentes. Toutefois, le problème de l'auxiliariat dans les collèges d'enseignement général retient toute l'attention du ministère de l'éducation nationale. Il fait actuellement l'objet d'un examen en liaison avec les organisations représentatives des personnes concernés.

Enseignement supérieur (création de l'U. E. R. Aix-Marseille-III).

4059. — 11 août 1973. — **M. Cermolacce** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la grave atteinte au développement cohérent des universités d'Aix-Marseille-I et II, et plus particulièrement de l'université de Provence, que constitue sa décision de créer une troisième université Aix-Marseille-III. Le décret n° 73-739 du 26 juillet 1973 portant création de cette université attribue en effet au seul recteur de l'académie une très large délégation de pouvoir, notamment pour déterminer le découpage des universités existantes et choisir personnellement les membres de l'assemblée consultative provisoire, ce qui motive à juste titre les inquiétudes et l'opposition des enseignants et personnels des deux autres universités. Il lui fait observer que le conseil de l'université de Provence s'est prononcé, à une très forte majorité, en fonction des observations et décisions des U. E. R. consultées, contre les diverses prises de position et motifs invoqués par les promoteurs de cette création et par cela même contre cette création. Le conseil a attiré l'attention de son département sur les conséquences qu'entraînerait la création de la troisième université dans le même temps que les « promoteurs » de ladite création ont, depuis des mois, développé dans une certaine presse leur conception d'une université « orientée vers des applications professionnelles immédiates » et a notamment souligné : le démantèlement de la recherche fondamentale dans les disciplines scientifiques ; le gaspillage de moyens de recherches et d'enseignement par suite de double emploi (une U. E. R. d'économie appliquée à Aix-Marseille-III serait envisagée alors qu'il existe une U. E. R. de sciences économiques à Aix-Marseille-II) ; des risques de conflits aigus pour la répartition des moyens (personnels, matériels, locaux) entre les universités. Si le conseil n'avait pas exclu l'éventualité de la création d'une troisième université, il avait demandé que les conditions suivantes soient respectées : étude approfondie des modalités et moyens aboutissant à un accord des universités existantes ; pas de contrainte sur les U. E. R. ou les personnes qui voudraient rester dans les universités actuelles. Toutefois, le conseil avait également estimé que cette création était actuellement prématurée, étant donné que les universités, après une longue période de mise en place de leurs différents organismes, peuvent publier un bilan extrêmement satisfaisant de leurs actions et se trouvent à même d'aborder les questions vitales pour leur avenir, à savoir : la définition de l'organisation des nouveaux enseignements du premier cycle ; la création de maîtrises de sciences et de techniques ; le développement de la formation continue, ce qui ne peut se concevoir que par la poursuite d'une collaboration fructueuse des deux universités. Il souligne que le

libellé de l'article 2 du décret précité, du fait qu'il délègue au recteur le pouvoir de désigner les membres de l'assemblée consultative provisoire de l'université III, justifie les observations du bureau de l'université de Provence, « ceci alors que les instances élues de ladite université ont fait connaître leur opposition au démantèlement de l'université, notamment pour les U. E. R. scientifiques », et encore « que la procédure retenue démasque le caractère fallacieux de la consultation qui a précédé », et « qu'il paraît bien que l'éclatement de l'université de Provence condamne au dépérissement l'ensemble des universités alors que les moyens de toutes sortes, crédits et postes, font cruellement défaut ». Il lui demande en conséquence, s'il n'entend pas, avant toute décision définitive, tenir compte des avis exprimés par une large majorité des U. E. R. et concrétisés par le conseil de l'université de Provence, sur les modifications éventuelles des structures des universités de l'académie d'Aix-Marseille.

Réponse. — Le redécoupage de la carte universitaire de l'académie d'Aix-Marseille a été décidé, au terme d'une longue période d'observation, lorsque le maintien du *statu quo* est apparu comme devant entraîner des difficultés autrement graves que les inconvénients momentanés résultant d'un changement devenu inévitable. Il faut en effet reconnaître que la structure même des universités d'Aix-Marseille-I et d'Aix-Marseille-II, mises en place en 1969, rendait particulièrement malaisé l'accomplissement des objectifs fondamentaux auxquels répondait la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, aménagée en certaines de ses dispositions par la loi n° 71-557 du 12 juillet 1971, en créant de nouvelles universités, à savoir : une véritable pluridisciplinarité, seule susceptible d'entraîner une modification du contenu des formations, et qui ne pouvait être attendue d'une simple juxtaposition d'U. E. R. artificiellement réunies ; une participation effective, au sein des conseils de gestion, de l'ensemble des représentants enseignants, étudiants, et personnels administratif, technique, ouvrier et de service ; enfin, corollaire obligé des deux autres objectifs, un cadre de vie qui ne soit pas trop étiré au plan géographique, ni appelé à éclater sous le poids d'une démographie excessive. A cet égard, un effectif de 12.000 à 13.000 étudiants fut considéré, tout au moins pour les universités de province, comme constituant une limite à ne pas dépasser. Or, l'existence de corporatismes anciens avait donné lieu, au moment de la définition du contenu des universités de l'académie d'Aix-Marseille, à un affrontement entre différentes tendances, et seul un compromis, difficilement obtenu et dont l'avenir devait démontrer la fragilité, permit la mise en place de deux établissements aux structures suivantes : une université d'Aix-Marseille-I accueillant 15.000 étudiants et regroupant des disciplines littéraires, situées à Aix, et des disciplines scientifiques, situées à Marseille, mais réparties entre les deux centres géographiques distincts de Saint-Charles et de Saint-Jérôme ; une université d'Aix-Marseille-II établie sur un périmètre excessif, et accueillant plus de 25.000 étudiants répartis entre des U. E. R. de médecine, de pharmacie, d'odontologie, de droit, un institut d'études politiques, et le centre scientifique et littéraire de Luminy. Très rapidement, les organes de gestion des deux universités se sont heurtés à de graves conflits lorsqu'ils ont dû exercer leurs compétences. C'est ainsi notamment que certaines U. E. R. ont reproché aux instances administratives de l'université d'Aix-Marseille-I un excès de centralisme, cependant qu'à l'université d'Aix-Marseille-II, l'U. E. R. juridique, numériquement fort importante, a fait sécession au motif que les conditions de répartition des ressources entre les différentes U. E. R. lui étaient trop défavorables. Certes, les universités de l'académie d'Aix-Marseille n'ont pas eu le monopole des tensions internes, mais nulle part ailleurs ces tensions n'ont pris le caractère passionné qu'elles ont connu au sein de ces établissements. Devant l'impossibilité manifeste d'aboutir à une stabilisation longtemps espérée, il incombait au ministre de l'éducation nationale de trancher la difficulté de manière à ce qu'une solution soit largement dégagée au moment de la prochaine rentrée universitaire. Dans ce but, le recteur de l'académie d'Aix-Marseille a été, dans un premier temps, chargé d'une mission d'information auprès des deux universités. Un consensus quasi général put alors être constaté, sinon sur un projet précis de redécoupage de la carte universitaire, tout au moins sur le principe de la création, au sein de l'académie, d'une troisième université. Consulté à son tour le 6 juillet 1973, le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche s'est prononcé en faveur de cette création. Afin de faciliter l'installation de ce nouvel établissement, nécessairement constitué à partir des deux autres, le décret n° 73-739 du 26 juillet 1973 a prévu une procédure dérogatoire, fondée sur les dispositions de l'article 4 modifié de la loi précitée, et confiant notamment au recteur de l'académie d'Aix-Marseille, déjà maître d'œuvre de l'opération, une large délégation de pouvoir en vue de la mener à son terme. C'est ainsi que le recteur d'académie a été chargé notamment « après toutes consultations utiles », d'une part, d'établir à titre temporaire la liste des U. E. R. qui composeront les trois universités de l'académie, d'autre part, de fixer la composition de l'assemblée constitutive provisoire de l'université d'Aix-Marseille-III et d'assurer la mise en place de cette assemblée. Il convenait en effet, si l'on voulait sortir des incertitudes actuelles, de désigner un responsable qui, connaissant parfaitement les données de la situation, et ouvert aux suggestions des uns et des autres, serait rapidement en mesure de préciser quels éléments des universités d'Aix-Marseille-I et d'Aix-Marseille-II devaient servir de base à la constitution de l'université d'Aix-Marseille-III. Il est clair que l'opération en cours ne doit pas s'apprécier comme un démantèlement autoritaire des établissements existants, dont le but serait la création de toutes pièces d'une troisième université, mais comme un effort pour tirer la leçon de la crise actuelle, prendre acte de certaines incompatibilités et, en conséquence, répartir les enseignements supérieurs dispensés au sein de l'académie de façon plus rationnelle et mieux équilibrée. A cet effet, la mission reclorale s'est ordonnée autour des principes suivants : assurer à chacun des trois établissements un volume démographique raisonnable ainsi qu'une certaine concentration territoriale ; leur donner un cadre pluridisciplinaire cohérent qui ne risque pas d'être soumis à la pression de forces centrifuges ; éviter, entre les trois universités, toute concurrence inutile, génératrice de doubles emplois et de gaspillage. La procédure prévue par le décret du 26 juillet 1973 précité se déroule selon le calendrier fixé. La composition des trois universités de l'académie a été arrêtée, à titre provisoire, par le recteur qui a, par ailleurs, désigné les membres de l'assemblée constitutive de l'université d'Aix-Marseille-III. Cette assemblée, qui a élu son président, doit élaborer, avant le 30 novembre 1973, les statuts de l'université, qui seront soumis à l'approbation du ministre de l'éducation nationale. Il va de soi que la mise en place d'une troisième université dans l'académie d'Aix-Marseille ne devra porter aucun préjudice à l'activité des deux autres. La répartition des moyens de fonctionnement entre les trois établissements s'effectuera par les voies légales, c'est-à-dire en fonction de leurs besoins respectifs, et selon des critères objectifs, définis après consultation du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. En ce qui concerne plus particulièrement la répartition des enseignants, chacune des trois universités sera dotée, après une analyse approfondie du contenu et du niveau des formations qu'elle sera appelée à dispenser, d'une liste d'emplois répondant à ses besoins. Les affectations interviendront sur la base des listes ainsi établies, en tenant compte des préférences de chacun, dans la mesure compatible avec l'organisation du service public.

Congés (journée de congé supplémentaire accordée conformément à l'arrêté du 18 mai 1973).

4278. — 1er septembre 1973. — **M. Darinot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'arrêté du 18 mai 1973, et notamment son article 4, qui stipule que quatre demi-journées consécutives ou séparées peuvent être accordées en supplément dans le cadre de l'année scolaire selon les modalités prévues par l'arrêté du 12 mai 1972. Il ne semble pas que les dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 de l'arrêté du 11 juillet 1959, qui prévoient que, sur demande motivée de l'administration municipale, le recteur pour les établissements du deuxième degré et l'inspecteur d'académie, pour les établissements du premier degré peuvent accorder une journée de congé supplémentaire, soient rapportées. Il lui demande : 1° quels sont les critères retenus pour que le recteur ou l'inspecteur d'académie accorde cette journée de congé sur demande de l'administration municipale ; 2° s'il est normal qu'un inspecteur d'académie réponde que, pour donner satisfaction à une telle demande de la municipalité la journée ainsi demandée sera prélevée sur le contingent des quatre demi-journées de congés supplémentaires prévus par l'arrêté du 18 mai 1973.

Réponse. — Aux termes de l'article 4 de l'arrêté du 11 juillet 1959, le recteur pour les établissements du second degré, les écoles normales et l'enseignement technique, l'inspecteur d'académie pour les établissements du premier degré, peuvent accorder à ces établissements une journée de congé sur demande motivée de l'administration municipale. Cette demande doit, pour être retenue, être fondée sur des besoins locaux, fêtes ou coutumes locales, ce caractère est le seul critère requis et doit faire l'objet d'une appréciation *stricto sensu*. L'octroi de quatre demi-journées consécutives ou non, ouvert par l'arrêté du 12 mai 1972 en son article 4, constitue un bénéfice de congés qui interviennent en supplément dans l'année scolaire. Par conséquent, il n'apparaît pas normal de prélever sur le contingent de ces congés supplémentaires la journée obtenue sur demande motivée de l'administration municipale.

INTERIEUR

Ponts (reconstruction du pont Wilson, à 94 - Villeneuve-Saint-Georges).

700. — 3 mai 1973. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation créée après le report depuis de très nombreuses années de la reconstruction du pont Wilson, à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne). Alors que le projet était

arrêté, il a été informé qu'une nouvelle étude serait prochainement entamée en fonction de réserves faites pour un aménagement d'une voie routière sur berges. Il lui demande s'il ne lui semble pas opportun d'arrêter d'urgence une position afin de reconstruire sans plus tarder ce pont où de nombreux accidents se produisent continuellement.

Réponse. — Le pont Wilson, à Villeneuve-Saint-Georges, permet au chemin départemental 38 de franchir dans cette commune le faisceau de voies ferrées de la région Sud-Est de la S. N. C. F. à proximité immédiate de la route nationale 5. En raison de l'insuffisance des caractéristiques actuelles de cet ouvrage aux besoins de la circulation, le département du Val-de-Marne a projeté la réalisation de travaux d'aménagement depuis plusieurs années. Du fait des contraintes nouvelles résultant de l'accroissement de la densité de la circulation sur le chemin départemental 38, les caractéristiques de cet ouvrage ont dû être modifiées à plusieurs reprises. Ainsi, s'est imposée la nécessité de doubler ce pont au lieu de le reconstruire sur son emplacement actuel comme l'avait prévu le projet initial afin d'assurer l'acheminement du trafic de la route nationale 5 entre Montgeron et le carrefour « Pompadour ». Toutefois, compte tenu des priorités retenues concernant les ponts de Conflans et Chennevières, le lancement des travaux d'aménagement du pont Wilson n'a pu encore intervenir.

Ordures ménagères
(construction de l'usine d'incinération du bassin de la Sambre).

3084 — 1er juillet 1973. — **M. Maton** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'urgence qui s'attache à la réalisation de l'usine d'incinération des ordures ménagères demandée par le syndicat intercommunal du bassin de la Sambre (S. I. B. S.). Il lui expose que ce projet intéresse un ensemble de communes groupant plus de 100.000 habitants où toutes les possibilités de décharges publiques sont aujourd'hui équipées et où l'ingénieur des mines et les commissions d'hygiène s'opposent à la création de tout dépôt nouveau. Il précise que le S. E. R. T. I. R. U., société qui a la charge du collectage, a fait savoir qu'elle ne pourrait plus remplir son office si une usine d'incinération n'était pas construite dans les plus brefs délais, et que les projets de cette société de recourir à des dépôts dans d'autres communes où la réglementation est moins sévère soulèvent, comme à Ferrière-la-Petite, la protestation générale et concertée des populations intéressées. Il lui rappelle que la direction départementale de l'équipement a fermement promis la réalisation de cette usine d'incinération. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre eu égard à l'urgence de la situation pour que l'usine d'incinération concernée puisse fonctionner le plus rapidement possible.

Réponse. — Cette affaire a été examinée lors de la préparation du programme 1973 d'équipement urbain des collectivités locales. Eu égard aux nombreuses priorités à satisfaire en ce domaine, il n'a pas été possible de retenir cette opération au titre du présent exercice, compte tenu notamment de la nécessité de poursuivre, en 1973, les travaux d'assainissement entrepris par le syndicat intercommunal du bassin de la Sambre. D'autre part, la libre disposition du terrain d'assiette n'est pas encore assurée. L'étude de ce dossier sera reprise lors de l'examen du programme 1974.

JUSTICE

Conseil supérieur de la magistrature
(remplacement par un conseil paritaire supérieur).

4067. — 11 août 1973. — **M. Moreilon** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur le vœu maintes fois émis par les magistrats que soit entamé le processus devant mener à l'instauration d'un nouvel organisme constitutionnel, doté de tous les pouvoirs de nomination et de discipline, à l'égard non seulement des magistrats du siège, mais aussi de ceux du parquet. Il lui demande s'il est dans les intentions du Gouvernement de présenter à l'examen et au vote du Parlement, puis du congrès, un projet de loi constitutionnel tendant à remplacer l'actuel conseil supérieur de la magistrature par un conseil paritaire supérieur qui serait administrateur et protecteur de l'ensemble du corps judiciaire et, par là-même, garant des libertés individuelles.

Réponse. — Aux termes de l'article 64 de la Constitution, le Président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire. Il est assisté, dans dans cette tâche, par le Conseil supérieur de la magistrature, qu'il préside. L'article 65 de la Constitution prévoit que le Conseil supérieur de la magistrature comprend, outre le garde des sceaux, ministre de la justice, vice-président, neuf membres désignés dans les conditions fixées par une loi organique. Ces membres sont : trois magistrats de la Cour de cassation, dont un avocat général, trois magistrats des cours et tribunaux, un conseiller d'État et deux personnalités n'appartenant pas à la magistrature. Lorsque le Conseil supérieur de la magistrature statue en matière disciplinaire, il est présidé par le premier président de la Cour de cassation. La composition et les règles de fonctionnement du conseil supérieur de la magistrature assurant l'indépendance des magistrats du siège, il n'est pas envisagé de réforme constitutionnelle ou législative de cette institution. Quant aux magistrats du parquet, ils sont, conformément à l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958, placés sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice. A l'audience, leur parole est libre. Ces dispositions n'excluent pas, bien au contraire, l'existence de garanties de carrière importantes en leur faveur. C'est ainsi que leur inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions du second groupe du second grade, ainsi qu'au tableau d'avancement pour l'accès au premier grade, est arrêtée par la commission d'avancement prévue par l'article 34 de l'ordonnance précitée du 22 décembre 1958. La composition de cette commission, qui est d'ailleurs commune aux magistrats du siège et du parquet, a été modifiée par la loi organique n° 70-642 du 17 juillet 1970. Elle comprend désormais, notamment, neuf magistrats du corps judiciaire, trois du premier grade, trois du second groupe du second grade et trois du premier groupe du second grade, choisis sur trois listes établies par le collège des magistrats dont les membres sont élus par l'ensemble du corps judiciaire, dans chaque ressort de cour d'appel. Ces magistrats participent à la composition de la commission dans les conditions suivantes : a) pour l'inscription au tableau d'avancement, les trois magistrats du premier grade et les trois du second grade du même niveau de fonctions que le magistrat intéressé ; b) pour l'inscription sur les listes d'aptitude, les trois magistrats du même niveau de fonctions que le magistrat intéressé et les trois du niveau de fonctions pour lesquelles la liste d'aptitude est établie. Il convient de souligner que sur les neuf magistrats qui font actuellement partie de la commission d'avancement, quatre appartiennent au parquet. La loi organique du 17 juillet 1970 a également modifié la composition de la commission de discipline des magistrats du parquet qui comprend désormais, à chaque niveau hiérarchique, trois magistrats de ce niveau choisis dans les mêmes conditions que leurs collègues de la commission d'avancement. Enfin, une commission spéciale a été instituée auprès de la Cour de cassation pour statuer, en cas de poursuite disciplinaire contre un magistrat du parquet, sur la question préjudicielle de faute dans l'exercice des fonctions. Cet ensemble d'institutions donne actuellement satisfaction et il n'est pas non plus envisagé d'y apporter des modifications.

Nationalité française (loi modifiant la législation sur la nationalité).

4277. — 1er septembre 1973. — **M. Labarrère** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 modifiant la législation sur la nationalité. Depuis la promulgation de ce texte, un étranger peut réclamer la nationalité française par déclaration souscrite après le mariage avec un ressortissant français, sans aucune limite dans le temps. En principe, la loi était applicable immédiatement, mais une circulaire adressée aux magistrats prévoit que des instructions complémentaires leur seront données dès la parution du décret relatif à la procédure de ces déclarations. Or ce décret n'est pas encore intervenu et les dossiers en instance s'accumulent en attendant sa parution. Cette situation est fort préjudiciable à de nombreuses personnes qui avaient l'intention de se rendre dans leur pays d'origine en étant munies de pièces d'identité attestant leur nationalité française. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le décret intervienne le plus rapidement possible.

Réponse. — Les formalités à observer et la procédure à suivre dans l'instruction des déclarations de nationalité, notamment celles qui concernent les déclarations souscrites par l'étranger qui, ayant épousé depuis l'entrée en vigueur de la loi une personne de nationalité française, désire acquérir la nationalité française de son conjoint, ont été déterminées par le décret n° 73-643 du 10 juillet 1973 (*Journal officiel* du 13 juillet 1973). Des instructions complémentaires ont été adressées aux autorités compétentes pour recevoir ces déclarations, en particulier aux juges d'instance, par circulaire du 11 juillet 1973 à laquelle étaient annexés des modèles de déclarations.

Notaires (élèves des écoles de notariat à temps partiel).

4486. — 15 septembre 1973. — **M. Max Lejeune** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les mesures qui paraissent s'imposer en faveur des élèves actuellement en cours de scolarité dans les

écoles de notariat à temps partiel, à la suite de la publication du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 prévoyant l'institution d'écoles de notariat à temps complet. Les dispositions de ce décret posent un problème pour les élèves de l'école de notariat d'Amiens et pour ceux d'autres écoles, au nombre de neuf pour l'ensemble de la France. A l'école d'Amiens, les élèves sont répartis en trois années : l'année préparatoire, la première et la deuxième année, pour lesquelles les cours ont lieu le samedi et le lundi. Cette organisation permet aux élèves de travailler comme salariés quatre jours par semaine dans une étude de notaire. La plupart de ces élèves sont de condition modeste ; certains d'entre eux sont mariés et la possibilité de percevoir des appointements constitue pour eux une nécessité vitale. Or, le décret du 5 juillet 1973 susvisé prévoit que l'institution d'écoles à temps complet est d'application immédiate. Elle doit être réalisée au 1er janvier 1974. Une telle disposition entraîne la disparition, par voie de transformation, des écoles qui fonctionnent à temps partiel. La seule disposition qui ait été prévue par ce décret, en faveur des élèves des écoles existant actuellement, figure à l'article 131, qui permet aux élèves des écoles de notariat prévues par le décret du 1er mai 1905, ayant accompli à la date d'entrée en vigueur du décret du 5 juillet 1973 au moins une année de scolarité, d'être admis en deuxième année de premier cycle dans l'école de notariat de leur choix. Une telle mesure ne sauvegarde les droits des élèves qu'en apparence puisque, pratiquement, du fait de l'obligation dans laquelle ils se trouvent de poursuivre un travail rémunéré, ils ne pourront profiter de la possibilité qui leur est ainsi offerte. En fait, les élèves sortant de l'année préparatoire, ainsi que ceux qui sortent de la première année, se trouvent privés, par l'application du décret du 5 juillet 1973, de la possibilité de poursuivre dans le cycle d'enseignement qu'ils avaient entrepris et du droit qu'ils pouvaient estimer leur être acquis de passer l'examen prévu par le décret du 1er mai 1905, qui a organisé l'enseignement dans les écoles de notariat existant actuellement. Il lui demande si, pour éviter que les élèves en cause subissent ce lourd préjudice et soient victimes de cette injustice, les écoles de notariat qui existent à l'heure actuelle ne pourraient être autorisées à continuer leur enseignement dans des conditions semblables à celles de l'année dernière, c'est-à-dire à temps partiel, pendant une année encore, pour la première année, qui recevrait les élèves sortant de l'année préparatoire 1972-1973, et pendant deux années, pour la deuxième année de préparation, afin de recevoir successivement les élèves sortant de la première année 1972-1973 puis ceux sortant de la première année 1973-1974.

Réponse. — C'est pour tenir compte de la situation exposée ci-dessus que l'article 98 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973, relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire, a institué une école nationale d'enseignement par correspondance chargée de dispenser l'enseignement de la formation professionnelle aux personnes qui ne peuvent suivre régulièrement les cours et exercices des centres de formation professionnelle et des écoles de notariat. Il appartiendra aux candidats pour être admis à suivre cet enseignement par correspondance, d'y être autorisés par l'école de notariat auprès de laquelle ils ont obtenu préalablement leur inscription.

TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION

Emploi (Société Salador à Marseille).

3525. — 21 juillet 1973. — **M. Lazzarino** expose à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** la situation suivante : la Société Salador, qui a son siège, 9, rue Sainte-Victoire, à Marseille, exploite une huilerie située 522, chemin de la Madrague-Ville, et une savonnerie sise chemin de Sainte-Marthe. Elle occupe environ 500 salariés. Une délégation de l'intersyndicale de cette entreprise m'a informé qu'il est fortement question d'une concentration dans laquelle disparaîtrait l'huilerie, et une partie importante des services administratifs de la société. Cela supprimerait l'emploi à plusieurs centaines de travailleurs dans un département où le chômage est déjà au-delà du seuil critique. Il n'est pas possible d'accepter une situation qui ne pourrait qu'aggraver encore le problème de l'emploi, déjà particulièrement ardu dans les Bouches-du-Rhône. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer la poursuite des activités de la Société Salador, à Marseille, seule solution susceptible de préserver l'emploi des centaines de salariés concernés.

Réponse. — La question écrite mettant en cause une entreprise nommément désignée, il est répondu par lettre à l'honorable parlementaire.

Travailleurs à domicile (nouvelles mesures réglementant le droit de licenciement applicables auxdits travailleurs).

4270. — 1er septembre 1973. — **M. Souzedde** demande à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** quelles mesures il compte prendre afin que les nouvelles dispositions législatives réglementant le droit de licenciement soient applicables aux travailleurs à domicile qui sont fréquemment frappés de mesures de licenciement abusif et qui se trouvent désarmés pour défendre leurs droits.

Réponse. — Aux termes de l'avant-dernier alinéa de l'article 33 du livre Ier du code du travail les travailleurs à domicile bénéficient des dispositions législatives et réglementaires applicables aux salariés. Il s'ensuit que les travailleurs à domicile répondant à la définition dudit article 33 peuvent prétendre à l'application des articles 24 *b* et suivants du livre Ier du code du travail, tels qu'ils résultent de la loi n° 73-680 du 13 juillet 1973 modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée.

Inspecteurs du travail (fourniture d'un logement pendant la durée du stage).

4366. — 1er septembre 1973. — **M. Denvers** demande à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** de lui faire savoir quelles mesures il compte prendre en faveur des inspecteurs du travail stagiaires afin de leur assurer à Paris, pendant leur année de stage, des possibilités de logement du même ordre que celles offertes aux élèves inspecteurs des douanes, des impôts ainsi qu'aux élèves commissaires de police.

Réponse. — Le ministère du travail, de l'emploi et de la population ne possède pas les installations lui permettant de mettre à la disposition des inspecteurs du travail stagiaires des chambres meublées, dans les conditions offertes par les ministères de l'économie et des finances et de l'intérieur, aux corps de stagiaires cités par l'honorable parlementaire. Le service des œuvres sociales du personnel s'efforce cependant d'apporter son aide aux inspecteurs du travail stagiaires, comme aux autres jeunes fonctionnaires originaires de province nommés à Paris, en leur procurant des chambres meublées au foyer-hôtel de la Société nationale de constructions pour le logement des travailleurs (Sonacotra), rue du Chevaleret, à Paris (13e) ou chez des particuliers. A cet effet une note largement diffusée dans les services parisiens du ministère, chaque année, invite les agents à faire connaître les chambres meublées dont eux-mêmes ou des personnes de leur entourage peuvent disposer. Cette recherche sera intensifiée par voie d'annonces dans la presse à l'occasion de la rentrée du 1er février 1974 au centre de formation des inspecteurs du travail.

QUESTIONS ECRITES

pour lesquelles les ministres demandent un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse.

(Art. 139, alinéa 3, du règlement.)

Rénovation urbaine (Châlons-sur-Marne : prise en charge du déficit de l'opération).

4467. — 15 septembre 1973. — **M. Bordu** expose à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** que, selon les propres estimations de la municipalité, la première tranche de la rénovation urbaine de la ville de Châlons-sur-Marne se solderait par un déficit de 5 millions de francs. Considérant que, dans une telle situation, il est anormal d'en faire supporter le poids aux finances locales, ce qui ne peut qu'aggraver les charges pesant sur les contribuables, il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre en charge le déficit de cette opération.

Gravier (exploitation par des entreprises étrangères dans les départements alsaciens).

4498. — 15 septembre 1973. — **M. Gissinger** appelle l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur la prolifération dans les départements alsaciens des exploitations de gravier. Sans doute est-il indispensable que les entreprises de travaux publics utilisent le gravier des régions proches du Rhin. Il est cependant anormal que ce gravier puisse en quantité considérable être utilisé par des entreprises étrangères proches de notre frontière. A titre d'exemple, on peut signaler que des entreprises suisses viennent remplir dans le département du Haut-Rhin chaque jour un millier de camions de

gravier. Il convient d'ailleurs de préciser que cette exportation de gravier sur la Suisse s'effectue sans que les entreprises suisses versent aucune taxe locale permettant en particulier l'entretien du réseau routier, lequel souffre évidemment de tels transports. L'administration allemande a adopté des mesures restrictives en ce qui concerne l'exploitation de gravier du Rhin, ce qui explique sans doute que les entreprises allemandes viennent chercher une bonne partie de leur gravier sur le territoire français. Il lui demande, compte tenu de cette situation, les mesures qu'il envisage de prendre pour assurer dans ces régions la protection de notre sous-sol.

Baux de locaux d'habitation
(logements construits grâce à des prêts du crédit foncier).

4458. — 15 septembre 1973. — **M. Ducoloné** expose à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** que l'arrêté du 26 juin 1965 pris en application de l'article 13 de la loi de finances rectificative n° 64-1278 du 23 décembre 1964 a fixé le loyer maximum de certains logements économiques et familiaux dans les zones urbaines définies par les arrêtés des 26 juin et 7 décembre 1965. Ces arrêtés ont été pris en vue de conserver le caractère social de certaines constructions ayant bénéficié du crédit foncier de France de prêts importants à taux très réduit. Ceux-ci sont volontairement ignorés des propriétaires et des sociétés immobilières, qui appliquent des loyers supérieurs de 25 à 40 p. 100 des taux fixés par la réglementation officielle. Des milliers de personnes occupant ces logements économiques et familiaux construits dans la région de Paris sont ainsi victimes d'augmentations abusives. En conséquence, il lui demande s'il peut lui faire connaître les mesures qu'il entend prendre : 1° pour que les victimes soient informées de leurs droits ; 2° pour faire respecter la réglementation et mettre fin aux agissements de ces sociétés qui réalisent d'autant plus de profits qu'une partie importante des moyens financiers nécessaires à la construction des logements a été prélevée sur des fonds de caractère public.

Parc national des Cévennes
(développement du tourisme).

4463. — 15 septembre 1973. — **M. Millet** attire l'attention de **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** sur divers interdits qui ont soulevé la réprobation de la population à la suite de la réalisation du parc national des Cévennes. Le camping notamment est interdit sur le territoire du parc. Des interdictions de ramasser des myrtilles ou de pique-niquer sur le territoire du parc, ont été signifiées à de nombreux visiteurs. De telles mesures, loin de favoriser le développement du tourisme en Cévennes risquent d'éloigner de notre région un grand nombre de personnes. D'autre part, au nom de la lutte contre la pollution, la direction du parc a baptisé les fermes existant sur son territoire « îlots de pollution inévitable ». Le maintien d'une activité agricole dans les Cévennes est pourtant une nécessité économique importante. Par ailleurs, la végétation en Cévennes est sauvegardée par le travail du paysan comme le montre malheureusement d'ailleurs la transformation rapide en surfaces impénétrables d'un nombre de zones d'où le paysan a déjà totalement disparu. Il lui demande : 1° s'il ne compte pas assouplir la législation du parc national des Cévennes afin de redonner à la montagne son aspect de loisir qu'elle a toujours eu. Rappelons que des engagements dans ce sens avaient été donnés à la population lors des pourparlers préliminaires à la création du parc ; 2° ne considère-t-il pas qu'un des buts du parc national est la connaissance et la protection de cette région naturelle et qu'en conséquence la pratique du camping qui paraît parfaitement adapté à cet objectif, est une nécessité qui doit être favorisée ; 3° si l'appellation des « îlots de pollution inévitable » laisse envisager que l'on souhaite en haut lieu la disparition de toute forme d'activités humaines dans le parc ; 4° n'y a-t-il pas lieu d'envisager des aides spécifiques aux collectivités et organisations, à caractère culturel et social, pour promouvoir une meilleurs connaissance de cette région naturelle.

Parc national des Cévennes
(réglementation du droit de chasse).

4464. — 15 septembre 1973. — **M. Millet** expose à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** qu'à la suite de la création du parc national des Cévennes, une « association cynégétique du parc national des Cévennes », dont l'adresse est B. P. n° 4 F, 48000 Florac, a été constituée. Un article du président de cette association, paru dans le *Midi libre* du 8 août 1973, précise la réglementation du droit de chasse sur le territoire du parc. Il attire l'attention de M. le ministre sur le fait que les chasseurs, propriétaires de parcelles sur le territoire du parc, ont été contraints de payer cette année une double cotisation, dont une de trente francs à l'association cynégétique, pour chasser sur leurs propres terres, ce qui porte une atteinte à leur droit de propriété. D'autre part, les membres honoraires doivent payer une cotisation de deux cents francs et ne sont admis que sur des critères particuliers. Par ailleurs, la chasse du gibier de passage n'est tolérée que deux jours par semaine, ce qui paraît aberrant, compte tenu que les oiseaux ne passent que lorsque les conditions climatiques leur sont favorables et que la protection de ce gibier se pose en tout autre terme que celle du gibier sédentaire. Il lui demande : 1° quelles sommes sont attribuées au conseil supérieur de la chasse pour le repeuplement en gibier de toutes espèces du territoire du parc ; 2° sur quels critères s'effectue le choix des membres honoraires de l'association cynégétique du parc national. La sélection opérée ne va-t-elle pas constituer un privilège dangereux pour l'avenir du parc. Des Cévenols d'origine ayant dû quitter leur région pour des raisons personnelles, et ne pouvant être membres de droit de cette association, risquent de se voir privés du droit de chasse sur le territoire de ce qui fut autrefois leur propriété familiale. Quelles mesures M. le ministre et la direction du parc comptent prendre pour rétablir les droits des intéressés ; 3° s'il n'entend pas modifier l'arrêté de limitation des jours de chasse pour le gibier de passage.

Parc national des Cévennes
(relations avec les élus des collectivités locales intéressées).

4465. — 15 septembre 1973. — **M. Millet** expose à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** que la création du parc national des Cévennes et sa mise en application soulèvent des désaccords et du mécontentement dans toute la région. Il ne semble pas, en effet, qu'elle ait bénéficié d'un apport financier important permettant de satisfaire les besoins, en particulier des collectivités locales, malgré quelques réalisations parcellaires. Il lui demande : 1° quels crédits ont été accordés aux communes de la zone du parc pour : l'apiculture ; le tourisme ; l'artisanat ; l'infrastructure routière ; la lutte contre l'incendie ; la restructuration foncière ; le repeuplement cynégétique ; le repeuplement halieutique, depuis sa création ; 2° quel est le type de relations du conseil d'administration du parc, et la fréquence de celles-ci, avec les élus (maires, conseillers généraux, parlementaires) ; 3° quelles mesures il compte prendre pour assouplir la réglementation autoritaire du parc national, améliorer la participation des élus, permettre aux habitants intéressés de faire entendre leur voix pour une orientation plus humaine du parc national des Cévennes.

Etrangers (achat de résidences secondaires par des Allemands et des Suisses dans les départements du Rhin et de la Moselle.)

4499. — 15 septembre 1973. — **M. Gissinger** appelle l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur le fait que des étrangers de plus en plus nombreux achètent comme résidences secondaires les immeubles mis en vente dans les départements du Rhin et de la Moselle. Ces achats atteignent en particulier une proportion importante dans certaines régions : vallée de Munster, val de Villé, Sundgau, région des étangs aux environs de Sarrebourg, zone frontière entre Forbach et Bitche. D'après les spécialistes, entre 1965 et 1970, les transactions immobilières dans ces régions étaient effectuées à raison d'une sur quatre au bénéfice d'étrangers. Il semble qu'aujourd'hui ce soit une transaction sur trois qui intervienne en leur faveur. La réévaluation du mark n'est évidemment pas étrangère à ce phénomène puisqu'il permet des achat à des prix plus élevés que ceux qui peuvent être payés par d'éventuels acheteurs français. Cette situation est évidemment extrêmement regrettable dans la mesure où progressivement une part très importante de notre patrimoine immobilier risque de passer en des mains étrangères. Il convient d'ailleurs de signaler qu'il n'existe aucune contrepartie en ce domaine puisque les étrangers n'ont pas le droit d'acheter en Suisse s'ils n'y résident pas au moins depuis cinq ans et que les Allemands en ce qui les concernent ont interdit les nouvelles constructions en Forêt Noire. Il apparaîtrait équitable que des mesures analogues soient prises en ce qui concerne les achats d'immeubles ou les constructions de maisons effectués dans les régions frontières par des acheteurs étrangers. Il lui demande si le Gouvernement envisage des dispositions dans ce domaine.

Construction
(emplacement du cinéma Gaumont à Paris).

4520. — 15 septembre 1973. — **M. Franceschi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur le projet de construction d'un immeuble à l'emplacement de l'ancien cinéma Gaumont, place Clichy, à Paris. Il lui fait observer en effet que la démolition de l'ancien immeuble du Gaumont a permis de dégager un vaste terrain qui donne une aération exceptionnelle à ce quartier. En outre, la récente utilisation de ce terrain, à titre provisoire, par le cirque Jean Richard, a démontré l'intérêt qu'il y aurait d'utiliser cet espace dans un but éducatif, culturel ou sportif. Dans ces conditions il lui demande s'il pense pouvoir annuler le permis de construire déjà attribué, conformément à ses récentes déclarations devant l'Assemblée nationale, afin que ce terrain soit réservé à un usage de jardin public ou d'espace vert, ou qu'il y soit édifié un équipement socio-culturel à l'usage des habitants des 17e et 18e arrondissements.

Equipement (personnel des services : revendications).

4544. — 15 septembre 1973. — **M. Delorme** appelle l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur la situation des personnels titulaires des services de l'équipement. Il lui fait observer que les organisations syndicales demandent : 1° la titularisation de tous les agents non titulaires par voie d'examen professionnel ou sur liste d'aptitude, par la mise en vigueur d'un plan de titularisation par tranches pendant cinq ans ; 2° pour les agents non titulaires en instance de titularisation ou qui ne souhaitent pas être titularisés, l'adoption d'un règlement national basé sur les dispositions en vigueur dans la fonction publique ; 3° la réforme du régime indemnitaire par élargissement aux agents administratifs et une répartition proportionnelle à l'indice moyen de chaque grade. Il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à ces revendications parfaitement justifiées.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai réglementaire.

(Art. 139, alinéas 2, 3 et 6 du règlement.)

Crédit agricole (mesures de restriction de crédits).

4005. — 11 août 1973. — **M. Mexandeau** expose à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** l'inquiétude des agriculteurs et des organismes de mutualité de coopération et de crédits agricoles à propos du financement des céréales de la prochaine campagne, compte tenu des mesures de restriction de crédit. La loi faisant obligation aux coopératives agricoles de régler comptant et en totalité les apports des agriculteurs, celles-ci ne peuvent le faire qu'en recourant au financement du crédit agricole mutuel, qui est obligé de l'assurer en vertu de l'article 659 du code rural. Or l'institution des réserves obligatoires sur les dépôts et les crédits ne permet plus au crédit agricole de répondre à cette obligation. Dans ces conditions, il lui demande s'il pense pouvoir exclure des réserves obligatoires les crédits nécessaires au financement des céréales afin de permettre aux organisations mutualistes de coopération et de crédits agricoles d'assurer leurs missions.

Vétérinaires (médicaments vétérinaires).

4012. — 11 août 1973. — **M. Mesmin** demande à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** s'il ne serait pas opportun de réglementer de façon plus stricte la fabrication, la détention et la vente des produits vétérinaires. En effet, les insuffisances de la réglementation actuelle font que la fabrication et la distribution des médicaments vétérinaires sont parfois le fait de personnes dont la compétence est insuffisante. Des médicaments dont l'usage est strictement réglementé en médecine humaine sont vendus librement aux éleveurs, ce qui entraîne des risques pour la santé des consommateurs de produits agricoles.

Crédit agricole (réserves obligatoires: restrictions de crédits).

4030. — 11 août 1973. — **M. Lucien Pignion** demande à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** quelle réponse il compte donner aux représentations qui lui ont été adressées de maints endroits et qui visent à obtenir, en faveur des caisses de crédit agricole, un nécessaire assouplissement des mesures financières générales prises à l'égard des banques. En particulier, il lui demande si les missions spéciales des caisses de crédit agricole ne peuvent pas leur valoir un allégement des réserves obligatoires qu'elles ont à supporter ainsi que des mesures moins rigoureuses au regard de l'encadrement du crédit.

Aménagement rural (canton de Solre-le-Château : Nord).

4047. — 11 août 1973. — **M. Naveau** demande à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** s'il peut lui faire connaître : 1° à quel stade en sont les études du plan d'aménagement rural du canton de Solre-le-Château (59) entreprises depuis deux ans ; 2° quel est le coût de ces études (montant respectif de la participation du ministère de l'agriculture et du département du Nord) ; 3° quelle conclusion il pense apporter à l'issue de ces études.

Associations communales et intercommunales de chasse agréées (dépôt du projet de loi prévu par l'article 8 de la loi du 10 juillet 1964).

4106. — 11 août 1973. — **M. Alduy** expose à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** que la loi sur les A. C. C. A. du 10 juillet 1964, dans son article 8 (4e alinéa), dispose : « Une loi fixera les moyens de financement des associations communales. — Des avantages spéciaux seront prévus pour les associations intercommunales. » La réponse à la question écrite de M. Bourda, n° 7869, publiée au *Journal officiel*, Sénat, du 30 novembre 1967 expliquait que le projet de loi prévu par l'article 8 de la loi ne saurait être élaboré avant le printemps 1968 mais serait soumis sans le moindre retard à l'examen du Parlement. En juillet 1973, aucun texte n'ayant été promulgué, il lui demande quelles sont les raisons de ce retard et à quelle date il pense déposer un projet de loi fixant les moyens de financement des associations communales sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Bois et forêts (dépôt d'un projet de loi sur la constitution de sociétés d'investissement forestier).

4107. — 11 août 1973. — **M. Alduy** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que la loi n° 71-384 du 22 mai 1971 relative à l'amélioration des structures forestières prévoit en son article 25 que « le Gouvernement déposera avant le 1er janvier 1972 un projet de loi favorisant la constitution de sociétés d'investissement forestier ». En janvier 1973, le projet n'ayant pas été encore déposé, le ministre interrogé par voie de question écrite a répondu (*Journal officiel* du 27 janvier 1973) que le choix des mesures à retenir avait été arrêté par un conseil ministériel restreint tenu le 10 mai 1972. Le projet n'ayant toujours pas été déposé, il lui demande quelles sont les raisons de ce retard et à quelle date il compte le déposer.

Equipement et logement (service d'urbanisme opérationnel et de construction de la direction départementale de l'Aude).

4045. — 11 août 1973. — **M. Capdeville** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** les déclarations du secrétaire d'Etat au logement au cours de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de budget du logement pour 1973 : « Pour rapprocher, il faut une administration plus disponible, plus ouverte, plus proche de l'administré sur le terrain. Une administration plus disponible, cela signifie un renforcement en qualité et en quantité des effectifs d'urbanisme opérationnel et de construction (U. O. C.) au sein des directions départementales de l'urbanisme et de l'équipement, tâche que rend d'autant plus urgente l'âge moyen relativement élevé des cadres issus de l'ancien ministère de la construction. Il faut aussi une administration plus ouverte, un échelon de contact avec le public doit être installé dans chaque direction départementale de l'équipement, pour valoriser encore les qualités traditionnelles de cette

administration par un souci d'ouverture traduisant une préoccupation d'ordre humain ». Le service d'urbanisme opérationnel et de construction de la direction départementale de l'équipement de l'Aude subit actuellement une grave pénurie d'effectifs en qualité et en quantité particulièrement néfaste au bon fonctionnement et à l'efficacité du service, ce qui soulève des protestations des usagers malgré l'effort considérable du personnel compétent en place. Il lui demande quelle solution pratique il va retenir pour régler le problème urgent des effectifs du service d'urbanisme opérationnel et de construction de l'Aude.

Digne : ponts (reconstruction du pont sur la R. N. 85).

4082. — 11 août 1973. — **M. Massot** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** que, à la suite des pluies torrentielles des 14 et 15 juillet dernier, qui ont provoqué la crue de la rivière la Bléone, le Grand Pont situé à l'entrée de Digne (Alpes de Haute-Provence) s'est affaissé ; que ce pont est situé sur la R. N. 85 qui relie les Alpes à la Côte-d'Azur, seule route nationale du département depuis le transfert par l'Etat aux départements des routes nationales de 2e et 3e catégories ; que, pendant quinze jours, la ville de Digne a été coupée en deux et que certains habitants ont été obligés de faire près de 25 km pour se rendre de leur domicile à leur lieu de travail ; que les touristes usagers de la R. N. 85 qui passaient habituellement par Digne et y séjournaient ont emprunté des déviations ; que l'hôtellerie et le commerce local ont subi, de ce fait, une baisse sensible ; que, fort heureusement, deux ponts Bailey ont été mis en service, ce qui a permis de rétablir la circulation ; mais que cette solution ne peut avoir qu'un caractère provisoire et qu'il importe de prévoir immédiatement une solution définitive. Il lui demande : 1° quelles mesures sont envisagées pour la reconstruction à Digne, centre important de tourisme, d'un pont définitif correspondant aux besoins actuels de la circulation sur la R. N. 85 ; 2° dans quels délais la ville de Digne peut espérer obtenir satisfaction.

Construction (Conflans-en-Jarnisy [54] : plan Chalandon).

4090. — 11 août 1973. — **M. Gilbert Schwartz** expose à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** qu'une opération de construction de logements dits Plan Chalandon est prévue à Conflans-en-Jarnisy (Meurthe-et-Moselle) depuis mars 1971 ; que des prix pour la vente des terrains et des immeubles ont été arrêtés ; que, dans la plupart des cas semblables, les prix de base acceptés par les candidats souscripteurs n'ont pas été respectés. Il lui demande quand sera réalisée l'opération « Chalandon » à Conflans-en-Jarnisy ; quels prix seront alors demandés aux souscripteurs.

Aménagement du territoire (région de Sarlat).

4096. — 11 août 1973. — **M. Dutard** expose à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** que le conseil municipal de Sarlat a fourni un effort exceptionnel pour l'implantation d'une zone industrielle dont le rôle s'avère primordial pour le développement économique et social du Sarladais. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour apporter l'aide financière indispensable, compte tenu que la fiscalité locale a déjà atteint des limites insupportables ; 2° pour faciliter l'implantation d'entreprises qui permettraient de résorber le chômage et le sous-emploi et de stopper l'exode rural.

Société nationale des pétroles d'Aquitaine (développement économique de la région béarnaise).

4099. — 11 août 1973. — **M. Labarrère** appelle l'attention de **M. le ministre du développement industriel et scientifique** sur les problèmes posés à la région béarnaise par la situation de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine. Ces problèmes ont d'ailleurs été largement débattus en mai dernier à l'Assemblée nationale à l'occasion d'une question orale dont il était l'auteur. Toutefois, aucune décision concrète ne semble encore en vue, notamment en ce qui concerne la participation que la S. N. P. A. doit logiquement prendre dans le développment économique de la région pour éviter que celle-ci ne subisse les conséquences de sa politique. Il existe depuis longtemps une réglementation relative aux provisions pour la reconstitution des gisements et la S. N. P. A. pourrait s'en inspirer pour instituer une provision pour développement régional. Il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à cette suggestion.

Assurance maladie des salariés agricoles (indemnités journalières).

4108. — 11 août 1973. — **M. Alduy** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur le cas d'un exploitant agricole qui devient ouvrier agricole et contracte quatre mois plus tard une maladie de longue durée. Les indemnités journalières ne lui sont plus allouées au-delà de six mois d'arrêt de travail, et ce, conformément au décret n° 68-396 du 30 avril 1968 qui subordonne ces prestations à des conditions de durée d'immatriculation ainsi qu'à un nombre d'heures de travail. Cet ouvrier, atteint d'une grave maladie, ne pouvant reprendre son travail après les six mois, se trouve sans ressource. Il lui demande si des dispositions ne pourraient être envisagées afin de permettre aux ouvriers se trouvant dans pareille situation de bénéficier de cette prestation sociale pendant toute la durée de leur maladie.

Retraites complémentaires (publication des textes d'application de la loi du 29 décembre 1972 portant généralisation de la retraite complémentaire).

4114. — 11 août 1973. — **M. Mourot** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que la loi n° 72-1223 du 29 décembre 1972 a porté généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés. L'article 1er de ce texte prévoit qu'elle s'applique en particulier aux salariés assujettis, à titre obligatoire, aux assurances sociales agricoles. Il semble que les textes d'application de cette loi n'aient pas encore été publiés ; c'est pourquoi il lui demande quand cette publication interviendra et dans quelles conditions, en particulier les salariés des artisans ruraux pourront désormais bénéficier de la retraite complémentaire.

Bourses (raisons de la suppression des bourses de formation sociale.)

4396. — 8 septembre 1973. — **M. Dugoujon** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les conséquences profondément regrettables de la décision de suspension des bourses de formation sociale accordées en vertu de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 aux élèves entreprenant des formations aux professions sociales et éducatives. Cette décision tardive intervient alors que la plupart des élèves ont reçu de l'établissement de formation un avis favorable quant à leur admission, ont déjà rompu leur contrat de travail avec leur employeur, et effectué des actes décisifs concernant l'organisation de leur vie matérielle (logement, etc.). Elle cause ainsi un grave préjudice à ceux qui en sont l'objet. D'autre part, elle prive les élèves bacheliers et étudiants de l'expérience que pouvaient leur apporter des personnes ayant vécu dans le monde du travail. Il lui demande pour quelles raisons cette décision a été prise et s'il ne serait pas possible de rétablir le palement de ces bourses.

Circulation routière (réduction de la vitesse des poids lourds).

4405. — 8 septembre 1973. — **M. Sudreau** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur les problèmes posés par la limitation de vitesse à 100 kilomètres/heure. En effet, l'expérience montre que sur ces routes de longues files d'attente se forment souvent derrière un véhicule difficile à doubler. La nervosité des conducteurs incitant à des dépassements dangereux, le système peut donc devenir paradoxalement source d'accident. Lorsque la vitesse est limitée à 100 kilomètres/heure pour les voitures particulières, il lui demande s'il n'est pas possible qu'une réduction proportionnelle de la vitesse autorisée des poids lourds et des véhicules encombrants (autocars notamment) soit étudiée pour faciliter l'écoulement du trafic.

Assurance maladie des travailleurs indépendants (réforme profonde du régime).

4423. — 8 septembre 1973. — **M. Paul Duraffour** fait part à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** de l'émotion profonde et justifiée qui s'est emparée des travailleurs indépendants (commerçants, artisans, industriels et professions libérales) à la suite de la publication au *Journal officiel* du 19 août

dernier d'un décret portant majoration de leurs cotisations à compter du 1er octobre prochain, les taux d'augmentation variant de 10 à 17,5 p. 100, sans que les organisations professionnelles aient été consultées et au mépris des engagements écrits pris par le Premier ministre à ce sujet avant les élections de mars dernier. Il lui demande s'il compte annuler purement et simplement les dispositions dudit décret et étudier, en accord avec les intéressés, la réforme profonde du régime d'assurance maladie des travailleurs indépendants, dont l'augmentation légitime des prestations ne peut être compensée par le seul apport des cotisations, les facultés contributives des assurés n'étant pas loin d'être complètement épuisées.

Pensions de retraite civiles et militaires (promulgation de la loi du 29 juin dernier permettant aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à soixante-cinq ans).

4449. — 8 septembre 1973. — **M. Maujoüan du Gasset** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que l'Assemblée nationale a adopté, le 29 juin dernier, le projet de loi permettant aux anciens combattants prisonniers de guerre (A. C. P. G.) de bénéficier, entre soixante et soixante-cinq ans, d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à soixante-cinq ans. Mais, à ce jour, la loi n'a pas été promulguée, et aucun décret d'application n'est encore paru. Devant l'afflux des demandes de renseignements, les divers organismes de retraite, notamment la sécurité sociale, ne peuvent donner aucune précision sur le contenu exact de ces futures dispositions. Il lui demande, en conséquence, si le Gouvernement ne compte pas donner des directives sur les modalités et les dates d'application de cette loi.

Sports (équipement sportif).

4447. — 8 septembre 1973. — **M. Loo** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (jeunesse et sport)** sur l'application défectueuse de la loi-programme du 13 juillet 1971 sur l'équipement sportif qui prévoit que les actions en vue de la formation de professeurs d'E. P. S. et d'animateurs seront entreprises par priorité. Ainsi au C. E. G. Eugène-Cas de Marseille, tout comme cela se produit d'ailleurs dans la quasi-totalité des établissements d'enseignement public en France, un seul professeur d'E. P. S. nommé sera, pour la prochaine année scolaire, en mesure d'assurer une seule heure de cours par classe au lieu des trois prévues. Jusqu'à aujourd'hui, certains professeurs qualifiés pour enseigner l'éducation physique comme les P. E. G. C. avaient pallié au manque de professeurs d'E. P. S. Or, à la fin de l'année scolaire 1972-1973, les horaires d'éducation physique accordés aux P. E. G. C. ont été refusés. En conséquence, il lui demande soit de permettre à certains professeurs qualifiés d'enseigner l'éducation physique et sportive comme cela se faisait jusqu'à présent, soit de prendre les mesures qui s'imposent afin d'améliorer le recrutement des professeurs d'E. P. S.

Musées nationaux (insuffisance d'entretien du musée du Louvre).

4387. — 8 septembre 1973. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre des affaires culturelles** l'insuffisance d'entretien du musée du Louvre, et notamment de la section des antiquités égyptiennes. La presse, et plus spécialement un grand journal du soir, dans son numéro du 19 août dernier, a signalé des faits particulièrement graves qui révèlent l'insuffisance d'entretien des locaux ainsi que l'insuffisance de surveillance. Ces faits ont provoqué une grande émotion parmi les parisiens soucieux du prestige de Paris et particulièrement fiers de leur musée du Louvre qui abrite les plus belles collections du monde. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que les visiteurs ne puissent pas mettre de cache-sexe aux Apollons, des tickets de métro dans les mains des pharaons et inscrire sur les murs ou les sarcophages gris de poussière, leurs noms ou leurs appréciations personnelles.

Jardins publics (remise en état du jardin des Tuileries).

4429. — 8 septembre 1973. — **M. Krieg** attire l'attention de **M. le ministre des affaires culturelles** sur l'état dans lequel se trouve actuellement le jardin des Tuileries et sur l'urgence qu'il y a à le remettre en état. Les travaux de construction du central téléphonique souterrain ont en effet nécessité certaines emprises qui ont causé des désordres momentanés. Or ces travaux sont maintenant terminés et cependant les pelouses n'ont pas été refaites, la terrasse du côté Seine et ses accès sont toujours envahis de matériaux divers, de nombreux bancs sont en mauvais état et l'aspect général n'est absolument pas satisfaisant pour cette partie du jardin. Cette description n'étant nullement limitative, des travaux urgents sont à entreprendre pour redonner à ce beau jardin de la capitale l'aspect qu'en attendent les Parisiens comme les visiteurs étrangers ou provinciaux.

Europe (organisation d'une défense commune).

4421. — 8 septembre 1973. — **M. Stehlin** regrette que **M. le ministre des affaires étrangères** ait répondu le 25 août 1973 d'une façon aussi imprécise et incomplète à sa question n° 2934 du 29 juin 1973. La gravité du sujet méritait de la part du Gouvernement une prise de position claire et sans ambiguïté sur l'interrogation concernant une « organisation de la défense commune de l'Europe ». Certaines expressions dans l'intervention ministérielle du 20 juin 1973 ne laissent pas d'inquiéter, telles par exemple : « la France mise à part » ou « la France n'entend s'en remettre à personne du soin de sa défense ». Comment sont-elles conciliables avec « l'Europe doit avoir une défense propre » ou « les Européens doivent essayer de parler d'une seule voix dans ce domaine ». Il n'est pas possible tout à la fois de prôner, en guise de défense, une simple construction de l'esprit, un pari sur les réactions supposées de l'adversaire « plausible » confronté avec notre seule force nucléaire et de dire que « l'année 1973 sera pour les Européens l'année de la défense » si, *a priori*, on exclut de ceux-ci les Français.

Jardins publics (ouverture au public du jardin du ministère des armées).

4388. — 8 septembre 1973. — **M. Frédéric-Dupont** ayant attiré l'attention de **M. le ministre des affaires culturelles** sur l'éventualité de l'ouverture au public du petit square se trouvant en bordure du ministère de la défense nationale, place Jacques-Bainville, celui-ci, dans sa réponse du 25 août 1973, a indiqué que cette question relevait du ministère des affaires culturelles. Le parlementaire susvisé demande en conséquence à M. le ministre des affaires culturelles s'il compte donner un avis favorable à cette ouverture. Sans doute, comme le signale le ministre des armées, il s'agit d'un jardin très exigu, mais la ville de Paris constate l'intérêt que portent les Parisiens à des squares, même réduits. D'autre part, la suppression des grilles changerait la nature du site dans un endroit particulièrement fréquenté de la capitale. Enfin, le jardin actuel étant parfaitement entretenu, la ville de Paris, qui n'aurait que quelques bancs à mettre pour en faire un espace vert public, ne pourrait soulever aucune objection d'ordre financier. Il lui demande s'il ne pense pas que cette ouverture au public du jardin du ministère de la défense nationale, ne serait pas de nature à favoriser le site et à recevoir l'agrément des Parisiens.

Aviation militaire (base militaire trop proche d'une grande ville).

4392. — 8 septembre 1973. — **M. Caro** attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur la gêne considérable causée aux populations des communes riveraines de la base aérienne 124 par les vols des avions à réaction. Il lui demande : 1° s'il estime normal, du point de vue stratégique, qu'une base militaire soit située si près d'une grande ville (10 kilomètres à peine séparent cette base du centre Strasbourg) ; 2° s'il est exact qu'on procède actuellement dans cette base à l'aménagement d'abris anti-atomiques.

Affaire Lip (pouvoirs dont dispose M. Henri Giraud).

4426. — 8 septembre 1973. — **M. Forni** expose à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** que les différents points de vue émis par les partenaires en présence dans l'affaire Lip créent dans l'opinion publique une confusion génératrice d'appréciations erronées. Il lui demande de lui indiquer : 1° les pouvoirs dont dispose exactement M. Henri Giraud à ce stade du développement de l'affaire ; 2° en fonction des négociations menées par M. Giraud avec les syndicats, le syndic et le Gouvernement, de qui dépend M. Giraud et par qui il est rétribué.

Fuel domestique (insuffisance de la marge commerciale).

4438. — 8 septembre 1973. — **M. Pierre Lelong** attire l'attention de **M. le ministre du développement industriel et scientifique** sur l'insuffisance de la marge commerciale attribuée aux détaillants revendeurs de fuel-oil domestique. Cette marge, en effet, n'a pas été revalorisée depuis de nombreuses années. Elle est actuellement seulement de 4 centimes par litre. De plus, il semblerait que les coopératives qui fournissent également à leurs adhérents, et même au public, du fuel-oil domestique, aient la possibilité de bénéficier d'une marge supérieure à celle des commerçants individuels. Cette marge serait de 6 centimes par litre. Il lui demande quelles sont ses intentions en la matière.

Entreprises, intéressement des travailleurs (provision en franchise d'impôts).

4380. — 8 septembre 1973. — **M. Paul Barberot** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les entreprises, dont les résultats permettent de dégager une participation au profit de leurs salariés, sont autorisées à constituer, en franchise d'impôt sur les bénéfices, une provision pour investissement qui doit être employée au financement d'immobilisation. Celle-ci est d'un montant égal à celui de la participation des salariés pour les entreprises ayant conclu des accords legaux avec leur personnel. Malheureusement, cette provision en franchise d'impôt se trouve assortie d'une contrainte, puisqu'elle doit être utilisée impérativement au financement d'immobilisations acquises ou réalisées dans l'année suivant celle dont les résultats ont permis le dégagement de la participation. Faute de quoi la provision pour investissement serait réintégrée aux bénéfices. Il lui demande s'il ne serait pas logique que l'utilisation de cette provision soit étalée dans le temps, par exemple durant au moins les trois années suivant celle dont les résultats ont permis de la dégager. Ceci afin d'éviter la pénalisation des entreprises dont les moyens de productivité mobiliers et immobiliers sont récents, complets, ou en très bon état, et ne donnent pas lieu, dans un aussi court délai, à renouvellement ou extension.

Impôts, réforme de l'impôt sur le revenu (situation fiscale des personnes âgées).

4382. — 8 septembre 1973. — **M. Dailiet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'à l'occasion de la réforme de l'impôt sur le revenu, il conviendrait d'envisager l'amélioration de la situation fiscale des personnes âgées vivant seules, et qui possèdent des revenus ne leur permettant pas de bénéficier de l'exonération de leur cotisation. Il s'agit plus particulièrement de contribuables célibataires ou veufs sans enfant, qui ne bénéficient que d'une part, en matière de quotient familial, alors qu'un ménage n'ayant pas d'enfant à charge a droit à deux parts. Pour un même revenu, un célibataire ou un veuf supporte une cotisation près de trois fois plus lourde que celle d'un ménage sans enfant. Or, les inconvénients de l'âge se font particulièrement sentir pour ceux ou celles qui n'ont pas trouvé abri dans une maison de retraite, et qui, ayant pu s'assurer un logement convenable pour leurs vieux jours, tiennent à le conserver aussi longtemps que possible, mais ne disposent que de moyens financiers trop faibles pour faire appel à une aide dans les tâches ménagères, alors qu'ils en ont un besoin plus fréquent que les couples. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'accorder aux contribuables célibataires ou veufs n'ayant pas d'enfant, et plus ou moins invalides, le bénéfice d'un quotient familial égal à une part et demie, ainsi que cela est actuellement accordé aux célibataires, aux veufs n'ayant plus d'enfant à charge et aux célibataires titulaires d'une pension d'invalidité d'un taux au moins égal à 40 p. 100.

Code général des impôts sous forme de l'impôt sur le revenu.

4398. — 8 septembre 1973. — **M. Caro** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en application de l'article 156-II, 1° *bis* du code général des impôts, pour la détermination du revenu servant de base à l'impôt sur le revenu, un contribuable est autorisé à déduire de son revenu global, dans certaines limites, d'une part, les intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition, la construction, ou les grosses réparations du logement dont il est propriétaire, et qui est affecté à son habitation principale, d'autre part, les dépenses de ravalement du même logement. En dehors de ces deux catégories de dépenses, aucune déduction n'est permise pour les charges afférentes aux logements occupés par leur propriétaire. Or certaines personnes âgées, diminuées physiquement, sont dans l'obligation, pour pouvoir rester à leur domicile, d'engager des frais importants en vue de l'aménagement intérieur de leur habitation, afin que celle-ci soit mieux adaptée à leurs infirmités. Il lui demande s'il ne serait pas possible, dans le cadre de la réforme de l'impôt sur le revenu, d'ajouter à la liste des dépenses figurants à l'article 156-II 1° *bis* susvisé, les frais engagés par les personnes âgées pour l'aménagement intérieur de leur habitation, ce qui faciliterait le maintien des intéressés à leurs domicile et serait ainsi conforme à l'un des objectifs du 6e Plan, en matière de politique en faveur des personnes âgées.

Indemnisation des victimes des événements d'Algérie, dommages agricoles.

4412. — 8 septembre 1973. — **M. Sénès** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** les dispositions de la circulaire du 29 janvier 1957, n° 90 F/Cr 4 du Gouvernement général de l'Algérie relative à l'indemnisation des victimes de événements d'Algérie, dommages agricoles. Ce texte précisant que pouvaient être prises en charge : *a*) les pertes de récoltes résultant d'un impossibilité totale de se rendre sur les lieux et d'y effectuer les travaux agricoles nécessaires ; *b*) les pertes de récoltes résultant d'une impossibilité totale de se procurer la main-d'œuvre nécessaire ; *c*) les vols et sabotages de matériel et installations de pompage. Or, les services de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer paraissent, dans certains cas, ignorer les paragraphes ci-dessus cités de la circulaire considérée et qualifient de dommages indirects les pertes de récoltes consécutives à « l'impossibilité totale de se rendre sur les lieux et d'y effectuer les travaux agricoles nécessaires ». Il lui demande de lui préciser son interprétation à ce sujet afin que les dossiers rejetés par ses services puissant être pris en considération dans le cadre de l'esprit de la circulaire du 29 juin 1957.

Escompte (répercussion sur les mensualités de remboursement de prêts, suite aux augmentations successives du taux).

4413. — 8 septembre 1973. — **M. le Sénéchal** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les augmentations successives du taux d'escompte de la Banque de France ont des répercussions considérables sur les mensualités de remboursement de prêts indexés consentis par la Caisse française d'épargne et de crédit à des constructeurs qui ont sollicité des emprunts complémentaires. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que des relèvements destinés à lutter contre la spéculation n'entraînent pas de tels inconvénients pour des constructeurs qui ne pouvaient s'attendre lors des engagements qu'ils ont pris à un pareil bouleversement de leurs prévisions de remboursement.

Impôts locaux (versement exigible le 30 septembre).

4415 — 8 septembre 1973. — **M. Longequeue** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que ses services ont mis en recouvrement le 31 août les avertissements correspondant aux impôts locaux, de sorte que le versement correspondant est exigible le 30 septembre, c'est-à-dire au cours de la période correspondant à la campagne électorale cantonale. Il lui demande si cette coïncidence est bien fortuite.

Sécurité sociale (situation des personnes retraitées de la S.N.C.F. pour une part et d'une autre part au régime général de la sécurité sociale).

4425. — 8 septembre 1973. — **M. Henri Michel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation, au regard du régime de retraite complémentaire, de personnes qui sont retraitées pour une part de la S.N.C.F. et pour une autre part du régime général de la sécurité sociale. Ces personnes sont en effet affiliées au régime de la sécurité sociale. Elles ne peuvent, par conséquent, bénéficier du régime de retraite complémentaire de la S.N.C.F. Il serait normal qu'une personne ayant effectué, même une partie de sa carrière dans le cadre d'un régime spécial,

puisse avoir un certaine nombre des avantages qui en découlent. Le régime de retraite complémentaire qui est prévu pour les employés de la S. N. C. F., devrait également bénéficier à ceux qui ont fait partie du chemin de fer, même s'ils ont par la suite changé d'activité. Il lui demande s'il n'estime pas devoir les inclure dans le régime de retraite complémentaire au prorata du nombre d'années passées dans les chemins de fer.

Mines (Société minière de Rougé considérée comme mine au regard de l'administration fiscale).

4428. — 8 septembre 1973. — **M. Hunault** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les exploitations minières supportent des charges sociales notoirement plus importantes que celles des autres industries, en raison de l'assujettissement de leur personnel au statut du mineur. En contrepartie, elles voient leurs charges fiscales allégées du fait qu'elles sont exonérées de la patente et redevables, en lieu et place, de la redevance communale et départementale des mines moins onéreuse que l'imposition de droit commun. Il expose : que la Société minière et industrielle de Rougé exploite, dans la région de Châteaubriant, des concessions de mines de fer, au sens de l'article 2 du code minier, ainsi que d'anciennes « minières » à ciel ouvert, passées dans la classe des mines en vertu des dispositions de la loi n° 70-1 du 2 janvier 1970 ; que ladite société a demandé, dans les délais impartis, l'attribution de droit du titre minier pour ses exploitations à ciel ouvert hors concessions, ainsi que les dispositions légales l'ont prévu, mais que, par suite de retards administratifs, ce titre minier n'est toujours pas attribué ; que, sous ce prétexte, l'administration fiscale refuse l'exonération de la patente et l'assujettissement de la société minière à la redevance des mines alors que les deux tiers de la production de minerai de fer proviennent déjà des mines proprement dites et le tiers restant des gisements à ciel ouvert, devenus mines par détermination de la loi ; qu'ainsi, la Société minière et industrielle de Rougé est soumise à la fois aux charges sociales élevées issues du statut du mineur et aux charges fiscales élevées de la patente, conjonction qui, surajoutée aux difficultés d'écoulement que connaissent actuellement les producteurs de minerai de fer, menace gravement l'existence de cette entreprise entièrement tournée vers l'exportation. Il lui demande s'il compte donner des instructions à ses services pour que cette situation anormale soit redressée à la fois dans le sens de l'équité et dans celui de la logique, de sorte que l'exploitation minière de Rougé soit considérée comme mine au regard de l'administration fiscale, comme elle l'est au regard de l'administration des mines depuis 1970.

Bénéfices industriels et commerciaux (vente de terrains).

4434. — 8 septembre 1973. — **M. Alain-Paul Bonnet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si une vente de terrains, faite peu de temps après leur achat, dans le but de régler une faillite, présente le caractère de bénéfices industriels et commerciaux frappés par les articles 35-1 et 180 du code général des impôts.

T. V. A. (récupération de cette taxe par les poissonniers).

4435. — 8 septembre 1973. — **M. Barberot** informe **M. le ministre de l'économie et des finances** que la profession de poissonnier ne peut obtenir le remboursement de leurs taxes récupérables au-dessous du crédit de référence déterminé à la date du 31 décembre 1971. Une de ces entreprises avait, à cette date, un montant important de T. V. A. à récupérer, du fait de ses investissements, et se trouve créancière de l'Etat de sommes dont elle n'a pas le droit de demander le remboursement (décret n° 72-102 du 4 février 1972). Cet état de chose se traduit pour cette entreprise par un crédit irrécupérable qui la met dans de grandes difficultés financières. L'origine de ce crédit provenant pour une très large part des investissements, dont des travaux immobiliers importants qu'elle a entrepris. Cette disposition est d'autant plus choquante que par le régime de la loi n° 70-601 du 9 juillet 1970 certaines entreprises de transformation de produits alimentaires (dont les abattoirs de volaille) se sont vues accorder le remboursement intégral de leur crédit de T. V. A. Or, avant la généralisation de la T. V. A., les entreprises de poissonnerie, spécialisées dans l'abattage de grenouilles vivantes et leur transformation pour la consommation alimentaire humaine, d'une part, et d'autre part, qui s'occupaient de la vente et surtout de la transformation du gibier qui était dépouillé, dépecé et détaillé en morceaux, en conséquence, ces entreprises étaient soumises au même taux de T. V. A. de 10 p. 100 que les abattoirs de volaille. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin de permettre l'obtention de la récupératoin de la T. V. A.

I. R. P. P. — Retraités (déduire, sur le calcul de l'impôt les sommes versées à des tiers).

4444. — 8 septembre 1973. — **M. Huguet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'est pas possible aux retraités de déduire dans la déclaration de leurs revenus, pour le calcul de l'impôt, le montant des sommes qu'ils sont amenés éventuellement, à verser à des tiers qui leur apportent une aide, en effectuant les travaux que les intéressés ne peuvent plus assurer eux-mêmes.

Education nationale (intentions du ministre dans le domaine de l'apprentissage).

4385. — 8 septembre 1973. — **M. Bécam** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** de lui préciser ses intentions dans le domaine de l'apprentissage. Il lui fait observer que, si la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans procède d'une intention très louable, le refus systématique de dérogation présente des conséquences graves, un certain nombre d'enfants pouvant perdre littéralement leur temps dans les classes transitoires ou pratiques, selon l'avis des enseignants et des parents. Compte tenu des possibilités d'un certain nombre d'employeurs, et en premier lieu d'artisans, il lui semble nécessaire de se prononcer pour une libéralisation de la réglementation, ce qui répondrait à la fois aux besoins de notre économie, et aux demandes instantes d'un certain nombre de familles.

Collège d'enseignement secondaire (nationalisation du C. E. S. de Bourgoin-Jallieu).

4389. — 8 septembre 1973. — **M. Mermaz** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation du C.E.S. de Bourgoin-Jallieu, construit en 1971, dans le cadre d'un syndicat intercommunal. Il occasionne pour les 27 communes intéressées de lourdes charges à supporter. Les frais de fonctionnement représentent, pour l'année 1973, une dépense de 469,31 francs par élève pour les communes dont la valeur du centime est supérieure à un franc et de 314,29 francs pour les communes dont la valeur du centime est inférieure à un franc. Les moyens financiers dont disposent les collectivités permettent difficilement de faire face à de pareilles dépenses. De plus, la construction d'un deuxième C.E.S. à Bourgoin-Jallieu figure dans les propositions régionales, au titre de 1974. De ce fait, la charge fiscale des collectivités sera aggravée. Dans ces conditions, il lui demande de lui indiquer quelles décisions il compte prendre pour que le premier C.E.S. de Bourgoin-Jallieu soit nationalisé à la rentrée scolaire et que le deuxième C.E.S. soit également nationalisé dans les délais les plus courts.

Enseignement artistique (mesures à envisager pour permettre la titularisation des maîtres auxiliaires d'art).

4431. — 8 septembre 1973. — **M. Herzog** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** le cas d'un maître auxiliaire d'art dont la candidature pour un renouvellement de délégation d'enseignement dans une académie où il a exercé durant les quatre dernières années, n'a pu recevoir de suite favorable en raison de l'absence de poste vacant, due au mouvement des professeurs titulaires. L'intéressé qui, après avoir obtenu le C.A.F.A.S. a poursuivi des études supérieures à l'école supérieure des Beaux-Arts de Paris d'où il est sorti avec le diplôme d'Etat d'art plastique, ne compte de ce fait que quatre années de service dans l'éducation nationale et n'a pu être titularisé alors que les seuls détenteurs du C.A.F.A.S. ont pu l'être après avoir exercé pendant cinq ans. Il lui demande s'il juge équitable la pénalisation que subit cet enseignant par la légitime ambition qu'il a eue d'acquérir un diplôme d'Etat supplémentaire et s'il n'estime pas que des mesures doivent être envisagées pour permettre la titularisation des maîtres auxiliaires d'art se trouvant dans la situation qu'il vient de lui exposer.

Situation faite aux enquêteurs de personnalité (attribution d'une carte prouvant leur responsabilité).

4384. — 8 septembre 1973. — **M. Bécam** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation faite aux enquêteurs de personnalité. Leur rôle s'est étendu depuis le vote de la loi de juillet 1970 sur les libertés individuelles, mais les moyens qui leur sont offerts semblent exiger d'eux un large bénévolat. Il est naturel que les enquêteurs comparent la situation qui leur est faite à celle des éducateurs plus particulièrement chargés des prévenus ou des inculpés à leur sortie de prison. Il lui demande s'il envisage l'attribution, à ces enquêteurs de personnalité, d'une carte prouvant leur responsabilité et d'adapter les moyens matériels à la charge réelle de la mission. Il lui demande enfin si la situation présente ne devrait pas être modifiée et quel avenir il entend réserver à ces enquêteurs.

Notaires (cas d'un notaire ayant démissionné depuis trois ans).

4430. — 8 septembre 1973. — **M. Bonhomme** demande à **M. le ministre de la justice:** 1° si le paragraphe 5 de l'article 4 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif aux conditions d'accès aux fonctions de notaire s'applique à un avocat ayant démissionné depuis trois ans à ce jour, après son inscription au grand tableau d'un barreau; 2° dans l'affirmative, quelle serait la durée de pratique professionnelle prévue par les articles 4 et 5 du décret précité; quels sont le programme et les modalités de l'examen de contrôle des connaissances techniques (art. 5) et les moyens de préparation; 3° dans la négative, quelles conditions d'accès aux fonctions de notaire devraient être remplies par ce candidat et quels en seraient les moyens de préparation.

Armes et munitions (armes détenues par des malades mentaux).

4445. — 8 septembre 1973. — **M. Alain Vivien** rappelle à **M. le ministre de la justice** sa réponse du 6 février 1970 à M. Roger Leroux, président du C. D. D. C. A. du Morbihan, dans laquelle il déclarait: « Il est exact qu'à l'heure actuelle, le cas des armes détenues par des malades mentaux ou par des alcooliques n'est envisagé que de manière très limitée par notre législation. Le décret-loi du 18 avril 1939 relatif au régime des matériels de guerre, armes et munitions prévoit seulement la situation des personnes condamnées pour des délits d'ivresse prévus par les articles L. 65 et L. 66 du code des débits de boissons, et à qui il est interdit d'acquérir ou de retenir des armes et munitions des 1re et 4e catégories. Des études approfondies sont actuellement en cours en vue de refondre toute la législation sur les matériels de guerre, armes et munitions. Dans ce cadre, une attention toute particulière sera portée à la détention d'armes par les alcooliques dangereux. » Il rappelle également à M. le ministre de la justice qu'en octobre 1972, Mme Thome-Patenôtre, député-maire de Rambouillet, demandait comment un alcoolique pouvait « ...en toute légalité faire l'acquisition d'une arme aussi dangereuse sans qu'aucun renseignement n'ait été pris sur son passé ». En raison du récente drame survenu à 77 - Saint-Leu-la-Forêt, il lui demande s'il n'estime pas opportun et urgent de déposer devant l'Assemblée nationale un projet de loi qui ne doit pas manquer d'être approfondi depuis quatre ans qu'il est à l'étude et qui permettrait d'éviter le renouvellement d'assassinats, voire de massacres.

Sports (association sportive transformée en société anonyme).

4448. — 8 septembre 1973. — **M. Vacant** demande à **M. le ministre de la justice** quelles sont les dispositions légales qui permettent de transformer la forme juridique d'une association sportive (régie par la loi de 1901) en une société anonyme, tout en lui conservant son caractère d'association sportive.

Pollution (des eaux de l'Orne; mesures à prendre).

4414. — 8 septembre 1973. — **M. Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** sur la pollution de l'Orne en amont de Caen, pollution qui compromet gravement les efforts de réempoissonnement accomplis par diverses sociétés de pêche. Le 24 juillet 1973 une inspection a permis de constater que les carrières d'Etavaux et de Feugerolles rejetaient des eaux de lavage de graviers non épurées et que l'Orne était teintée jusqu'à Caen. Le 4 août un déversement important de fuel a eu lieu en aval de la station de pompage de Géostock à May-sur-Orne. Il lui demande quelles mesures rapides il compte prendre pour que la législation soit appliquée avec fermeté aux pollueurs qui transforment peu à peu l'Orne en une rivière morte.

Caisses d'allocations familiales (versement du montant de l'allocation de logement).

4401. — 8 septembre 1973. — **M. Caro** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que l'article 12 du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 permet aux caisses d'allocations familiales de verser le montant de l'allocation de logement, sous les conditions y énoncées, au bailleur, et lui demande si le versement peut être refusé sous prétexte que l'allocation de logement est incessible et insaisissable.

Handicapés mentaux majeurs (situation des) (suppression de la limite d'âge de vingt-cinq ans, pour la prise en charge des frais de séjour).

4402. — 8 septembre 1973. — **M. Zeller** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation des handicapés mentaux majeurs ayant plus de vingt-cinq ans, et placés dans des instituts médico-pédagogiques ou médico-professionnels au regard du maintien de la prise en charge des frais de séjour dans ces établissements au titre de l'assurance volontaire. A l'heure actuelle, la prise en charge de ces frais ne peut intervenir lorsque les intéressés ont atteint l'âge de vingt-cinq ans. Au-delà de cet âge, ceux qui ne bénéficient pas de l'aide sociale, ou dont les parents n'ont pas les moyens financiers suffisants pour supporter les frais de placement, doivent être dirigés vers des sections d'hôpitaux psychiatriques peu préparés à les recevoir et où ils ne trouvent pas un cadre de vie et des soins adaptés à leur état. La fixation de cet âge limite de vingt-cinq ans, ne paraît guère justifiée, étant donné qu'il n'y a pas de différence de situation entre un arriéré profond âgé de vingt-cinq ans et un autre âgé de plus de vingt-cinq ans. Il lui demande s'il ne serait pas possible de supprimer cette limite d'âge, tout au moins dans les cas où les établissements de soins spécialisés disposent d'un certain nombre de places, cela en attendant que soient créés des établissements spécifiquement destinés aux adultes.

Prestations familiales (sommes réclamées aux parents d'un apprenti de troisième année).

4403. — 8 septembre 1973. — **M. Daillet** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le cas d'un apprenti de troisième année dont le salaire mensuel a été augmenté de 200 francs sur intervention de l'U.R.S.S.A.F. A la suite de cette augmentation, la caisse départementale d'allocations familiales a réclamé aux parents de l'intéressé le remboursement d'une somme de 619,32 francs à titre de « trop-perçu » sur les prestations familiales, pour une période de trois mois. Ainsi l'augmentation de salaire imposée à l'employeur, dans un souci de justice sociale à l'égard de l'apprenti, se solde en définitive par un déficit trimestriel de 19,32 francs pour la famille de l'intéressé. Considérant que de telles anomalies sont l'une des causes du mécontentement du public à l'égard de l'administration, il lui demande quelles mesures il compte prendre, d'une manière générale, afin que, dans le domaine des prestations sociales notamment, les pouvoirs publics ne reprennent pas d'une main ce qui est donné de l'autre, et que l'on introduise plus de cohérence dans le fonctionnement des services administratifs et sociaux.

Caisses d'assurance maladie complémentaires (indemnités de maladie).

4407. — 8 septembre 1973. — **M. Zeller** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** s'il est exact que les indemnités de maladie versées à leurs ressortissants par les caisses d'assurance maladie complémentaires, sont assujetties au versement des cotisations de la sécurité sociale et dans l'affirmative, si une telle disposition lui paraît justifiée.

Allocation logement (conditions minima de peuplement).

4409. — 8 septembre 1973. — **M. Brun** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que** l'article L. 537 du code de la sécurité sociale et les textes subséquents subordonnent

naissance d'un ou plusieurs enfants, ou encore de la prise en charge d'enfants ou d'un proche parent. Or, la référence au code civil pour l'interprétation de l'expression « proche parent » exclut parfois du bénéfice de la prorogation du droit à l'allocation de logement la mère célibataire, le veuf ou la veuve qui se marie, si le local devient alors surpeuplé (en effet, dans ce cas le droit s'apprécie au moment du mariage, sans possibilité de dérogation). Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun de prévoir des mesures d'assouplissement pour qu'il soit possible d'assimiler un « conjoint » à un « proche parent » et d'accorder ainsi à la famille, en cas de surpeuplement, un délai pour trouver un logement mieux adapté à ses besoins, ce délai pouvant être limité à deux ans, par référence au décret du 24 octobre 1958, ainsi que le conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de l'Allier en a émis le vœu à l'unanimité le 18 juin 1973.

Orphelins et orphelinat : allocation d'orphelin.

4417. — 8 septembre 1973. — **M. Fontaine** signale à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'aux termes de l'article L. 543-6 ajouté au code de la sécurité sociale par la loi n° 70-1218 du 23 décembre 1970 rendue applicable par le décret n° 71-504 du 21 juin 1971, l'allocation d'orphelin ne peut être versée pour les orphelins de père ou de mère, qui assume la charge effective et permanente de l'enfant, uniquement, du conjoint survivant. *Stricto sensu*, cette prestation n'est pas versée au grand-parent qui a recueilli des enfants orphelins de père et mère. Il y a là une situation injuste que le législateur n'a pas voulu. Il lui demande par conséquent de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour réparer cette omission.

Caisses d'allocations familiales (mesures à prendre pour combler le retard pris dans le paiement des prestations dans le département de la Haute-Garonne).

4424. — 8 septembre 1973. — **M. Maurice Andrieu** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** les difficultés que rencontrent en ce moment les caisses d'allocations familiales et les caisses primaires de sécurité sociale de la Haute-Garonne, pour faire face à la liquidation de centaines de dossiers en retard. Cette situation provient notamment de la création de nouvelles prestations qui auraient dû entraîner le recrutement d'un personnel suffisant pour l'ouverture et le contrôle de ces nouveaux dossiers. Les administrateurs de ces caisses et les représentants des organisations syndicales avaient cependant attiré l'attention des responsables sur les conséquences prévisibles d'un tel surcroît de travail. Il lui demande quelles mesures urgentes il compte prendre pour permettre un redressement rapide d'une situation préjudiciable aux nombreux allocataires et assurés sociaux de la Haute-Garonne, qui attendent avec impatience le règlement de leurs prestations.

Médicaments : lithium (nomenclature des actes de biologie à modifier).

4432. — 8 septembre 1973. — **M. Plantier** signale à **M. le ministre de la santé publique et la sécurité sociale** qu'une nouvelle thérapeutique a été mise au point dans le traitement des maladies maniaquo-dépressives : il s'agit du lithium. Cette thérapeutique a un double avantage : d'une part, elle est très efficace, d'autre part, elle supprime toute nécessité d'hospitalisation, ce qui amène une économie considérable pour la sécurité sociale et l'ensemble de la nation. Mais elle comporte une obligation, la surveillance du taux de lithium dans le sang, car en deçà d'un certain chiffre, le traitement est inefficace et au-delà d'un autre chiffre, il devient dangereux. Il est donc nécessaire de pratiquer un dosage régulier du lithium dans le sang, au minimum une fois par mois. Ceci nécessite une dépense de l'ordre de 500 francs par an, donc infiniment moins élevée qu'une hospitalisation. Cependant, la sécurité sociale se refuse à rembourser cet examen pour des raisons purement administratives : la nomenclature des actes de biologie — dont dépend la lithiémie — ne pourrait être modifiée qu'après définition du statut des médecins biologistes. Or, ce statut semble fort difficile à mettre au point. Dans ces conditions, il lui demande s'il compte intervenir personnellement afin que la nomenclature des actes de biologie soit modifiée et comporte désormais la possibilité de pratiquer les lithiémies voulues.

Pensions d'invalidité : invalides à titre civil (revalorisation de leurs pensions).

4437. — 8 septembre 1973. — **M. Pierre Lelong** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les invalides à titre civil, incapables d'exercer leur profession, ne bénéficient pas de revalorisation de leur pension au même rythme que les accidentés du travail. Il lui demande de justifier les raisons de cette anomalie.

Code de sécurité sociale (interprétation divergente quant à la nature des indemnités sur lesquelles les caisses peuvent exercer leur recours).

4442. — 8 septembre 1973. — **M. d'Aillières** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les dispositions de l'article 470 du code de la sécurité sociale donnent lieu à interprétation divergente quant à la nature des indemnités sur lesquelles les caisses de sécurité sociale peuvent exercer leur recours. Pour la majorité des cours d'appel, le recours ne peut porter sur les éléments de dommages qui, réparés en droit commun, ne donnent pas ouverture à des prestations de sécurité sociale, c'est-à-dire notamment aux indemnités allouées pour préjudice « moral » « d'agrément », « pretium doloris », etc. La cour de cassation a malheureusement décidé le contraire. Pour mettre enfin un terme au conflit d'interprétation qui demeure et aux injustices qu'il engendre, un texte a été déposé limitant l'action récursoire des caisses de sécurité sociale. Un rapport favorable de M. Kedinger a été adopté par l'Assemblée nationale et annexé au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1972. Mais le projet de loi n'ayant pu malheureusement être voté avant les dernières élections législatives, il en est résulté un retard important très préjudiciable aux victimes. Un nouveau rapporteur a été désigné mais le projet demeure encore en instance et s'il n'est pas examiné et adopté au plus tôt, cela risquerait de causer un dommage irréparable à certaines victimes d'accident alors que : d'une part, dans le cadre de la volonté affirmée du Gouvernement d'éviter que la loi soit en révolte avec les faits et l'équité, il ne peut manquer de souhaiter le vote rapide du projet, et que, d'autre part, l'unanimité doit certainement exister au Parlement pour l'adoption du texte considéré. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à cet état de chose, notamment en faisant inscrire la discussion du texte, par priorité, lors de la prochaine session, en se concertant à M. le ministre de la justice pour que le projet en cours de discussion soit porté à la connaissance des cours et tribunaux afin qu'usant de leur pouvoir souverain, ils puissent apprécier, en toute connaissance de cause, les demandes de renvoi ou de sursis à statuer dont ils peuvent être saisis par les victimes susceptibles d'être concernées par le texte envisagé.

Vaccination (formalités qui accompagnent des vaccinations obligatoires).

4443. — 8 septembre 1973. — **M. Jean Favre** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur certaines formalités qui accompagnent des vaccinations obligatoires. Est-il en effet normal d'obliger une personne ayant été vaccinée pour partir dans certains pays étrangers, à faire « authentifier » à la préfecture la signature du médecin qui a pratiqué la vaccination et qui, d'autre part, sur le certificat a déjà déclaré ses titres. Avec la prolifération des transports internationaux, cette formalité oblige à un déplacement onéreux et qui en fait consiste à voir une employée inscrire le nom du vacciné sur un registre et à poser un tampon sur son carnet. Il semble inadmissible à notre époque d'obliger pour le vaccin contre la fièvre jaune, de se rendre dans ce centre régional. Il lui demande, en conséquence, s'il compte faire en sorte que des simplifications soient envisagées dans ce domaine.

Aviation civile (redevances des taxes d'atterrissage pour avions légers).

4399. — 8 septembre 1973. — **M. Caro** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur le mécontentement et l'inquiétude très vive suscités parmi les dirigeants d'aéro-clubs, en raison des modifications que l'administration envisage d'apporter au système des redevances des taxes d'atterrissage pour avions légers, les taux de ces redevances étant considérablement majorés. Les intéressés font valoir, pour appuyer leur opposition à ces projets, le fait que les recettes supplémentaires qui seraient ainsi dégagées, telles

l'octroi de l'allocation de logement à des conditions minima de peuplement. Toutefois, en vertu des dispositions de l'article 1er du décret n° 58-1010 du 24 octobre 1958, l'allocation est maintenue malgré le surpeuplement, pour une période de deux ans, en cas de qu'elles ont été estimées par la direction des bases aériennes, ne représentent qu'un pourcentage très faible des recettes d'exploitation totales, et qu'elles ne couvrent pas, dans la quasi-totalité des cas, les frais de personnel qu'il serait nécessaire de mettre en place pour les percevoir. Il souligne, d'autre part, la nécessité de considérer dans son ensemble la situation des associations d'aéro-clubs et de tenir compte de la longue série de mesures prises depuis 1968, qui ont contribué à dégrader à l'extrême la situation économique de la pratique du vol à moteur. Les aéro-clubs se sont efforcés d'adapter leur gestion à la situation créée par ces diverses mesures, et également par la suppression de bon nombre de subventions diverses de l'Etat. Ils estiment qu'à l'heure actuelle, le coût de l'heure de vol en aéro-club a atteint un niveau qu'il n'est pas possible de dépasser. Il lui demande s'il peut donner l'assurance qu'aucune décision n'interviendra tendant à aggraver la situation financière des aéro-clubs et que seront abandonnés, notamment, les projets relatifs à l'augmentation des taux des taxes d'atterrissage pour avions légers.

S. N. C. F. (procédure de déclassement de la ligne Le Dorat—Saint-Sulpice-Laurière [Haute-Vienne]).

4408 — 8 septembre 1973. — **M. Brun** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la procédure de déclassement qui serait actuellement en cours, concernant la ligne S. N. C. F. Le Dorat—Saint-Sulpice-Laurière (Haute-Vienne). Il lui signale que l'exploitation judicieuse de cette ligne pourrait permettre une liaison très satisfaisante de la région constituée par les départements de la Vienne, des Deux-Sèvres, du Nord de la Charente-Maritime, avec la région de Lyon, grâce à la correspondance par turbotrain à Saint-Sulpice-Laurière vers Montluçon, Clermont et Lyon. Il lui indique également qu'il s'agit d'une région où la circulation routière est souvent difficile. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'intervenir pour que la procédure en cause soit suspendue jusqu'à nouvelle étude, compte tenu, d'une part, des caractéristiques de la ligne, et de la nature des régions traversées, et d'autre part, de la mise en service prochaine du turbotrain sur la ligne Bordeaux—Lyon.

S. N. C. F. (fermeture de la gare de Treignat [Allier]).

4410. — 8 septembre 1973. — **M. Brun** expose à **M. le ministre des transports** que le conseil municipal de la commune de Treignat (Allier) a appris officieusement la fermeture prochaine de la gare S. N. C. F., sans qu'aucun avis lui ait été demandé, ni même qu'une information officielle lui ait été fournie. Cette mesure, si elle est confirmée, aura des conséquences regrettables. Elle entraînera notamment : la disparition du trafic marchandises qui, outre les services qu'il rendait à la commune de Treignat, desservait également les communes avoisinantes, tant celles du canton que celles de la Creuse et du Cher. Elle aura pour effet de supprimer toute surveillance des enfants fréquentant les établissements scolaires d'Huriel et de Montluçon, lors du départ et de l'arrivée de l'autorail. Elle donnera lieu à des suppressions d'emplois parmi les employés du service d'exploitation, voire du service voie et bâtiments. Enfin, elle ira à l'encontre des efforts accomplis pour revitaliser les communes rurales de ce secteur. Il lui demande d'indiquer si une telle information est ou non exacte, et, dans l'affirmative, quelle suite il entend donner au vœu adopté par le conseil municipal de Treignat le 29 juillet 1973, tendant à ce que la fermeture envisagée soit différée.

S. N. C. F. (réduction sur le prix des transports en faveur des invalides à titre civil).

4439. — 8 septembre 1973. — **M. Pierre Lelong** expose à **M. le ministre des transports** que les accidentés du travail, et les pensionnés militaires, bénéficient de réductions sur le prix des transports de la S. N. C. F. En revanche, les invalides à titre civil, même lorsqu'il s'agit d'une invalidité à 100 p. 100, ne bénéficient d'aucune réduction. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'étudier un alignement des conditions faites aux invalides à titre civil sur celles consenties aux accidentés du travail et aux pensionnés militaires.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Art. 139, alinéas 4 et 6, du règlement.)

Baux de locaux d'habitation (loi du 1er septembre 1948 : assouplissement des conditions mises à la libération des loyers).

3070. — 1er juillet 1973. — **M. Albert Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** que la presse a fait état, il y a quelques mois, de l'intention du Gouvernement de rendre moins contraignantes pour les propriétaires les conditions mises à la libération des loyers dans les logements encore soumis à la loi du 1er septembre 1948. Actuellement, en cas de nouvelle location, ces logements anciens peuvent être loués librement s'ils répondent à certaines normes d'équipement et de confort définies dans le décret du 30 décembre 1964 (cuisine sans évier, cabinet de toilette, W.-C. intérieurs). Un projet de décret prévoyait de limiter les conditions à celles exigées par le décret du 9 novembre 1968 relatif aux normes minimales d'habitabilité. Les exigences d'entretien général de l'immeuble seraient supprimées ; les parties communes ne devraient plus avoir été repeintes depuis moins de dix ans. De même les propriétaires ne seraient plus obligés de faire dans l'immédiat le ravalement. Enfin, les W.-C. pourraient être situés à l'étage ou à un demi-palier de distance lorsque le logement ne comporte qu'une ou deux pièces. Enfin, ces logements pourraient n'avoir qu'un lavabo au lieu d'un cabinet de toilette. Ce texte s'appliquerait essentiellement aux immeubles appartenant aux catégories 3 A et 3 B. Il lui demande si les dispositions ainsi exposées ont bien fait l'objet d'un projet de décret et, dans l'affirmative, quand celui-ci doit être publié.

Urbanisme (résidence des stagiaires étrangers à Massy [Essonne]).

3100 — 1er juillet 1973. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur les conséquences qu'aurait une extension de la résidence des stagiaires étrangers située à Massy (Essonne). La population massicoise éprouve une vive inquiétude : en effet, si ce projet était réalisé, le coefficient d'occupation du sol s'élèverait, selon les services municipaux, à 1,65, chiffre très supérieur au coefficient de 1 retenu pour le grand ensemble de Massy, lequel apparaît déjà, à l'expérience, comme excessivement dense. Un sursis à statuer sur le permis de construire ayant été prononcé, il lui demande s'il peut s'engager à renoncer définitivement à l'extension projetée.

Exploitations agricoles (dommages causés par les emprises foncières).

3102. — 1er juillet 1973. — **M. Lemoine** expose à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** que les emprises foncières pour la réalisation de grands ouvrages de zones industrielles, de zones à urbaniser, autoroutes, etc., compromettent souvent gravement la structure des exploitations agricoles des zones considérées. De nombreuses chambres d'agriculture ont attiré l'attention du Gouvernement sur cette question. C'est notamment ce que vient de faire la chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine au cours de sa session du 29 mai 1973. Il lui rappelle que des textes législatifs précis existent tels que l'article 10 de la loi du 8 août 1962 et l'article 22-1 de la loi du 30 décembre 1967, qui font obligation au maître des grands ouvrages publics de remédier aux dommages causés en participant financièrement, soit à des travaux de remembrement et autres opérations connexes, soit en installant les agriculteurs expropriés sur des exploitations agricoles nouvelles comparables aux exploitations disparues ou gravement déséquilibrées. Il lui demande : 1° quelles sont les dispositions qu'il compte prendre pour reclasser les agriculteurs évincés et pour aider les S. A. F. E. R. à participer activement à ce reclassement, notamment en leur donnant les moyens financiers et juridiques nécessaires à l'acquisition d'exploitations viables pouvant être offertes aux agriculteurs expropriés ; 2° s'il n'entend pas rappeler que les actes déclaratifs d'utilité publique prévoient expressément

l'application des articles 10 de la loi du 8 août 1962 et 22-1 de la loi du 30 décembre 1967 faisant obligation aux maîtres d'ouvrages de remédier aux dommages causés.

Etrangers résidant en France (réduction de tarifs sur la Société nationale des chemins de fer français et la Régie autonome des transports parisiens pour familles nombreuses).

3181. — 7 juillet 1973. — **M. Gosnat** expose à **M. le ministre des transports** que la « carte d'identité famille nombreuse » donnant droit à des réductions de tarifs sur les chemins de fer dont bénéficient les familles comptant trois enfants ou plus, âgés de moins de dix-huit ans, est actuellement refusée aux travailleurs étrangers résidant en France avec leur famille. De la même façon, le conjoint étranger d'une femme française, père d'enfants français, ne peut bénéficier de cette carte alors que les autres membres de sa famille y ont droit. La Société nationale des chemins de fer français qui délivre les cartes à la fois pour son propre réseau et pour la Régie autonome des transports parisiens faintient cette distinction alors qu'elle a été supprimée en matière de sécurité sociale et d'allocations familiales par exemple. Il lui demande quelles mesures il envisage de rendre our que soit modifiée la réglementation afin que les étrangers résidant en France puissent bénéficier des mêmes droits que les citoyens français en matière de réduction de tarifs.

Gouvernement (organisation et moyens du service des « relations publiques »).

3858. — 4 août 1973. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre de l'information :** 1° si et dans quelles conditions le Gouvernement a organisé et avec quels moyens le service des « relations publiques » ; 2° s'il sait que dans le cadre de l'action du Gouvernement britannique, le « central office of information » constitue le service technique d'information publique de tous les ministères et que l'efficacité de ses services a été à plusieurs reprises souligné.

Emploi (fermeture envisagée d'une imprimerie à Montrouge (Hauts-de-Seine).

3870. — 4 août 1973. — **M. Ginoux** attire l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur le fait qu'une importante maison d'édition envisage de fermer son imprimerie intégrée établie à Montrouge, et qui emploie près de deux cents salariés. Cette fermeture est une manifestation de plus de la désindustrialisation progressive et constante de la région parisienne et plus spécialement de la région des Hauts-de-Seine, et qui risque d'avoir de graves répercussions sur le plan humain, économique et social. Il lui demande s'il peut lui faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre pour sauvegarder l'emploi industriel dans la région parisienne et plus particulièrement quelles mesures financières et fiscales pourraient être prises en faveur des entreprises de sous-traitance dont le maintien est une nécessité dans toutes les régions françaises.

Industrie métallurgique (difficultés économiques en Lorraine).

3934. — 4 août 1973. — **M. Depietri** expose à **M. le ministre des affaires culturelles** que les difficultés économiques que subit la région lorraine du fait de mesures de restructuration de la sidérurgie se font maintenant sentir dans les entreprises de la métallurgie. Par exemple, la société Sotracomet de Maizières-lès-Metz - 57210 occupant plus de 200 travailleurs va licencier prochainement des dizaines d'ouvriers, faute de commandes. Cette société travaille dans la grosse charpente et construction métallique. Or il apparaîtrait que le ministère des affaires culturelles a cédé à une entreprise étrangère, allemande en l'occurence, la partie métallique, 20.000 tonnes environ, du centre culturel du plateau de Beaubourg à Paris. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire, compte tenu des difficultés que subissent des entreprises métallurgiques lorraines, de céder le marché à une entreprise française de la région lorraine en particulier.

Prix (hausses des tarifs publics).

3951. — 4 août 1973. — **M. Michel Durafour** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de lui préciser les critères économiques qui ont amené le Gouvernement à profiter des vacances d'un grand nombre de Français pour annoncer et appliquer une hausse de certains tarifs publics. Il lui demande également s'il juge compatible avec la lutte contre d'inflation la série d'augmentations des tarifs publics intervenue depuis le début du mois de juillet.

Administration (conséquences des lenteurs administratives en matière de construction).

3981. — 4 août 1973. — **M. Julia** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur certaines lenteurs administratives qui, dans le domaine financier, ont des conséquences extrêmement regrettables. Il lui expose, par exemple, à cet égard, que l'établissement public pour l'aménagement de la Défense, qui aurait dû achever ses travaux il y a cinq ans, en réalisant un profit estimé à 1 milliard 600 millions de francs, n'a toujours pas terminé les constructions pour lesquelles il a été créé, ce qui entraîne un découvert pour le Trésor de l'ordre de 600 millions de francs par an. D'une manière générale, des retards de ce genre existent pour de très nombreuses constructions effectuées par des établissements publics ou par des collectivités locales. Très souvent les décisions des contrôleurs financiers ont pour effet de retarder l'exécution des travaux, lesquels sont poursuivis ultérieurement mais à des coûts beaucoup plus élevés en raison de l'érosion monétaire. Les devis établis par les entreprises le sont pour une période déterminée et l'accord est fréquemment donné peu de temps après l'expiration du délai prévu. Il semble que les administrations, et spécialement celle des finances, ne considèrent pas avec toute l'importance nécessaire le facteur temps. De ce fait, les dépenses de l'Etat et des collectivités locales sont souvent supérieures à ce qu'elles devraient être. Il y a là un regrettable abus des deniers publics, c'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de faire procéder à une étude approfondie de ce problème afin que des décisions pratiques soient prises le plus rapidement possible pour faire en sorte que les administrations tiennent compte des lois qui régissent une économie de marchés.

Crédit agricole (réserves obligatoires : assiette et taux).

3854. — 4 août 1973. — **M. Voilquin** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur l'urgence qu'il y a, dans les circonstances actuelles, à examiner la situation du crédit agricole, afin de lui permettre de maintenir ses taux privilégiés pour certains prêts monétaires bien précis et bien déterminés. Il semble y avoir antinomie entre l'obligation faite à cet organisme de plafonner les prêts monétaires et le régime des réserves obligatoires qui assimile, dans le domaine monétaire, le crédit agricole aux banques de droit commun. Une augmentation du taux actuel serait préjudiciable à l'agriculture et il semble particulièrement opportun et raisonnable d'appliquer à cet organisme un régime spécial dans le domaine des prêts monétaires, en modifiant l'assiette ou le taux de constitution des réserves obligatoires.

Vétérinaires (médicaments vétérinaires).

3902. — 4 août 1973. — **M. Denvers** demande à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** de vouloir bien lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour éviter que la fabrication, la détention, la vente et la distribution des médicaments vétérinaires ne puissent être confiées à des personnes dépourvues de compétence en ce domaine. Il lui demande s'il entend réglementer plus sévèrement l'utilisation de certains médicaments dont les effets ne sont pas sans risque pour le bétail consommateur.

Bâtiments d'élevage (assouplissement de la procédure d'octroi des prêts et subventions).

3952. — 4 août 1973. — **M. Naveau** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur l'incertitude et la déception qui règnent dans les milieux agricoles en matière de subventions ou de prêts pour bâtiments d'élevage. Tantôt ils apprennent par voie de presse bien orchestrée que le Gouvernement fait un effort supplémentaire et augmente les crédits destinés à la construction de bâtiments d'élevage, et s'entendent répondre par la suite par leur direction départementale de l'agriculture que la subvention susceptible de leur être accordée ne pourra intervenir que lorsque les crédits seront mis à leur dispo-

sition. Il en résulte des retards considérables dans la réalisation de ces constructions dont un des inconvénients notoires est d'augmenter le coût des travaux par rapport au prix initial prévu. Tantôt on tend à favoriser les dossiers de stabulation libre ou à logettes au détriment des dossiers d'étable entravées sans que l'on ait recherché les raisons de réalisation ou d'exploitation qui incitent plus à l'une qu'à l'autre. Tantôt encore, après une attente prolongée de la subvention promise à l'éleveur, on propose à celui-ci l'octroi d'un prêt bonifié, d'où nouvelle attente et perte de temps. Il lui demande s'il ne pense pas devoir assouplir et unifier la procédure d'octroi des prêts et de subventions aux bâtiments d'élevage, et donner aux directeurs départementaux de l'agriculture toutes directives pour adapter cette procédure aux réalités de la région qu'ils représentent.

Lait (prime d'utilisation du lait écrémé).

3953. — 4 août 1973. — **M. Naveau** demande à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** s'il ne pense pas devoir accorder la prime d'utilisation du lait écrémé liquide à la ferme aux producteurs de beurre fermier lorsque ceux-ci peuvent apporter la preuve d'un contrôle sérieux à la commercialisation de leur production, par la T. V. A., par exemple.

Crédit agricole (mesures de restriction de crédits).

3970. — 4 août 1973. — **M. Rigout** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur les graves conséquences des récentes mesures de restriction de crédit pour le financement de la production agricole ainsi que sur les effets qui en résultent pour le régime des prêts à court et moyen terme à l'agriculture. La période actuelle est notamment celle qui réclame une mobilisation des ressources monétaires des caisses de crédit agricole pour régler au comptant les apports des producteurs à leurs organismes stockeurs comme le veut la loi. Le système des réserves obligatoires, qui vient d'être aggravé, met en cause le fonctionnement normal du financement des organismes stockeurs, qui ne peuvent satisfaire à leurs obligations qu'en recourant au crédit à court terme auprés du crédit agricole comme le prévoit l'article 659 du code rural. Or les caisses de crédit agricole sont privées d'une partie de leurs moyens monétaires par le système des réserves obligatoires assis sur les dépôts et les crédits des organismes financiers. Les organisations professionnelles ont alerté le gouvernement à l'égard de la situation qui résulte du caractère saisonnier et aléatoire du financement de la production agricole. Chacun sait en outre que l'apurement des crédits consentis aux agriculteurs est pour l'essentiel réalisé sur le financement de leur récolte. Si celle-ci n'est pas réglée au comptant ce sont notamment leurs coopératives qui ne pourront pas faire face à leurs engagements vis-à-vis de leurs propres fournisseurs de produits nécessaires à l'agriculture. Le système des réserves obligatoires crée encore d'autres difficultés aux organismes de crédit de l'agriculture. Ceux-ci ne sont pas, comme les banques de droit commun, maîtres de leurs taux d'intérêt. Ces derniers sont, pour l'essentiel, fixés par les pouvoirs publics. Il y a donc une contradiction évidente entre le plafonnement du taux des prêts à l'agriculture et un régime de réserves obligatoires qui, dans le domaine monétaire, assimile le crédit agricole aux banques de droit commun qui peuvent ajuster leur taux en fonction des charges qu'elles supportent. Mais il est évident que le relèvement des taux des prêts du crédit agricole serait très préjudiciable à l'agriculture dont les charges sont déjà excessives. En conséquence il lui demande : 1° s'il ne considère pas indispensable d'exclure de l'assiette des réserves obligatoires les crédits nécessaires au financement de la production agricole et en particulier de la récolte de céréales ; 2° s'il ne pense pas qu'il est nécessaire d'appliquer au crédit agricole un régime spécial pour les prêts monétaires dont les taux sont plafonnés par l'Etat en modifiant l'assiette ou le taux de constitution des réserves obligatoires.

Accidents du travail (exploitant agricole retraité, titulaire de l'I. V. D.).

3982. — 4 août 1973. — **M. Kédinger** expose à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** qu'un agriculteur de la Moselle, titulaire de l'assurance vieillesse agricole et bénéficiaire de l'I. V. D., s'est vu, à l'occasion d'un accident dont il a été victime dans l'exploitation qu'il est autorisé à mettre en valeur en application de l'article 6 du décret n° 69-1029 du 17 novembre 1969, refusé par la caisse locale d'assurance accident agricole le remboursement des prestations correspondantes sous prétexte que : 1° les parcelles d'une superficie de 96 ares qu'il exploite ne constituent pas une exploitation agricole au sens du décret de 1969 ; 2° la cotisation qu'il verse au titre de la « cotisation accident agricole » représente une simple contribution et ne donne pas nécessairement ouverture au droit à réparation du préjudice causé par l'accident survenu dans l'exploitation des parcelles servant de base au calcul de cette cotisation. En fait, il n'existe aucune disposition légale en vertu de laquelle le décret du 17 novembre 1969 peut mettre en échec les dispositions du code local d'accident agricole de 1911, alors que, précisément, l'article 915 dudit code a posé le principe général de l'assurance obligatoire pour tout travail agricole, et que les articles suivants du code local d'accident agricole, tout en précisant la notion d'exploitation, ne font pas référence à une superficie quelconque pour la définition de l'exploitation type. Il n'existe non plus aucun texte d'ordre fiscal selon lequel la cotisation assurance accident agricole spéciale aux trois départements d'Alsace et de Lorraine constituerait une contribution générale destinée à alimenter le fonds de la caisse accident agricole, cette cotisation ne pouvant être assimilée à un impôt dont la caractéristique essentielle serait d'alimenter un budget général sans affection particulière. Il lui demande si, dans ce cas particulier, l'intéressé peut bénéficier des prestations prévues en cas d'accident du travail.

Travailleurs étrangers (logements insalubres : Ivry-sur-Seine).

3976. — 4 août 1973. — **M. Gosnat** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sa question n° 219 posée le 12 avril 1973 au sujet de l'îlot insalubre de la rue Barbès, à Ivry-sur-Seine. Il constate que la réponse parue au *Journal officiel* du 21 juillet 1973 ne lui donne pas satisfaction. En effet, il est inexact que la municipalité se soit contentée de proposer, pour la construction d'une cité, un terrain de 500 mètres carrés environ, rue Christophe-Colomb. En réalité, la proposition formulée par la municipalité et rappelée au représentant de M. le préfet du Val-de-Marne lors d'une réunion de travail qui s'est tenue à la mairie d'Ivry en novembre 1972 concerne l'acquisition de terrain et immeubles sis rue Christophe-Colomb et rue Victor-Hugo, d'une superficie totale de près de 2.000 mètres carrés. Cette opération permettrait en outre de faire disparaître un « bidonville vertical » qui s'est installé 91, rue Victor-Hugo. La construction d'une telle cité est donc tout à fait réalisable à Ivry, à condition toutefois qu'elle ne repose pas sur la commune, dont le budget supporte déjà la plupart des dépenses afférentes à l'aide sociale en direction de la population immigrée. Il lui demande s'il envisage d'inscrire l'opération proposée par la municipalité d'Ivry au programme de l'action du groupe interministériel permanent pour la résorption de l'habitat insalubre (G. I. P.) et, dans l'affirmative, de préciser les délais dans lesquels les familles de l'îlot insalubre de la rue Barbès pourraient enfin disposer de logements et d'équipements leur garantissant la sécurité et des conditions de vie collective décentes.

Construction (office H. L. M. de Paris : programme rues Oberkampf et Jean-Pierre-Timbaud).

3980. — 4 août 1973. — **M. Fanton** expose à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** qu'il a pris connaissance avec surprise de la déclaration faite devant le conseil de Paris, le 15 juin dernier, à propos du programme de l'opération que doit réaliser l'office public d'H. L. M. de la ville de Paris rues Oberkampf et Jean-Pierre-Timbaud. Si l'on en croit cette déclaration, il semblerait en effet que sur les 22.000 mètres carrés seulement 10.000 seraient réservés à la construction de 402 logements H. L. M., le reste du terrain étant rétrocédé à un promoteur qui édifierait ainsi 390 logements, soit le même nombre. Si l'on ajoute à cela que, d'après la même déclaration, des locaux du rez-de-chaussée d'un des bâtiments du groupe H. L. M. seraient réservés à des équipements publics, on constate que l'opération entreprise risque d'avoir comme résultat principal de faire disparaître de ce secteur les activités artisanales et industrielles qui y étaient installées, sans donner aux mal-logés du quartier des possibilités de logement convenable. Il lui demande s'il lui semble normal que la puissance publique use des pouvoirs qui lui sont accordés, notamment en matière d'expropriation, pour en définitive faciliter une opération de promotion immobilière. Il rappelle à ce propos que la ville de Paris a dû accorder à l'office des avances financières non négligeables pour mettre sur pied cette opération dont il est bien clair que le principal bénéficiaire sera le promoteur privé au détriment principalement des artisans et commerçants du quartier qui ne pourront, en aucun façon, se réinstaller sur place ; des personnes âgées dont il semble clair que rien n'est prévu pour les réinstaller dans les immeubles nouvellement construits et des mal-logés dont l'office ne semble avoir pris à aucun moment l'engagement de les reloger par priorité dans les immeubles qu'il construit

sur place. Il lui demande, en conséquence, s'il peut lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que des solutions différentes soient trouvées et pour que de tels faits ne se reproduisent pas dans d'autres opérations.

Fonds national de solidarité
(plafond de ressources : pensions militaires d'invalidité).

3955. — 4 août 1973. — **M. Gaillard** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les pensions de guerre d'invalidité sont prises en compte dans le total des ressources à ne pas dépasser pour bénéficier des secours vieillesse et, en particulier, du fonds national de solidarité. Il attire son attention sur l'émotion des bénéficiaires éventuels devant de tels errements qui minimisent considérablement la portée et l'intérêt de cette réparation nationale. En conséquence, il lui demande s'il envisage de proposer l'annulation de cette disposition restrictive pour les anciens combattants et victimes de guerre.

Armée (sanction disciplinaire
à l'égard d'un officier général non en activité de service).

3864. — 4 août 1973. — **M. Stehlin** se fait l'interprète auprès de **M. le ministre des armées** de la consternation que lui ont exprimée de nombreux correspondants, pour la plupart des militaires, après la mesure disciplinaire prise à l'encontre du général Jacques Paris de Bollardière. Cette sanction paraît d'autant plus inopportune que des officiers généraux en activité de service, ce qui n'est pas le cas du général de Bollardière, ont fait des déclarations publiques sur des sujets de caractère politique, donc interdits par les règlements. Il semble, au contraire, qu'un officier qui n'est plus sous les armes a le droit, que l'on soit d'accord avec lui ou non (et l'auteur de la question écrite ne l'est pas), d'exprimer une opinion dès lors qu'elle n'engage que lui-même.

Patente (entreprises du bâtiment et des travaux publics :
la Réunion).

3941. — 4 août 1973. — **M. Cerneau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le mode d'évaluation de la valeur locative de l'outillage mobile en matière de contribution des patentes dans le département de la Réunion. Pour les établissements industriels tels que les entreprises du bâtiment et des travaux publics, la méthode d'évaluation retenue par les services fiscaux est la suivante : 1° retenir le prix de revient P ; 2° diviser P par le coefficient de revision des bilans correspondant à l'année 1925, afin d'avoir le prix de revient au 31 décembre 1925 ; 3° appliquer à ce prix de revient 1925 un abattement de 40 p. 100 afin d'obtenir la valeur vénale de la même époque ; 4° déterminer la valeur locative correspondante, par application d'un taux de rentabilité de 10 p. 100 ; 5° multiplier le résultat obtenu par cinq tiers pour obtenir la valeur locative au 1er janvier 1948 ; 6° appliquer un pourcentage de non-utilisation du matériel fixé forfaitairement à 35 p. 100. Ces différentes opérations permettent de déterminer un coefficient. Pratiquement, on obtient alors la valeur locative en appliquant ce coefficient au prix de revient du matériel. En métropole, ce coefficient est de 1,75 p. 1.000. Il est fixé à la Réunion à 10 p. 100. Cette différence à caractère pénalisant serait le fait des services fiscaux locaux, qui : 1° pour l'opération n° 2, appliquent un coefficient de revision 1925 inférieur de dix fois à celui utilisé en métropole ; 2° pour l'opération n° 3, procèdent à un abattement de 25 p. 100 (au lieu de 40 p. 100) ; 3° pour l'opération n° 5, ne procèdent pas à la multiplication par cinq tiers. Cette pratique semblant se révéler sans fondement, il lui demande s'il compte y mettre fin le plus tôt possible et donner en conséquence les instructions nécessaires pour que disparaisse la discrimination appliquée à l'encontre des entreprises du département de la Réunion.

Pétrole (permis de recherche :
plateau continental mer territoriale au Nord de la Seine).

3947. — 4 août 1973. — **M. Bardol** attire l'attention de **M. le ministre du développement industriel et scientifique** sur la demande de permis exclusif de recherche d'hydrocarbures formulée par une société étrangère (américaine) en date du 29 janvier 1973 (*Journal officiel* du 23 mai 1973) et portant sur le plateau continental et sur le sous-sol de la mer territoriale au large des départements du Pas-de-Calais, de la Somme et de la Seine-Maritime. Des demandes de concessions ont également été déposées pour la recherche et l'extraction de matériaux en mer (sable, gravier, etc.). Ces demandes provoquent une légitime inquiétude et un grand mécontentement parmi toute la population du littoral concerné. Si elles étaient acceptées, elles entraîneraient en effet d'importantes dégradations de l'économie et de l'environnement. 1° la dégradation de l'écologie du littoral, l'accroissement de la pollution, la destruction de frayères léseraient gravement la pêche artisanale très active dans ce secteur avec les conséquences économiques et sociales pour les marins pêcheurs et les travailleurs des industries annexes ; 2° alors que le tourisme constitue une activité économique et importante de la région et doit connaître une nouvelle extension, la détérioration de l'environnement et de l'esthétique lui porterait un coup très sensible ; 3° la navigation aux approches et dans le détroit du Pas-de-Calais est de plus en plus difficile (commerce, pêche, plaisance). La sécurité des navires serait plus gravement compromise encore. Il considère que la recherche et l'exploitation de gisements, quels qu'ils soient, ne doivent pas s'exercer à proximité des côtes, mais dans les fonds sous-marins, au grand large, et à la condition expresse qu'ils n'ajoutent en aucune manière à une pollution qu'il faudrait, au contraire, combattre avec beaucoup plus de moyens. Il lui demande en conséquence s'il est disposé à refuser les permis sollicités.

Crédit agricole (réserves obligatoires : assiette et taux).

3855. — 4 août 1973. — **M. Voilquin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'urgence qu'il y a, dans les circonstances actuelles, à examiner la situation du Crédit agricole, afin de lui permettre de maintenir ses taux privilégiés pour certains prêts monétaires bien précis et bien déterminés. Il semble y avoir antinomie entre l'obligation faite à cet organisme de plafonner les prêts monétaires et le régime des réserves obligatoires qui assimile, dans le domaine monétaire, le Crédit agricole aux banques de droit commun. Une augmentation du taux actuel serait préjudiciable à l'agriculture et il semble particulièrement opportun et raisonnable d'appliquer à cet organisme un régime spécial dans le domaine des prêts monétaires, en modifiant l'assiette ou le taux de constitution des réserves obligatoires.

Rapatriés (subrogation de leurs droits à indemnisation
au bénéfice du Trésor).

3860. — 4 août 1973. — **M. Sénès** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, dans dix-huit départements, les rapatriés ont la possibilité de bénéficier de la subrogation partielle de leurs droits à l'indemnisation au bénéfice de l'Etat ou du Trésor. Il lui demande s'il peut lui faire connaître les raisons qui s'opposent à faire bénéficier tous les rapatriés de ces mesures quel que soit le département dans lequel ils résident et quelle que soit la catégorie professionnelle à laquelle ils appartiennent.

Enregistrement (droits d') (immeuble vendu en nue-propriété
à la fille du légataire par le testateur).

3890. — 4 août 1973. — **M. Chambon** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le cas de Mme X... ayant institué pour légataire universel M. Y... par testament olographe du 20 janvier 1964. Le 1er février 1965, Mme X... vend à la fille mineure de M. Y..., qui n'a jamais eu connaissance du testament, la nue-propriété d'un immeuble dont elle se réserve l'usufruit. Le 2 novembre 1971, Mme X... décède et M. Y... se voit alors réclamer les droits de mutation à titre gratuit sur la valeur vénale de l'immeuble. Le 8 janvier 1973, l'administration des impôts se retourne contre la fille de M. Y... laquelle est devenue majeure. Il lui demande si la présomption visée par l'article 751 du code général des impôts est applicable intégralement dans le cas ci-dessus exposé.

Trésor (personnel : contrôleurs devenus inspecteurs).

3899. — 4 août 1973. — **M. Cousserc** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas de certains contrôleurs stagiaires du Trésor devenus, après concours, inspecteurs stagiaires, qui ont subi un préjudice pécuniaire pendant une période pouvant aller jusqu'à cinq ans. En effet, ces fonctionnaires ayant passé avec succès le concours d'inspecteur stagiaire, moins d'un an après celui de contrôleur, ont été intégrés dans le cadre A et sont restés au même indice durant leurs études (licence, école du Trésor) et éventuellement au-delà de la durée légale du service militaire. Pendant ce même temps, leurs collègues qui n'ont pas été admis la première fois au concours d'inspecteur stagiaire, ont été nommés contrôleur et ont progressé dans le cadre B jusqu'à leur titularisation en qualité d'inspecteur à un indice supérieur à celui de ceux qui avaient eu le mérite de réussir le concours à leur première tentative. Il lui demande quelle mesure il compte prendre pour régulariser cette situation.

Impôt sur le revenu (BIC) :
déduction des bénéfices de la rémunération du conjoint.

3913. — 4 août 1973 — **M. Ribes** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que par un arrêt du 18 décembre 1970 (req. 77.220), le Conseil d'Etat a jugé que les dispositions de l'article 154 du code général des impôts dont l'objet est de limiter à une somme forfaitaire (actuellement 1.500 francs par an) la rémunération allouée au conjoint de l'exploitant d'une entreprise industrielle ou commerciale et susceptible d'être déduite des bénéfices de l'entreprise, n'établissent aucune distinction selon le régime sous lequel les époux sont mariés. Il lui demande s'il peut lui préciser le sens et la portée de la réponse (publiée au *Journal officiel*, n° 1, débats A. N., du 8 janvier 1972, p. 16, nos 17646, 17905 et 18942) à la question qui lui avait été posée de savoir si cette décision — d'ailleurs confirmée depuis par un nouvel arrêt de la Haute Assemblée du 6 décembre 1972 (req. 82.792) — était de nature à modifier la doctrine administrative exprimée maintes fois depuis la circulaire du 11 mai 1950 (§ 128) qui l'a définie à l'origine. En effet la réponse visée ci-dessus affirme que « pour l'imposition des revenus de 1970 et des années ultérieures, elle (l'administration) n'entend pas remettre en cause les situations acquises ». Faut-il en conclure que seuls pourront continuer de prétendre à la déduction intégrale du salaire du conjoint les époux mariés sous un régime exclusif de communauté — toutes autres conditions étant, bien entendu, supposées remplies — qui bénéficiaient déjà de cette mesure avant l'intervention des arrêts de jurisprudence précités.

Octroi de mer (Réunion).

3918. — 4 août 1973. — **M. Fontaine** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de lui faire connaître : 1° le montant des recettes encaissées au titre de l'octroi de mer à la Réunion pour les années 1970, 1971 et 1972 ; 2° pour les mêmes années, le montant du prélèvement opéré sur ces sommes au profit des services financiers ; 3° les critères de répartition et la ventilation de ce prélèvement entre le personnel de ces services ; 4° la part de « remise » qui serait reversée à l'Etat ; 5° les textes réglementaires qui permettent ces opérations.

Vignette automobile
(taux réduit : achat d'un véhicule en cours d'année).

3923. — 4 août 1973. — **M. Dugoujon** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en vertu de la réglementation en vigueur l'acheteur d'une automobile neuve immatriculée avant le 15 août est tenu d'acquérir, dans le mois qui suit, la vignette correspondante. A partir du 1er novembre suivant, il sera tenu de se procurer une nouvelle vignette (300 francs par exemple pour une 12 CV). Il s'agit là d'un cas limite, mais il ne lui échappe certainement pas qu'il est abusif de faire payer deux vignettes pour une voiture dans la même année. Ne serait-il pas possible de mettre à la disposition des acheteurs de voitures neuves, à dater du 1er mai de chaque année, une demi-vignette dont la valeur serait de 50 p. 100 de la vignette normale ? Il conviendrait cependant de maintenir jusqu'au 1er novembre l'exonération de la vignette pour les voitures immatriculées à dater de l'ouverture du salon de l'automobile. Ce serait une mesure de simple justice à l'égard des automobilistes déjà assujettis à toutes sortes de taxes dont il ne paraît pas nécessaire de lui faire l'énumération.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles — forfait) :
classement des exploitations.

3925. — 4 août 1973. — **M. Degraeve** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 67 du code général des impôts prévoit que le classement des exploitations agricoles doit être affiché pendant quinze jours en mairie, que l'article 69 permet au contribuable de dénoncer son forfait dans les vingt jours qui suivent, et que l'article 175 lui permet de souscrire sa déclaration dans ce délai. Il lui demande si l'affichage en mairie peut être effectué avant la parution au *Journal officiel* de la définition des catégories retenues et du bénéfice forfaitaire moyen sans entraîner un vice de l'imposition. Dans l'affirmative, dans l'hypothèse où l'affichage en mairie aurait lieu plus de trente-cinq jours avant la parution des bénéfices forfaitaires au *Journal officiel*, si le contribuable peut se voir opposer la forclusion en matière de dénonciation et comment il peut chiffrer son revenu avant l'expiration du délai de déclaration. D'une façon plus générale, il lui demande si un agriculteur peut être taxé d'office et s'il est passible de pénalité lorsque sa déclaration est souscrite dans les trente-cinq jours de la publication des bénéfices forfaitaires au *Journal officiel*.

Finances locales (contribution foncière :
exonération trentenaire des plantations forestières).

3935. — 4 août 1973. — **M. Pranchère** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** les difficultés causées aux agriculteurs et aux collectivités locales du fait du non-remboursement par l'Etat des exonérations de l'impôt foncier non bâti consenties pour les plantations forestières. Les plantations forestières bénéficient d'une exonération d'impôt pendant trente années, la plupart des communes de la Haute-Corrèze ont un tiers ou plus de leur superficie concernée par cette exonération. De ce fait ces communes pour maintenir le rapport de l'impôt foncier doivent alourdir les impositions sur les terrains dont la destination est la production agricole. C'est là une pénalisation supplémentaire pour les agriculteurs des régions concernées qui contribue finalement à l'accélération de l'exode rural au moment où la production de viande est insuffisante. De plus, d'après des informations qui lui sont parvenues, il semblerait que la nouvelle révision quinquennale qui doit intervenir en 1974 créera une nouvelle injustice pour ces agriculteurs puisque la valeur locative qui se trouvait à égalité pour les plantations forestières et les terres et prés avec le coefficient 120 serait augmentée pour les terres et prés et portée au coefficient 140 alors qu'elle serait ramenée au coefficient 0,64 pour les plantations forestières de résineux, épicéas et douglas. Il lui demande s'il n'entend pas prendre rapidement les mesures appropriées pour : 1° rembourser aux communes les pertes de recettes fiscales correspondant aux exonérations trentenaires de l'impôt sur les plantations forestières ; 2° réduire, si les informations citées sont exactes, le coefficient pour le calcul de la valeur locative sur les terres et les prés afin que les agriculteurs ne soient pas pénalisés une nouvelle fois.

Fiscalité immobilière (plus-values sur la cession d'un terrain à bâtir :
S. A. R. L. société immobilière).

3977. — 4 août 1973. — **M. Aubert** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation suivante : une S. A. R. L. a été constituée en 1948 par acte sous seing privé. Elle a acheté, après sa constitution, une villa et assure, sous la dénomination de Société immobilière X, la propriété, l'administration et la gestion de cet immeuble et toutes opérations utiles se rattachant directement ou indirectement à cet effet. La S. A. R. L. représentée par son gérant, n'a jamais eu d'autres activités que celle prévue dans son objet. Au décès du gérant, son épouse le remplace, habite définitivement cette villa et loue une petite partie de celle-ci à un locataire pendant une courte durée. Les loyers sont déclarés en revenus fonciers et la S. A. R. L. n'a jamais déposé de ce fait aucun bilan, ni déclaration de résultats. Les services fiscaux n'ont, de leur côté, jamais réclamé aucun document. La S. A. R. L. « Société immobilière X », en fonction de ces faits, avait été considérée comme une société civile. Ses statuts ont été mis en harmonie avec la loi du 24 juillet 1966 et le décret du 23 mars 1967 et prévoient en outre la transformation en société d'une autre forme. Compte tenu de ces précisions, il lui demande si cette société peut bénéficier des dispositions qui ont été énoncées dans la réponse faite à la question écrite n° 14672, réponse publiée dans le *Journal officiel*, Débats A. N., n° 3, du 16 janvier 1971, page 149. Si la S. A. R. L. en cause peut bénéficier des dispositions précitées, il lui demande également si, après transformation agréée, cette S. A. R. L., société immobilière à objet purement civil, gérant l'immeuble sous une autre forme et vendant celui-ci comme terrain à bâtir dans un laps de temps plus ou moins rapproché de la transformation, les associés pourront bénéficier des dispositions de l'article 3 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 (article 150 *ter* du C. G. I.). Dans la négative, à quelle imposition seront-ils soumis.

Assurances sur la vie (rentes de survie : « Vie entière », déduction
des primes des revenus imposables à l'impôt sur le revenu).

3978. — 4 août 1973. — **M. Aubert** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les dispositions fiscales, actuellement en vigueur, qui permettent aux contribuables de déduire, dans certaines limites de leurs déclarations annuelles de revenus, les primes d'assurance-vie qu'ils ont payées l'année précédente. Un contribuable a souscrit en 1970 et en 1971, auprès de la Caisse nationale de prévoyance, deux contrats d'assurance-

vie « Vie entière », garantissant le paiement à son épouse d'une rente viagère, s'il vient à décéder avant elle, le versement de cette rente viagère prenant effet du jour de la mort de l'assuré. Les contrats d'assurance-vie de ce type sont communément dénommés « rentes de survie » par les compagnies d'assurance. Au cours des déclarations des revenus de 1970 et de 1971, le contribuable a déduit (dans les limites prévues pour les contrats passés depuis le 1er janvier 1967) les primes correspondantes qu'il avait effectivement payées, et cette déduction n'a soulevé aucune objection de la part de l'inspecteur des impôts. Pour la déclaration de ses revenus de 1972, le contribuable a demandé au début de 1973, à la Caisse nationale de prévoyance le « certificat attestant le montant des primes échues en 1972 », certificat exigé aux termes de la « notice explicative de la formule fiscale n° 2042 ». Il s'est vu répondre par la caisse qu'elle ne pouvait délivrer ce certificat, car les primes en question « ne peuvent être déduites » du revenu imposable. Il lui demande : si la direction des impôts n'aurait pas adopté pour 1973 une interprétation plus restrictive que les années précédentes des dispositions de l'article 7 de la loi de finances pour 1970, ce qui expliquerait sans doute la réponse de la Caisse nationale de prévoyance ; au cas où l'administration ne pourrait revenir sur l'interprétation nouvelle qu'elle aurait ainsi donnée, s'il ne conviendrait pas, dans la prochaine loi de finances, d'étendre le bénéfice des dispositions concernant les contrats fiscalement considérés comme contrats de rente de survie (contrats en faveur exclusivement d'enfants inadaptés) à tous les contrats communément dénommés « rente de survie-Vie entière » par les compagnies d'assurances, ou au moins, à ceux d'entre eux dont le bénéficiaire est le conjoint survivant d'un ménage.

Enseignants (professeurs stagiaires de C. E. T. : affectation dans des régions non demandées).

3883. — 4 août 1973. — **M. Lazzarino** signale à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, par suite de l'absence de création de postes, plusieurs centaines de professeurs stagiaires des collèges d'enseignement technique viennent d'être affectés d'autorité dans des régions qu'ils n'avaient pas demandées. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour créer les postes nécessaires, notamment quelles mesures il compte prendre pour transformer les heures supplémentaires et groupements d'heures en postes budgétaires ; 2° quelles dispositions il compte prendre pour permettre une insertion normale de ces personnels dans la région où ils ont été affectés d'autorité (logement, travail du conjoint, etc).

Etablissements scolaires (exclusion d'élèves sans comparution devant le conseil de discipline).

3893. — 4 août 1973. — **M. Robert Fabre** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il est exact que des élèves de lycée auraient été exclus des établissements à l'occasion de la fin de l'année scolaire sans comparution devant un conseil de discipline. Il aimerait savoir sur quelle réglementation se fonde une telle pratique et connaître le nombre des élèves qui auraient été de ce fait renvoyés de leur établissement à l'issue de la classe de seconde, à l'issue de la classe de première, ainsi que le nombre des élèves de terminale qui, en cas d'échec au baccalauréat, ne seraient pas autorisés à redoubler dans leur établissement. Ces renseignements sont demandés département par département.

Ecole pratique de service social (stagiaires de la formation professionnelle).

3895. — 4 août 1973. — **M. Raymond** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation des étudiants de l'école pratique de service social, 139, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris. Il lui fait observer, en effet, que les services compétents viennent de décider de supprimer les rémunérations de formation professionnelle servies au titre de la promotion sociale pour les nouveaux étudiants en service social au cours de l'année 1973-1974. Cette décision, qui est absolument contraire à la politique de promotion sociale et de formation continue, porte un préjudice grave aux étudiants qui ont engagé des démarches pour s'inscrire à cette école pour préparer le concours ou qui ont payé les droits d'entrée ou les droits d'inscription. En outre, certains d'entre eux avaient envoyé un préavis à leur employeur. Ainsi, le recrutement des étudiants assistants sociaux se trouvera donc limité aux seuls lycéens et étudiants puisque le monde du travail s'en trouvera exclu du fait de l'absence de rémunération. Ainsi, compte tenu du caractère particulièrement injuste de cette décision, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rétablir les rémunérations antérieurement versées et pour permettre à tous les travailleurs qui envisageraient de suivre ce cycle de pouvoir accomplir normalement la prochaine année scolaire.

Instructeurs de l'ex-plan de scolarisation de l'Algérie.

3903. — 4 août 1973. — **M. Lebon** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il entend classer très prochainement le corps des instructeurs de l'ex-plan de scolarisation en Algérie dans l'une des quatre catégories de la fonction publique conformément à l'article 17 de l'ordonnance du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires et de l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat en date du 17 janvier 1973.

Scolarité obligatoire (dérogation pour les enfants âgés de quatorze ans).

3915. — 4 août 1973. — **M. Ansquer** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les problèmes posés aux familles par suite de la prolongation de la scolarité obligatoire. Il lui rappelle que les dérogations d'obligation scolaire à quatorze ans permettaient à certains enfants d'entrer en apprentissage alors que, dans la plupart des cas, la prolongation de la scolarité leur déplaît et les incite à perdre le goût du travail. De plus, cette formule rendait service aux artisans qui rencontrent des difficultés pour le recrutement de la main-d'œuvre. Il lui demande s'il entend porter remède à cette situation.

Conseils municipaux (vote de frais de représentation pour les maires).

3888. — 4 août 1973. — **M. Longequeue** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'en vertu de l'article 86 du code d'administration communale, les conseils municipaux peuvent voter aux maires des frais de représentation sans préjudice des indemnités de fonctions prévues à l'article 87. Cependant l'instruction M.O. 114 d'octobre 1971 du ministère des finances, direction de la comptabilité publique, publiée au recueil méthodique d'information concernant les services des communes et établissements publics communaux, dispose « in fine » que « l'indemnité de fonctions a bien pour but de couvrir les frais de représentation ». Il lui demande, compte tenu de la contradiction existant entre le texte législatif et l'instruction susvisée, si un conseil municipal, se référant à l'article 86 du code d'administration communale, peut, en dehors des indemnités de fonctions, voter des frais de représentation à un maire et dans l'affirmative, lui indiquer l'emploi qu'il peut faire du crédit correspondant.

Protection civile (Effectifs par département. Amélioration de carrière de certains personnels).

3924. — 4 août 1973. — **M. François Bénard** demande à **M. le ministre de l'intérieur** quel est le nombre et la répartition par département des fonctionnaires d'Etat mis à la disposition de messieurs les préfets dans les services départementaux de protection civile (métropolitains et outre-mer). Il est également désireux de connaître à quelle époque interviendra la revalorisation indiciaire des officiers, sous-officiers des groupes mobiles de sécurité qui constituent la structure du service national de la protection civile.

Communes (enquêtes des administrations : versement par l'Etat d'une indemnité).

3931. — 4 août 1973. — **M. Kalinsky** a pris connaissance de la réponse faite par **M. le ministre de l'intérieur** à sa question écrite n° 1381. Il est bien évident que le travail demandé aux mairies pour collecter des renseignements à la demande des administrations et des organismes du secteur public et para-public est proportionnel au nombre d'habitants. Si pour de petites communes un agent d'enquête à plein temps ne se justifie pas, il n'en est pas de même pour des communes plus importantes. Il apparaît que pour une commune de 20.000 habitants, un agent d'enquête à temps plein se justifie pleinement. Il lui demande en conséquence s'il ne serait pas logique d'allouer aux communes une indemnité de l'ordre de 1 franc par habitant afin que celles-ci n'aient pas à supporter des dépenses qui en fait ne leur incombent nullement.

Incendie (capitaines des services d'incendie et de secours).

3986. — 4 août 1973. — **M. Radius** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre dans le but de promouvoir au grade supérieur les capitaines, inspec-

teurs adjoints des services d'incendie et de secours, et leur faire attribuer une indemnité annuelle bien supérieure à celle accordée actuellement par les commissions administratives départementales des services d'incendie et de secours. Il convient en effet de tenir compte de leur responsabilité dans le cadre des arrondissements, des permanences qu'ils assurent souvent, pour remplacer l'inspecteur départemental en congé, en repos ou absent du département, et enfin pour leur témoigner reconnaissance et gratitude.

Journalistes (secret professionnel : saisies de photos).

3950. — 4 août 1973. — **M. Médecin** demande à **M. le ministre de la justice** s'il n'estime pas contraire à la liberté de la presse et à la liberté d'expression les saisies de photos qui sont intervenues dans les journaux de la région de Poitiers, à la suite des manifestations d'agriculteurs. Cette pratique, qui ne fait que répéter les saisies de photos intervenues lors des manifestations de Bastia contre les « boues rouges », pose à l'évidence le problème du secret professionnel des journalistes. Il lui demande donc s'il ne pense pas qu'il est opportun de proposer aux législateurs d'inclure les journalistes parmi les personnes tenues au secret professionnel, en vertu de l'article 378 du code pénal.

Pollution (Mourepiane-Marseille : station de dégazage des pétroliers).

3881. — 4 août 1973. — **M. Lazzarino** expose à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** que depuis 1965, une station de dégazage des pétroliers fonctionne à Mourepiane, dans l'enceintre du port autonome de Marseille. Ces opérations s'effectuent en permanence. Elles provoquent des nuisances sérieuses aux habitants du quartier situé à quelques 300 mètres, à vol d'oiseau, de ladite station. Les vents dominants soufflent en effet de l'Est et du Sud-Ouest — la Largade notamment — et rabattent sur les locaux d'habitations situés légèrement en hauteur des émanations pestilentielles. La végétation dépérit. De nombreux cas d'asthme, et d'affection des voies respiratoires sont signalés au sein de la population concernée. Les techniques sont telles, à notre époque, qu'elles doivent pouvoir permettre d'assurer à la station de dégazage de Mourepiane — appelée à connaître un accroissement d'activité avec la fin de la réalisation de la grande forme — un fonctionnement débarrassé des nuisances actuellement constatées. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cessent lesdites nuisances et que soit assurée la protection des sites intéressés aussi bien que celle des populations concernées.

Environnement (Marseille : nuisances d'une entreprise de tréfilerie et de laminage).

3882. — 4 août 1973. — **M. Lazzarino** expose à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** que depuis mai 1973, une entreprise de tréfilerie et de laminage de Marseille a procédé au renforcement potentiel de ses moyens de production. Or, depuis cette date, les habitants de ce quartier, dont certains logements jouxtent même l'usine, subissent d'insupportables nuisances. Il s'agit en premier lieu d'un bruit infernal qui règne jusque fort tard dans la nuit, sinon vingt-quatre heure sur vingt-quatre ; en second lieu de vibrations ressenties dans les locaux d'habitation lorsque certaines machines sont en fonctionnement ; enfin d'une poussière grisâtre qui pénètre partout, envahissant certains appartements. Plusieurs centaines de familles sont concernées par ces nuisances. Elles sont excédées par les nuits d'insomnie, et nombreuses sont celles qui doivent se faire soigner pour des maladies nerveuses. Cette situation est également grave de conséquence pour l'école communale proche. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prescrire pour que les habitants de ce populeux quartier de Marseille puissent connaître des conditions normales d'existence par une protection efficace contre les nuisances signalées.

Aménagement du territoire (villes nouvelles : parcs naturels régionaux).

3911. — 4 août 1973. — **M. Pierre Joxe** demande à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** : 1° pour quelles raisons aucune création de parcs naturels régionaux n'a été envisagée par les pouvoirs publics dans la région parisienne, alors que certains secteurs s'y prêtent admirablement et que plusieurs associations d'élus ont exprimé un tel vœu à plusieurs reprises ces derniers mois ; 2° comment se fait-il qu'il puisse exister depuis plusieurs années une politique des villes nouvelles visant à orienter la croissance urbaine sur certains axes sans que simultanément ait été mis au point une politique complémentaire de maintien du caractère naturel et rural des territoires compris entre ces axes ; 3° s'il n'estime pas que l'absence d'une telle politique, qui devrait comporter notamment la création de parcs naturels régionaux, contribue en définitive à favoriser l'extension officiellement condamnée de l'urbanisation en « tache d'huile » par le biais d'opérations d'urbanisme parasitaires des villes nouvelles là où précisément devraient se créer en bonne logique des parcs naturels régionaux.

Bois et forêts (exploitation du massif forestier de Saint-Gobain, Coucy [Aisne]).

3969. — 4 août 1973. — **M. Renard** attire l'attention de **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** sur le massif forestier de Saint-Gobain, Coucy, dans le département de l'Aisne. Depuis plusieurs années, on assiste à une exploitation intensive de la forêt. Celle-ci, qui est un lieu de prédilection pour de nombreux touristes, est impitoyablement mise à blanc et, depuis ces quelques années, aucune plantation n'a été effectuée. Même si ces plantations ont lieu, les plants ne reprendront pas, car ils seront étouffés par les taillis qui se développent de manière rapide. Il est à considérer que les plus beaux arbres de la forêt sont abattus et partent à l'étranger. Ils ne restent que quelques jours au bord des chemins, alors que les grumes sans valeur restent des années sur place et constituent un spectacle désolant. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que la forêt soit exploitée de façon rationnelle et lui permettre de retrouver sa beauté naturelle si compromise actuellement.

Assurance maladie (taux de remboursement des honoraires médicaux aux malades hospitalisés dans les cliniques privées d'Alsace et de Lorraine).

3849. — 4 août 1973. — **M. Caro** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur le fait que les malades hospitalisés dans les cliniques privées d'Alsace et de Lorraine ne sont plus remboursés intégralement par les caisses d'assurance-maladie des honoraires médicaux qu'ils versent à leurs médecins traitants, mais seulement forfaitairement à raison de 80 p. 100 du prix de consultation du premier au vingtième jour, de 40 p. 100 de ce prix du vingt et unième au soixantième jour et de 20 p. 100 par la suite, et ceci depuis l'intervention de l'arrêté du 27 mars 1972 portant nomenclature générale des actes professionnels des médecins, spécialement en ses articles 20 et 21, alors que jusqu'à cette date le remboursement intégral leur était assuré malgré l'existence des décisions des 14 décembre 1960 et 15 février 1961 prises par la commission interministérielle des tarifs visant aux mêmes fins. Il lui demande : 1° comment il se fait que de tels errements soient pratiqués, alors que les cliniques d'Alsace et de Lorraine, essentiellement confessionnelles, sont à but non lucratif ; que, comme telles, elles n'ont pas de médecins résidents, que les malades y sont soignés par leurs médecins traitants comme s'ils étaient à leur domicile ; qu'ainsi les honoraires revenant à ces médecins ne sauraient être considérés comme des honoraires médicaux de surveillance, mais comme des honoraires de consultation ; 2° si, compte tenu de l'inapplicabilité manifeste de l'article 20 de l'arrêté du 27 mars 1972 à la situation propre des cliniques privées d'Alsace et de Lorraine, les malades qui s'y trouvent hospitalisés peuvent espérer qu'il soit mis fin à ces pratiques et obtenir le plein remboursement des honoraires qu'ils doivent à leurs médecins traitants, dans un esprit de complémentarité du secteur hospitalier public et privé.

Assurance maladie (indemnités journalières).

3851. — 4 août 1973. — **M. Morellon** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les augmentations de salaires ne sont prises en considération pour la majoration de l'indemnité journalière servie en cas de maladie que si elles résultent d'une convention collective ou d'un accord d'établissement. Il lui fait observer que cette réglementation est très défavorable aux salariés des petites et moyennes entreprises où les augmentations de salaires interviennent souvent sans référence à une convention ou à un accord quelconque. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de remettre en cause les dispositions actuelles du code de la sécurité sociale afin de faire en sorte que toute augmentation de salaire se traduise par une majoration des indemnités journalières servies en cas de maladie.

Service national
(soutiens de famille : taux de l'allocation servie à leur famille).

3852. — 4 août 1973. — **M. Morellon** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que le taux de l'allocation versée aux familles dont le soutien indispensable effectue son service militaire n'a pas été modifié depuis 1964. La hausse du coût de la vie, intervenue depuis lors, a entraîné une telle dévalorisation de cette allocation qu'elle ne conserve pratiquement plus qu'un caractère symbolique. Il lui demande s'il n'estime pas devoir procéder à une revalorisation d'autant plus nécessaire que les dispenses accordées aux jeunes reconnus soutiens de famille semblent plus difficiles à obtenir actuellement qu'au cours des dernières années.

Allocation d'orphelin (assouplissement des conditions d'attribution).

3889. — 4 août 1973. — **Mme Thome-Patenôtre** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la rigueur excessive des conditions fixées pour l'attribution de l'allocation « Orphelin » qui conduisent très injustement à en refuser le bénéfice à certaines familles ou personnes qui assument pourtant les charges dues « à l'absence » paternelle ou maternelle l'absence devrait être interprétée au sens large incluant la déchéance, l'incarcération, l'internement, etc., et pas seulement le décès). Elle lui demande donc s'il envisage d'assouplir les règles d'attribution de cette prestation pour qu'elle puisse être automatiquement attribuée en cas de déchéance de l'autorité parentale, d'incarcération, d'internement ou d'abandon de l'un des deux parents.

Promotion sociale
(employés des professions paramédicales et sociales).

3897. — 4 août 1973. — **M. Michel Durafour** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur les conséquences de la suppression, par suite de restriction budgétaire, de la rémunération au titre de la promotion sociale qui était versée aux jeunes employés de la branche paramédicale et sociale justifiant trois années d'activités professionnelles et désirant poursuivre leurs études dans la même voie. Il lui demande de bien vouloir rapporter cette mesure, contraire aux lois du 31 juillet 1959 et du 16 juillet 1971 et qui, de plus, est un obstacle tant à la promotion sociale qu'à une meilleure qualification du personnel des hôpitaux.

Retraites complémentaires
(personne âgée ayant élevé des pupilles de l'assistance publique).

3916. — 4 août 1973. — **M. Duvillard** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le cas d'une septuagénaire veuve depuis 1936 et ayant gardé, de 1937 à 1973, des pupilles de l'assistance publique. Sa pension de vieillesse, très minime, s'élevait seulement en avril 1973 à moins de 420 F par trimestre représentant le total cumulé : 1° de dix-sept trimestres d'activité commerciale du 15 novembre 1948 au 31 mars 1953 ; 2° de quarante-cinq trimestres validés par le régime général de la sécurité sociale, du 1er janvier 1947 au 31 décembre 1948 et du 1er janvier 1953 au 31 décembre 1967. L'ensemble fait seulement soixante-deux trimestres, soit quinze ans et demi de travail comptant pour la retraite. Il ne paraît donc pas avoir été tenu compte des fonctions, assurément très prenantes et socialement fort utiles, de gardienne de pupilles exercées depuis 1937, soit pendant trente-six ans dont une dizaine d'années avant le 1er janvier 1947. Sans doute l'intéressée aurait-elle théoriquement le droit d'acquérir auprès de l'I.R.C.A.N.T.E.C. des droits à retraite complémentaire pour les services de cette nature effectués antérieurement au 1er avril 1973. Mais elle pourrait le faire uniquement à titre onéreux. A supposer même qu'elle en ait les moyens, ne verrait-elle pas alors ce supplément de revenu, en tout état de cause bien modeste, se traduire pour elle par une réduction, à due concurrence, de l'avantage vieillesse servant actuellement à compléter l'insuffisance de ses ressources propres pour les porter au minimum légal de 4.800 francs par an ? Dans l'affirmative, l'effort financier consenti pour le rachat d'annuités à l'I.R.C.A.N.T.E.C. ne rapporterait aux retraités se trouvant dans cette situation aucun avantage réel. Il semble donc y avoir un problème plus général que celui d'un cas particulier isolé et l'attention du ministre est donc appelée très instamment sur le sort d'une catégorie de personnes âgées particulièrement méritantes et dignes d'intérêt.

Crèche (enfants du personnel de l'hôpital Emile-Roux de Limeil-Brévannes [Val-de-Marne]).

3932. — 4 août 1973. — **M. Kalinsky** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** quelles dispositions sont prévues pour répondre aux besoins en crèche et garderie à l'hôpital Emile-Roux de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne). Le personnel étant essentiellement féminin et devant assurer son service, y compris les jours fériés, le manque de places à la crèche et l'inexistence de garderie se fait durement ressentir et crée des conditions matérielles très difficiles, obligeant parfois des membres féminins du personnel hospitalier à abandonner la profession.

Equipement sanitaire et social
(financement par le crédit ou leasing).

3956. — 4 août 1973. — **M. Gaillard** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** de lui préciser si les commissions administratives d'hôpitaux et d'hospices peuvent recourir au crédit-bail ou leasing pour financer leurs constructions immobilières ou l'acquisition de matériel spécialisé et, dans l'affirmative, à quelles conditions. Dans la négative, il lui demande s'il entend, compte tenu des énormes besoins d'équipement nécessaires dans ce domaine, autoriser cette modalité de financement.

Vieillesse (personnes âgées bénéficiaires de l'allocation logement : octroi d'autres avantages sociaux).

3961. — 4 août 1973. — **M. Gaudin** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation des personnes âgées qui bénéficient d'allocations de logement en vertu de la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971. Il lui fait observer à ce sujet que les critères de cette loi pourraient être utilisés pour accorder aux personnes du troisième âge en même temps que l'allocation de logement, l'aide ménagère à domicile, la gratuité des transports en commun, la gratuité de l'eau, du gaz et de l'électricité, ainsi que certaines attributions gratuites de charbon ou de fuel pour le chauffage domestique. Ces avantages permettraient aux personnes âgées de condition modeste de disposer de revenus en argent ou en nature nettement supérieurs à ceux dont elles disposent à l'heure actuelle. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il lui paraît possible de compléter sur ce point la loi précitée du 11 juillet 1971.

Assurance vieillesse
(modalités de calcul des retraites du régime général).

3962. — 4 août 1973. — **M. André Laurent** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur les modalités de calcul des retraites du régime général. Il lui fait observer que jusqu'au 31 décembre 1972, le salaire moyen annuel a été calculé sur les dix dernières années ou sur les dix années précédent l'âge de soixante ans si ce mode de calcul s'avère plus avantageux. Suivant les années retenues comme références, les taux de revalorisation sont tels qu'une pension attribuée en 1972 s'est trouvée amputée de 426,50 francs par an, pour les salaires dépassant le plafond, le salaire moyen obtenu étant de 20.958 au lieu de 21.960 francs. Or, si le salaire moyen avait été calculé sur les années 1948 et 1957 pour des salariés ayant également dépassé le plafond, le taux de revalorisation appliqué donnerait un salaire moyen de 25.199 francs soit une différence plus importante. Aussi, un salarié ayant cotisé trente ans avec dix années au plafond et ayant pris sa retraite en 1959 perçoit 1.806,35 francs de plus qu'un autre salarié ayant cotisé quarante et un ans dont trente ans au plafond, et ayant pris sa retraite en 1972. Les nouvelles dispositions entraînent donc une injustice considérable entre les diverses catégories de retraités, et il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour rectifier les dispositions législatives actuellement applicables.

Allocation d'orphelin
(assouplissement des conditions d'attribution).

3964. — 4 août 1973. — **M. Dronne** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le cas d'une famille dont la mère est décédée, dont le père est en prison (il a été condamné à la réclusion criminelle perpétuelle et a été déchu de tous ses droits sur les enfants) et dont les trois enfants mineurs ont été

recueillis par une parente. Les enfants en cause sont en fait dans la situation d'orphelins. Il demande s'ils ne pourraient pas bénéficier de l'allocation orphelin instituée par la loi n° 70-1218 du 23 décembre 1970.

Aide sociale
(critères de répartition des crédits entre les départements).

3965. — 4 août 1973. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** si la répartition départementale des crédits de l'aide sociale s'effectue selon des critères objectifs et lesquels, et s'il peut expliquer la différence par tête d'habitant d'un département à un autre, cette répartition ayant par ailleurs des conséquences sur les subventions attribuées par les collectivités locales ?

Ecoles pratiques du service social
(stagiaires de la formation professionnelle).

3966. — 4 août 1973. — **M. Leroy** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur les conséquences de la suppression de la rémunération de stagiaire de promotion professionnelle et de conversion professionnelle dans les écoles du service social pour la rentrée d'octobre 1973. Une telle mesure cause une préjudice moral et matériel considérable à de nombreux candidats qui sont déjà admis et inscrits dans ces établissements et qui parfois se basant sur les informations diffusées largement par les services de la main-d'œuvre et de l'emploi ont prévenu leur employeur, rompu leur contrat de travail ou demandé une mise en disponibilité. Une telle décision limite en fait le recrutement des écoles aux seuls lycéens et étudiants, en empêchant des jeunes travailleurs, auxquels par ailleurs la loi du 16 juillet 1971 reconnaît le droit à la formation professionnelle continue dans le cadre de la formation permanente et qui pourraient contribuer par leur expérience vécue dans le monde du travail à améliorer la formation voire la profession elle-même, de s'engager pour trois ans, faute de garantie suffisante de rémunération et de protection sociale. Une telle mesure supprime pour ces jeunes les possibilités réelles d'accession à la formation professionnelle prévue par la loi de 1971. Il lui demande s'il n'entend pas rapporter au plus tôt cette mesure et améliorer les conditions d'information et de rémunération des stagiaires.

Anciens combattants et prisonniers de guerre (retraite anticipée).

3996. — 4 août 1963. — **M. de Montesquiou** signale à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les dispositions adoptées par l'Assemblée nationale et qui le seront vraisemblablement par le Sénat concernant la retraite anticipée des anciens combattants et prisonniers de guerre, risquent, dans certains cas, d'être moins favorables que celles permettant d'apprécier l'inaptitude au travail à soixante ans telle qu'elle résulte de la loi du 31 décembre 1971. Il lui demande si les deux systèmes de retraite anticipée s'excluront l'un l'autre ou si l'ancien combattant ou prisonnier de guerre aura le choix du système qui lui sera le plus favorable.

S. N. C. F. (suppression des trains omnibus sur les lignes Nimes—Alès et Nimes—Givors).

3877. — 4 août 1973. — **M. Jourdan** expose à **M. le ministre des transports** que la direction de la S. N. C. F. vient de décider, à compter du début du mois d'août 1973, de supprimer les trains omnibus desservant les lignes Nîmes—Alès et Nîmes-Givors, par Le Teil. Cette mesure prise, malgré la protestation des syndicats, des usagers et des élus, suscite la plus vive émotion parmi les habitants de la rive droite du Rhône, auxquels elle cause un préjudice grave. Il lui demande s'il peut donner les raisons qui ont incité le Gouvernement à approuver une telle décision, et quelles dispositions il compte prendre pour remédier à un tel état de choses dans l'intérêt même des populations concernées.

Transports en commun urbains (coefficients annuels de revalorisation des pensions de retraite des personnels).

3884. — 4 août 1973. — **M. Lucas** signale à **M. le ministre des transports** la vive protestation des retraités et veuves de retraités de la Régie autonome des transports contre la fin de non recevoir opposée par son prédécesseur à la demande de revision des coefficients annuels de revalorisation de leurs pensions pour les années antérieures à 1967. A l'argument juridique mis en avant pour justifier ce refus — expiration des délais de réclamation — il oppose celui des intéressés qui font observer qu'antérieurement à 1967 leurs représentants à la C. A. M. R. n'avaient pu obtenir, malgré leurs demandes instantes, la communication desdits coefficients pour les années de 1958 à 1966. Il fait observer que ces prédécesseurs sont en fait responsables de l'absence d'information des retraités et veuves pour la période considérée et que ce n'est qu'après 1967 qu'ils ont pu vérifier la valeur de ces coefficients, déterminés par des arrêtés interministériels. Soulignant le fait que sa réponse ne conteste pas le préjudice subi par ces retraités et veuves, préjudice évalué à 7,5 p. 100 du montant de la pension depuis 1958, il lui demande s'il entend réexaminer ce problème afin que les retraités et veuves des réseaux affiliés à la C. A. M. R. des chemins de fer secondaires et des tramways perçoivent les sommes dont ils ont injustement été privés.

Aérodromes (Orly : avions équipés de turboréacteurs : heure limite de décollage ou d'atterrissage).

3939. — 4 août 1973. — **M. Kalinsky** rappelle à **M. le ministre des transports** que des décisions ministérielles avaient été prises interdisant tous décollages ou atterrissages à l'aéroport d'Orly d'aéronefs équipés de turboréacteurs au-delà de 22 h 30. Ces mesures ne sont nullement respectées, notamment entre 22 h 30 et 24 heures. Il lui demande quelles instructions ont été données au secrétariat général de l'aviation civile chargé de l'application de ces mesures pour que celles-ci soient réellement appliquées, ceci afin de permettre aux riverains, et tout particulièrement aux enfants, aux personnes âgées et aux malades, de pouvoir bénéficier d'un certain nombre d'heures de repos indispensables à leur santé.

Délégués du personnel et comité d'entreprise
(entreprise de Montreuil [Seine-Saint-Denis]).

3937. — 4 août 1973. — **M. Odru**, après avoir pris connaissance de la réponse à sa question écrite n° 223 du 12 avril 1973 dénonçant les atteintes aux libertés syndicales dans une entreprise de Montreuil (Seine-Saint-Denis), demande à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** : 1° qui a fait l'enquête ; 2° à quel moment ; 3° qui a été consulté. Les responsables syndicaux et les délégués du personnel n'ont, pour leur part, jamais été informés de l'enquête. Les inspecteurs du travail étaient en grève pendant la période où l'enquête s'est déroulée ; puis l'inspecteur du travail de Montreuil est tombé malade. Le contenu de la réponse ministérielle ne repose-t-il pas, dans ces conditions, sur les seules déclarations de la direction de l'entreprise intéressée.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL

DE LA

2e Séance du Jeudi 11 Octobre 1973.

SCRUTIN N° 20

Sur l'article 21 du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat. (Rôle de la commission départementale d'urbanisme commercial.)

Nombre des votants..... 457
Nombre des suffrages exprimés..... 451
Majorité absolue..... 226

Pour l'adoption..... 438
Contre 13

L'Assemblée nationale a adopté.

Ont voté pour (1) :

MM.
Abadie.
Abelin.
Ailliéres (d').
Alduy.
Alfonsi.
Allainmat.
Alloncle.
Andrieu (Haute-Garonne).
Andrieux (Pas-de-Calais).
Ansart.
Ansquer.
Antoune.
Arraut.
Aubert.
Audinot.
Aumont.
Baillot.
Ballanger.
Balmigère.
Barberot.
Barbet.
Bardol.
Barel.
Barrot.
Barthe.
Bas (Pierre).
Bastide.
Baudis.
Baudouin.
Bayou.
Bécam.
Beck.
Bégault.
Belcour.
Bénard (François).
Bénard (Mario).
Bennetot (de).
Benoist.
Bérard.
Beraud.
Berger.
Bernard.
Bernard-Reymond.
Berthelot.
Berthouin.
Besson.
Bettencourt.
Beucler.
Bichat.
Bignon (Albert).
Billoux (André).
Billoux (François).
Bisson. (Robert).
Bizet.
Blanc.
Blary.
Boinvilliers.
Boisdé.
Bolo.
Bonhomme.
Bonnet (Alain).
Bordu.
Boscher.
Boudet.
Boudon.
Boulay.
Boulloche.
Bourdellès.
Bourgeois.
Bourson.
Bouvard.
Boyer.
Braun (Gérard).
Brial.
Briane (Jean).
Brillouet.
Brochard.
Broglie (de).
Brugerolle.
Brugnon.
Brun.
Buffet.
Burckel.
Buron.
Bustin.
Cabanel.
Caill (Antoine).
Caillaud.
Caille (René).
Canacos.
Capdeville.
Cariier.
Caro.
Carpentier.
Cattin-Bazin.
Caurier.
Cazenave.
Cermolacce.
Cerneau.
Ceyrac.
Chaban-Delmas.
Chalandon.
Chamant.
Chambaz.
Chambon.
Chandernagor.
Chassagne.
Chasseguet.
Chaumont.
Chauvel (Christian).
Chauvet.
Chazalon.
Chevènement.
Chinaud.
Mme Chonavel.
Clérambeaux.
Cointat.
Combrisson.
Commenay.
Mme Constans.
Cornet.
Cornette (Maurice).
Cot (Jean-Pierre).
Couderc.
Coulais.
Crenn.
Crépeau.
Cressard.
Dahalani.
Daillet.
Dalbera.
Damette.
Darinot.
Darras.
Defferre.
Degraeve.
Delatre.
Delelis.
Delhalle.
Dellaune.
Delong (Jacques).
Delorme.
Deniau (Xavier).
Denis (Bertrand).
Denvers.
Depietri.
Deprez.
Desanlis.
Deschamps.
Desmulliez.
Destremau.
Dhinnin.
Dominati.
Donnadieu.
Donnez.
Douaset.
Drapier.
Dronne.
Dubedout.
Ducoloné.
Ducray.
Duffaut.
Dugoujon.
Dupuy.
Duraffour (Paul).
Durafour (Michel).
Durieux.
Duroméa.
Duroure.
Dutard.
Duvillard.
Ehm (Albert).
Eloy.
Fajon.
Falala.
Faure (Gilbert).
Faure (Maurice).
Favre (Jean).
Feït (René).
Feix (Léon).
Fillioud.
Fiszbin.
Flornoy.
Fontaine.
Forens.
Forni.
Fossé.
Fouchet.
Fouchier.
Foyer.
Franceschi.
Frêche.
Frédéric-Dupont.
Frelaut.
Mme Fritsch.
Gabriac.
Gabriel.
Gagnaire.
Gaillard.
Garcin.
Gastines (de).
Gau.
Gaudin.
Gayraud.
Georges.
Gerbet.
Ginoux.
Giovannini.
Girard.
Gissinger.
Glon.
Godefroy.
Godon.
Gosnat.
Gouhier.
Goulet (Daniel).
Granet.
Gravelle.
Grimaud.
Grussenmeyer.
Guerlin.
Guermeur.
Haesebroeck.
Hage.
Hamel.
Hamelin.
Hardy.
Hausherr.
Helène.
Hersant.
Herzog.
Houël.
Houteer.
Huguet.
Hunault.
Huyghues des Etages.
Icart.
Ihuel.
Inchauspé.
Jacquet (Michel).
Jans.
Jarrige.
Jarrot.
Joanne.
Josselin.
Jourdan.
Joxe (Louis).
Joxe (Pierre).
Julia.
Juquin.
Kalinsky.
Kédinger.
Kerveguen (de).
Kiffer.
Labarrère.
Labbé.
Laborde.
Lacagne.
La Combe.
Lagorce (Pierre).
Lamps.
Larue.
Lassère.
Laudrin.
Laurent (André).
Laurent (Paul).
Laurissergues.
Lavielle.
Lazzarino.
Lebon.
Lecanuet.
Le Douarec.
Leenhardt.
Le Foll.
Legendre (Jacques).
Legendre (Maurice).
Legrand.
Lejeune (Max).
Lelong (Pierre).
Lemaire.
Le Meur.
Lemoine.
Lepage.
Le Pensec.
Leroy.
Le Sénéchal.
Le Tac.
Le Theule.
L'Huillier.
Ligot.
Longequeue.
Loo.
Lovato.
Lucas.
Macquet.
Madrelle.
Maisonnat.
Malène (de la).
Malouin.
Marchais.
Marcus.
Martin.
Masse.
Massot.
Massoubre.
Mathieu.
Maton.
Mauger.
Maujoüan du Gasset.
Mauroy.
Médecin.
Méhaignerie.
Mermaz.
Mesmin.
Métayer.
Meunier.
Mexandeau.
Michel (Claude).
Michel (Henri).
Millet.
Mitterrand.
Mohamed.
Moine.
Mollet.
Montagne.
Montesquiou (de).
Mme Moreau.
Morellon.
Mourot.
Muller.
Narquin.
Naveau.
Nessler.
Neuwirth.
Nilès.
Noal.
Notebart.
Nungesser.
Odru.
Ollivro.
Omar Farah Iltireh.
Ornano (d').
Palewski.
Papet.
Partrat.
Pelzerat.
Peretti.
Péronnet.
Petit.
Peyret.
Philibert.
Pianta.
Pignion (Lucien).
Pimont.
Plot.
Planeix.
Plantier.
Pons.
Porelli.
Poulpiquet (de).
Pranchère.
Préaumont (de).
Pujol.
Quentier.
Rabreau.
Radius.
Ralite.
Raymond.
Raynal.
Renard.
Renouard.
Réthoré.
Ribadeau Dumas.
Ribes.
Richard.

Rickert.
Rieubon.
Rigout.
Rivière (Paul).
Rivierez.
Rocca Serra (de).
Roger.
Rolland.
Rossi.
Roucaute.
Roux.
Ruffe.
Sablé.
Saint-Paul.
Sainte-Marie.
Sallé (Louis).
Sauvaigo.
Sauzedde.
Savary.
Schloesing.
Schnebelen.
Schvartz (Julien).
Schwartz (Gilbert).
Seitlinger.
Sénès.
Simon.
Simon-Lorière.
Soisson.
Sourdille.
Soustelle.
Spénale.
Sprauer.
Stehlin.
Mme Stephan.
Sudreau.
Terrenoire.
Mme Thome-Patenôtre.
Tiberi.
Tissandier.
Tomasini.
Tourné.
Turco.
Vacant.
Valenet.
Valleix.
Vals.
Ver.
Verpillière (de la).
Villa.
Villon.
Vitter.
Vivien (Alain).
Vivien (Robert-André).
Vizet.
Vollquin.
Voisin.
Wagner.
Weber (Claude).
Weber (Pierre).
Weinman.
Weisenhorn.
Zeller.
Zuccarelli.

Ont voté contre (1) :

MM.
Billotte.
Claudius-Petit.
Couve de Murville.
Debré.
Fanton.
Frey.
Guillermin.
Mme Hauteclocque (de).
Kaspereit.
Llogler.
Marette.
Ribière (René).
Servan-Schreiber.

Se sont abstenus volontairement (1) :

MM.
Bignon (Charles).
Brocard (Jean).
Lauriol.
Marie.
Mayoud.
Offroy.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Baumel.
Bénouville (de).
Blas.
Boulin.
Césaire.
Cornette (Arthur).
Cornut-Gentille.
Corrèze.
Cousté.
Crespin.
Dassault.
Duhamel.
Fabre (Robert).
Grandcolas.
Graziani.
Guilliod.
Harcourt (d').
Jalton.
Krieg.
Lafay.
Missoffe.
Papon.
Pidjot.
Pinte.
Poperen.
Sanford.
Ségard.
Vauclair.

Excusés ou absents par congé :

(Application de l'article 162, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM. Beauguitte, Bourges et Hoffer.

N'ont pas pris part au vote :

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, et M. Anthonioz, qui présidait la séance.

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM.
Faure (Gilbert) à M. Saint-Paul.
Notebart à M. Carpentier.
Quentier à M. Macquet.

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.

Ce numéro comporte le compte rendu intégral des deux séances du jeudi 11 octobre 1973.

1re séance : page **4269** ; 2e séance : page **4297**.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.